JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'Édition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 F ; ÉTRANGER : 40 F
(Compte chèque postal : 9063 13. Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS 15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 F

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

2^e Législature

QUESTIONS

REMISES A LA PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

(Application des articles 133 à 138 du règlement.)

QUESTION ORALE AVEC DEBAT

4619. — 9 septembre 1963. — M. Fanton expose à M. le ministre des travaux publics et des transports qu'à l'occasion des retours de vacances, des efforts considérables ont été accomplis par la Société nationale des chemins de fer français pour permettre aux parisiens de regagner la capitale dans les meilleures conditions. Grâce à ces efforts, un nombre important de convois a pu être acheminé sans aucun retard sur Paris. En revanche, il semble qu'aucun effort n'ait été fait par la Régie autonome des transports parisiens pour renforcer ses services dans les gares parisiennes. Il semble que, depuis de longues années, la direction de la régie ait cessé de se préoccuper de l'avenir des transports dans la région parisienne pour se contenter de « gérer » une entreprise dont ni les employés ni les usagers ne sont réellement satisfaits. Il lui demande donc de lui faire connaître : 1° les mesures qu'il compte prendre afin que les transports publics de la région parisiennes, mis en place en quelques années il y a plus d'un demi-siècle, reprennent leur développement ; 2° ses intentions en ce qui concerne l'installation, dans la région parisienne, de lignes de métro suspendu analogues au prototype qui semble fonctionner à la satisfaction générale à Châteauneuf-sur-Loire ; 3° s'il ne lui semblerait pas nécessaire de modifier le statut actuel de la Régie autonome des transports parisiens afin de lui rendre plus de souplesse et d'efficacité.

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

4616. — 9 septembre 1963. — M. Tomadini attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur l'évidente disparité qui existe entre le revenu des agriculteurs et celui des autres catégories professionnelles. Cette situation est encore aggravée par suite des conditions climatiques de l'hiver et de l'été 1963. Il lui demande, en conséquence, s'il envisage de prendre, comme cela paraît indispensable, les mesures qui permettront de remédier partiellement aux graves difficultés que connaît l'agriculture française, en particulier : 1° par l'actualisation des prix agricoles ; 2° par l'élimination des excédents qui pèsent sur les prix, soit par exportation, soit par stockage ; 3° par l'octroi de prêts à taux réduit qui permettent des solutions de report ; 4° par l'amélioration des prêts d'installation aux jeunes agriculteurs ; 5° par un effort de l'État en matière de financement du budget annexe des prestations sociales agricoles, notamment par la prise en charge, par l'État, des taxes frappant les céréales ; 6° par une action de l'État s'exerçant de façon prioritaire dans les départements les plus touchés par les conditions atmosphériques actuelles, notamment par un aménagement des conditions de remboursement des prêts de crédit agricole ; 7° par une amélioration des conditions de réception des blés par les organismes stockeurs, notamment en ce qui concerne les blés de meunerie ; 8° par la création d'une caisse de calamités agricoles réclamée depuis longtemps.

4617. — 9 septembre 1963. — **M. Tomasini** attire l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur l'évidente disparité qui existe entre le revenu des agriculteurs et celui des autres catégories professionnelles. Cette situation est encore aggravée par suite des conditions climatiques de l'hiver et de l'été 1963. Il lui demande, en conséquence, s'il envisage de prendre, comme cela paraît indispensable, les mesures qui permettront de remédier partiellement aux graves difficultés que connaît l'agriculture française, en particulier : 1° par des exonérations d'impôts sur les revenus agricoles de 1963 ; 2° par l'octroi de délais pour le paiement des impôts de 1962 qui doivent, précisément, être payés au moment où les trésoreries agricoles seront au plus bas ; 3° par l'octroi de prêts à taux réduit qui faciliteront des solutions de report ; 4° par la création, en accord avec le ministre de l'agriculture, d'une caisse de calamités agricoles depuis longtemps réclamée ; 5° par l'amélioration des prêts d'installation aux jeunes agriculteurs ; 6° par un effort de l'Etat en matière de financement du budget annexe des prestations sociales agricoles, notamment par la prise en charge, par l'Etat, des taxes frappant les céréales.

4618. — 9 septembre 1963. — **M. Fanton** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** qu'à la suite de multiples questions qu'il avait posées à **M. le ministre du travail**, un décret avait transféré de ce dernier, aux préfets, le soin de prendre les mesures propres à assurer une réglementation aussi efficace qu'équitable de l'industrie du taxi. Il lui demande s'il est en mesure de lui faire savoir pourquoi, malgré l'ancienneté de cette décision, il semble qu'aucun texte d'origine préfectorale n'ait été publié, notamment dans les départements de la Seine et des Bouches-du-Rhône où le problème est le plus actuel. Dans l'hypothèse où des difficultés d'ordre administratif ou législatif seraient responsables de ce retard, il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour mettre un terme à cette situation.

QUESTIONS ECRITES

Article 138 du règlement :

« Les questions écrites... ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nominativement désignés. »

« Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire d'un mois. »

PREMIER MINISTRE

4620. — 14 septembre 1963. — **M. Felix** expose à **M. le Premier ministre** les conditions dans lesquelles un technicien a été récemment licencié d'une entreprise de Bezons (Seine-et-Oise), sur ordre de la D. S. T. Ce technicien travaillait depuis deux mois dans cette entreprise (fabrication de certaines pièces destinées au « Mirage IV ») après avoir passé brillamment un essai d'un mois. Ses chefs et ses collègues sont unanimes à reconnaître ses qualités professionnelles. Aucun motif à son renvoi n'a été invoqué en dehors de l'injonction expresse de la D. S. T., à la suite d'enquêtes menées par cette dernière sur le personnel travaillant pour le « Mirage IV ». Il lui demande : 1° les conditions dans lesquelles la D. S. T. a exigé et obtenu ce licenciement, signifié le jour du départ en congé du personnel de l'entreprise en question afin d'en restreindre au maximum la portée ; 2° les instructions officielles données à la D. S. T. en vue d'empêcher certains ouvriers, techniciens et cadres d'être employés dans des usines fabriquant du matériel militaire (des cas analogues à celui de Bezons se sont déjà produits au cours des derniers mois dans d'autres entreprises, notamment à Villejuif et à Malakoff) ; 3° les mesures qu'il compte prendre pour mettre fin à cette discrimination de caractère syndical ou politique, portant gravement atteinte aux libertés garanties par la Constitution, et plus particulièrement pour faire réintégrer le technicien arbitrairement licencié.

AGRICULTURE

4621. — 14 septembre 1963. — **M. Thillard** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur le fait qu'il n'existe pas de parité entre les prestations servies aux salariés agricoles et celles qui sont versées par le régime général de sécurité sociale, notamment en ce qui concerne les taux de régularisation des rentes et pensions d'assurances sociales agricoles qui se trouvent être nettement plus bas que ceux du régime général. Il lui demande

si cet écart pourrait être progressivement réduit et, dans ce cas, quel est le rythme prévu pour l'établissement progressif de la parité.

4622. — 14 septembre 1963. — **M. Juszkewski** demande à **M. le ministre de l'agriculture** : 1° si, en application de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 et du décret n° 62-1235 du 20 octobre 1962, les notaires peuvent valablement dresser acte de vente un mois après l'envoi de la lettre recommandée avec accusé de réception prévu par l'article 3 du décret susvisé lorsque la S. A. F. E. R. n'a pas fait connaître dans les mêmes formes au propriétaire son acceptation ou son refus d'acheter le fonds aux prix et charges communiqués, son silence équivalant à un refus (art. 796 du code rural, 3° alinéa) ; 2° quels sont les délais maximum dont la S. A. F. E. R. dispose pour réaliser l'acte d'achat et en payer le prix stipulé payable au comptant, lorsqu'elle décide d'user de son droit de préemption ; 3° quelles sont les voies de recours des propriétaires contre les S. A. F. E. R. lorsque la vente avec paiement de prix au comptant n'est pas intervenue dans les délais ; son acceptation d'acheter devient-elle alors caduque et le propriétaire reprend-il la libre disposition de son bien immobilier ; 4° l'article 7 du décret du 20 octobre 1962 stipulant que, sauf dispositions contraires de l'arrêté préfectoral, seules les opérations prévues à l'article 7 de la loi du 8 août 1962 doivent être portées à la connaissance de la S. A. F. E. R., si cette dernière peut exiger la notification des ventes concernant les immeubles faisant l'objet des exemptions prévues aux paragraphes a et b de l'article 2 du décret susvisé ; 5° la loi du 8 août 1962 et le décret du 20 octobre 1962 ne prévoyant que les aliénations à titre onéreux, s'ils peuvent faire obstacle aux donations entre vifs et aux baux de biens ruraux.

4623. — 14 septembre 1963. — **M. Ruffe** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les dégâts considérables consécutifs à une tornade d'une ampleur sans précédent qui s'est produite dans la soirée du jeudi 1^{er} août 1963. Les récoltes ont été détruites dans la proportion de 80 à 100 p. 100, notamment dans les communes du Mas-d'Agenais, de Sénéstis, Tonneins, Caumont, Fauillet, Longueville, Fauguerolles, Gontaud, Taillebourg, Birac-sur-Trec et dans de nombreuses autres communes du Lot-et-Garonne. Cette tornade, accompagnée de pluies diluviennes, de rafales de vent et de grêle d'une violence jamais connue dans cette région a semé la consternation parmi les populations qui voient anéanti en quelques instants le dur labeur de toute une année de travail. Les exploitants familiaux se voient brutalement privés de tout revenu, alors que restent à leur charge les dépenses engagées pour l'achat du matériel, des engrais et produits industriels nécessaires à la vente de récoltes maintenant détruites. Il lui demande de façon pressante s'il compte prendre toutes les mesures immédiates qui s'imposent en faveur des sinistrés et en premier lieu auprès de ceux qui ont tout perdu et pour que s'exprime la solidarité nationale à l'égard de toutes les victimes de cette catastrophe. Il profite de cette douloureuse circonstance pour appeler son attention sur la nécessité de faire venir en discussion au plus tôt devant l'Assemblée nationale le rapport sur la création d'une caisse nationale des calamités agricoles, rapport qui vient d'être adopté par la commission compétente. En attendant le vote de cette loi, il lui demande s'il envisage un mode d'indemnisation des sinistrés de l'ouragan analogue à celui qui a été appliqué pour les sinistrés de la sécheresse de 1962.

4624. — 14 septembre 1963. — **M. Bolsson** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les mesures à prendre pour l'assainissement du verger cidricole. Le décret du 29 novembre 1960 ayant rétabli l'indemnisation de l'arrachage des pommiers en surnombre, supprimée en 1959, un crédit de 20 millions a été inscrit dans la loi de finances de 1963. Les intéressés ont présenté, au cours de l'hiver 1962-1963, leurs premières demandes d'expertise. Aucune suite n'a encore été donnée à ces demandes, mais, sous prétexte de non-utilisation des crédits, ceux-ci ont été réduits de 20 à 16 millions. Il lui demande, devant le mécontentement justifié des intéressés, quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à cette situation, car les conséquences de l'immobilisme actuel sont très graves et mettent en danger la réalisation du second plan quinquennal cidricole en voie d'élaboration.

4625. — 14 septembre 1963. — **M. Spénès** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la situation des zones spéciales d'action rurale, créées en vertu des articles 20 à 22 de la loi d'orientation agricole du 5 août 1960, dans les secteurs particulièrement touchés par l'exode rural. En effet, le bureau de la Fédération nationale des groupements de productivité agricole a été informé le 17 juillet 1963 « qu'il n'était plus dans les intentions du ministère des finances d'accorder les crédits nécessaires au fonctionnement des zones-témoins à partir de 1964 ». Cependant, l'action à peine engagée en faveur de certains terroirs défavorisés reste des plus indispensables si l'on veut éviter qu'ils descendent rapidement au-dessous du minimum démographique à partir duquel toute incitation agricole et toute volonté de structuration deviennent vaines par insuffisance de poids humain. Il lui demande s'il est possible de rassurer, dès maintenant, les collectivités rurales inté-

ressées et de confirmer que, quelle que soit la gêne prévisible du budget de l'agriculture pour 1964, les zones spéciales d'action rurale continueront de bénéficier « d'une priorité dans les investissements publics », comme le prescrit formellement l'article 21 de la loi d'orientation agricole.

4626. — 14 septembre 1963. — **M. Palmero** demande à **M. le ministre de l'agriculture** s'il ne pense pas que le souci de la santé publique devrait faire interdire l'utilisation de l'anhydride sulfureux pour la conservation des jus de fruits, d'autres méthodes permettant maintenant d'obtenir des jus riches en vitamines et exempts d'acide sulfurique, alors que l'anhydride sulfureux détruit la vitamine B₁, diminue la teneur en vitamine C et donne par oxydation de l'acide sulfurique, de telle sorte que ce conservateur chimique apparaît comme un produit nocif : non seulement il réduit considérablement la haute valeur hygiénique des jus de fruits mais encore il présente pour le consommateur, spécialement pour l'enfant, le grave inconvénient de la formation d'un acide nuisible à la santé par ses propriétés décalcifiantes.

4627. — 14 septembre 1963. — **M. Chérasse** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que les conditions climatiques de cet été entraînent une situation catastrophique des cultures dans le département de la Seine-Maritime, notamment pour le blé, l'avoine et, dans une moindre mesure, pour l'orge. Cette situation est telle qu'il semble probable que ce département sera l'un des plus sinistrés de France. En conséquence, il lui demande s'il compte prendre, parmi celles relevant de sa compétence, les mesures de soutien qui s'imposent en faveur des agriculteurs, à savoir : a) la prorogation du remboursement des prêts de campagne et des prêts aux jeunes agriculteurs ; b) l'octroi de facilités pour le paiement des impôts ; c) l'organisation de la fourniture des semences en quantité suffisante et à bas prix ; d) la stabilisation autoritaire, sinon la baisse, des prix des matériels d'équipement agricoles et des engrais ; e) l'organisation du marché des blés fourragers. En outre, et sur le plan général, il lui demande s'il n'envisage pas, en liaison avec **M. le ministre des finances**, de diligenter les études visant à la création d'une caisse nationale des calamités agricoles.

4628. — 14 septembre 1963. — **M. Delachenal** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la situation de certains anciens exploitants agricoles qui sollicitent l'aide du Fonds national de solidarité. Pour obtenir un tel avantage, l'ancien exploitant titulaire d'une retraite agricole doit justifier que le montant de ses revenus est inférieur à un certain plafond. Or, si cet exploitant a fait don de sa propriété à un enfant, il est tenu compte dans ses ressources d'un revenu fictif, produit théoriquement par les biens donnés, égal à 9,54 p. 100 de la valeur des biens. Un tel calcul apparaît comme particulièrement injuste, d'autant plus que les propriétés données n'apportent aucun revenu à leurs donateurs. Pour éviter une telle injustice, le revenu théorique a été réduit à 3 p. 100 pour les exploitants agricoles qui, au jour de leur demande d'aide sociale, ont fait don de leur propriété. Mais rien n'a été prévu pour ceux qui ont fait donation un an ou deux avant leur demande. Pour ceux-ci, le calcul fictif est maintenu à 9,54 p. 100 de la valeur des biens. Il y a donc une injustice à laquelle il est nécessaire de remédier afin de mettre sur un pied d'égalité tous les exploitants agricoles, quelle que soit la date à laquelle ils ont fait don de leur propriété, sous réserve toutefois que l'activité agricole ait été leur dernière activité. Il lui demande s'il compte prendre des mesures en ce sens.

4629. — 14 septembre 1963. — **M. Guéna** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la situation des agriculteurs de la Dordogne dont les récoltes de céréales se trouvent anéanties dans une forte proportion à raison des pluies persistantes de l'été. Cet état de choses fait suite aux gels de l'hiver dernier qui avaient déjà gravement atteint les emblavures. De ce fait, beaucoup d'exploitants ne récolteront probablement pas l'équivalent des quantités semées. Ces pertes sont d'autant plus gravement ressenties que la quasi-généralité des exploitants sont de petites exploitations familiales effectuant bien souvent l'échange blé-pain. Il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1° pour permettre aux agriculteurs victimes de la situation climatique de s'approvisionner en semences et en blés destinés à l'échange dans des conditions compatibles avec leurs revenus notablement atteints par les circonstances ; 2° pour permettre l'allègement et l'étalement des emprunts contractés par les agriculteurs sinistrés, ainsi que pour diminuer les charges fiscales et d'exploitation grevant leurs entreprises ; 3° pour protéger les agriculteurs contre les calamités agricoles, notamment par la création d'une Caisse nationale de garantie.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

4630. — 14 septembre 1963. — **M. Darchicourt** attire l'attention de **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** sur la situation des fonctionnaires prisonniers de guerre évadés, titulaires de la Médaille des évadés. Les fonctionnaires prisonniers de guerre évadés ne bénéficient pas, comme leurs camarades

restés en captivité pendant toute la durée de la guerre, des mêmes avantages en ce qui concerne les bonifications d'ancienneté valables pour l'avancement et la retraite définies aux articles L 5, L 18 et suivants du code des pensions civiles et militaires de retraite. Il s'ensuit qu'un prisonnier de guerre évadé et fonctionnaire ne peut bénéficier d'un rappel de services pour une période supérieure à sa date de mobilisation et celle de son évasion. Par contre, le fonctionnaire non évadé se voit attribuer un rappel de services comprenant la totalité du temps passé sous les drapeaux et sa captivité, c'est-à-dire à la date de l'armistice. Ce fait porte préjudice aux fonctionnaires évadés qui, en raison de leur situation clandestine, n'ont pu occuper un emploi dans l'administration. Il lui demande s'il n'est pas dans ses intentions d'apporter aux articles énumérés ci-dessus les modifications nécessaires pour assurer l'égalité des droits entre ces deux catégories de fonctionnaires anciens combattants.

4631. — 14 septembre 1963. — **M. Lepourry** expose à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** qu'en vertu de l'instruction de la direction des pensions n° 0493 A du 27 décembre 1961 pour l'application du décret n° 59-329 du 20 février 1959, les pensionnés à 100 p. 100 pour affection tuberculeuse, bénéficiaires de l'indemnité de soins et âgés de plus de 50 ans, sont dispensés du contrôle annuel tout en restant soumis aux visites trimestrielles par mesure d'hygiène et de prophylaxie. Il lui demande si ces mesures d'hygiène et de prophylaxie comportent, pour les pensionnés âgés de plus de 50 ans, l'ensemble des examens auxquels on soumet les pensionnés plus jeunes, lors du contrôle annuel.

4632. — 14 septembre 1963. — **M. Delong** demande à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** s'il serait possible d'envisager le paiement de la retraite du combattant aux intéressés par tranches trimestrielles et non semestrielles, l'intervalle actuel de six mois entre les paiements paraissant très long à certains bénéficiaires âgés et nécessiteux.

ARMEES

4633. — 14 septembre 1963. — **M. Delatre** expose à **M. le ministre des armées** que les mauvaises conditions persistant et les conditions atmosphériques particulièrement défavorables sur l'ensemble du territoire, indépendamment de leurs conséquences économiques, continuent à retarder considérablement les récoltes. La réalisation de cette récolte va se poursuivre dans de mauvaises conditions et à une époque inhabituelle. Les agriculteurs apprécieraient certainement de bénéficier pour cette réalisation du maximum de main-d'œuvre. Afin de permettre aux exploitants dont les fils et ouvriers effectuent leur service militaire de faire face à une telle situation, il lui demande s'il envisage d'accorder, par une mesure d'ordre général, à ces militaires et à ceux qui pourraient offrir leur concours, une permission exceptionnelle dans les tout prochains jours et, dans l'éventualité d'une décision favorable, qu'il ne soit pas tenu compte des permissions exceptionnelles ou agricoles normales déjà accordées.

4634. — 14 septembre 1963. — **M. Chérasse** expose à **M. le ministre des armées** que les conditions climatiques de cet été entraînent une situation catastrophique des cultures dans le département de la Seine-Maritime, notamment pour le blé, l'avoine et, dans une moindre mesure, pour l'orge. Cette situation est telle qu'il semble probable que ce département sera l'un des plus sinistrés de France. En conséquence, il lui demande s'il compte prendre les mesures de soutien qui s'imposent en faveur des agriculteurs, à savoir : l'octroi de permissions agricoles supplémentaires aux jeunes gens qualifiés qui sont sous les drapeaux, pour pallier l'augmentation de main-d'œuvre nécessitée par les travaux simultanés afférents aux moissons, aux labours et aux ensemencements d'automne.

4635. — 14 septembre 1963. — **M. Tomasini** attire l'attention de **M. le ministre des armées** sur les difficultés que connaissent actuellement les agriculteurs pour rentrer leurs récoltes, difficultés dues aux conditions atmosphériques défavorables de cet été. Il lui demande si, pour apporter une aide efficace à l'agriculture française, il ne pourrait envisager de donner des instructions permettant : 1° d'accorder des permissions agricoles avec le maximum de libéralité ; 2° d'apporter la collaboration d'unités de l'armée aux travaux agricoles actuellement en retard.

4636. — 14 septembre 1963. — **M. Vivien** attire l'attention de **M. le ministre des armées** sur le fait qu'un officier affecté au centre de préparation militaire de Paris à Vincennes, et chargé du centre d'instruction parachutiste, n'a pas droit aux indemnités dites de « solde à l'air » bien que responsable, en sa qualité de chef de centre, d'un poste aéroporté, alors que les sous-officiers placés sous son commandement perçoivent normalement cette indemnité. Par ailleurs, sur le plan technique il dépend de l'officier régional parachutiste qui perçoit cette indemnité. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation qui peut nuire au rendement d'un chef de centre et à la préparation militaire parachutiste.

4637. — 14 septembre 1963. — M. Fouet demande à M. le ministre des armées s'il n'estime pas opportun de fixer les conditions de détermination des catégories de jeunes recrues appelées à servir en Algérie et, de toute façon, s'il ne pense pas prendre des mesures particulières de permission spéciale ou de réduction de la durée du service militaire pour les jeunes qui servent hors de la métropole.

CONSTRUCTION

4638. — 14 septembre 1963. — M. Salleneuve expose à M. le ministre de la construction les difficultés que rencontrent les fonctionnaires pour financer la construction d'un logement dans le lieu — qui est souvent leur lieu d'origine — où ils comptent être prochainement mutés et où, en tous cas, ils envisagent de prendre leur retraite. Ne disposant pas de ressources suffisantes, ils sont dans l'obligation de faire appel aux prêts spéciaux du Crédit foncier de France, qui ne sont accordés qu'aux candidats s'engageant à occuper eux-mêmes les locaux pendant une durée d'au moins cinq années. Il lui demande si, en raison de la situation très particulière de ces fonctionnaires, il pourrait être prévu une dérogation accordant la prime à 10 francs convertible et par suite le prêt spécial à ceux d'entre eux qui justifieraient d'une demande de mutation, dûment enregistrée par l'administration, pour la localité en cause, ou d'un engagement de s'y établir après leur mise à la retraite.

EDUCATION NATIONALE

4639. — 14 septembre 1963. — M. Henry Ray expose à M. le ministre de l'éducation nationale la situation d'un locataire qui a sous-loué à des étudiants deux chambres de son appartement durant le séjour de ses enfants dans une autre ville de faculté. L'intéressé, estimant répondre ainsi aux pressants appels émanant de différents organismes pour assurer un logement à des étudiants, ne pensait pas avoir à recueillir l'autorisation de son propriétaire, par analogie avec les dispositions de l'article 1454, § 6, du code général des impôts qui prévoit, sous certaines conditions, l'exemption de la patente en faveur des particuliers qui louent ainsi une partie de leur logement principal. Une procédure d'expulsion basée sur l'article 78 de l'ordonnance du 27 décembre 1958 est actuellement engagée par le propriétaire pour défaut d'accord préalable. Cette interprétation rigoureuse des textes va provoquer incontestablement des difficultés supplémentaires aux étudiants pour obtenir des chambres chez des particuliers. Il lui demande si des instructions concertées avec M. le garde des sceaux, ministre de la justice, ne permettraient pas de trouver une solution conciliant les droits du propriétaire et les intérêts des étudiants.

4640. — 14 septembre 1963. — M. Fanton expose à M. le ministre de l'éducation nationale que, dès l'école primaire et jusqu'au concours des grandes écoles, des limites d'âge sont exigées des candidats à l'admission. Or, ces limites prennent toujours pour point de départ la date du 1^{er} janvier, ce qui a pour inconvénient de retarder de nombreux mois les enfants nés au début de l'année civile. Il lui demande s'il ne lui semblerait pas opportun de fixer désormais les limites d'âge au 1^{er} juillet (fin d'année scolaire) ou au 1^{er} octobre (début d'année scolaire), ce qui semblerait plus conforme à l'intérêt des enfants aussi bien qu'à celui de l'enseignement en général.

4641. — 14 septembre 1963. — M. Voilquin demande à M. le ministre de l'éducation nationale s'il ne serait pas possible, lorsqu'une famille a déjà dans un lycée un ou plusieurs enfants, et qu'elle en formule la demande, que les frères et sœurs soient admis avec une certaine priorité, à condition que soient remplies les conditions éventuelles de sexe, d'âge, de résultats scolaires ou d'orientation prévues et exigées par la réglementation en vigueur.

4642. — 14 septembre 1963. — M. Voilquin attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur le fait que, au moment où se termine l'année scolaire, et où commencent les vacances interdisant toutes démarches utiles, les familles sont informées in extremis des décisions prises à l'égard de leurs enfants. Qu'il s'agisse d'exclusions ou de redoublements, dont les premières sont parfois incompréhensibles et les seconds parfois choquants, les parents ne sont pas entendus avant la sentence (à titre consultatif), alors qu'ils pourraient présenter des arguments qui ne peuvent pas toujours être livrés à l'indiscrétion et à la publicité. En outre, la mesure prise et l'arrêt rendu, aucune procédure d'arbitrage ou d'appel ne peut être envisagée. Il y a certainement possibilité d'entrevoir une réforme de tels errements sans que puisse être discutée l'autorité des conseils de classe. Il lui demande ses intentions à cet égard.

4643. — 14 septembre 1963. — M. Voilquin attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur le fait que le transport scolaire constitue un des moyens les plus efficaces d'amélioration de la carte scolaire, de démocratisation et de réforme de l'ensei-

gnement. Il lui demande s'il a l'intention de prendre toutes les mesures utiles pour que les ramassages scolaires puissent être assurés dans les meilleures conditions. Il lui signale, à cette occasion, l'obligation faite aux pouvoirs publics d'une saine gestion des crédits destinés à cet effet, la nécessité de mettre en adjudication les circuits arrêtés (dans le cadre du cahier des charges et de la sécurité à assurer), et de lutter contre des monopoles de fait parfois inadmissibles. Il lui demande en outre s'il compte faire en sorte que disparaissent les retards considérables apportés trop souvent au règlement de la subvention de l'Etat.

4644. — 14 septembre 1963. — M. Voilquin attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur le fait que le contrôle médical obligatoire, qui devrait être gratuit, est financé dans le premier degré à 100 p. 100 par l'Etat depuis 1963 et dans le second degré à 50 p. 100 par les parents. Il lui demande s'il est envisagé de mettre entièrement à la charge de l'Etat le contrôle médical dans le second degré, comme cela existe dans le premier degré.

FINANCES ET AFFAIRES ECONOMIQUES

4645. — 14 septembre 1963. — M. Chauvet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'article 13 de la loi n° 63-628 du 2 juillet 1963 majore la taxe annuelle sur les véhicules de tourisme des sociétés, en précisant que cette disposition trouvera sa première application pour l'établissement de la taxe due au titre de l'année 1963. Il lui demande s'il convient d'en faire application à raison des véhicules immatriculés au nom des sociétés à la date du 1^{er} octobre 1962, ainsi que le prévoit une récente circulaire, alors que, pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques, les impositions au titre de l'année 1963 atteindront les revenus réalisés en 1963.

4646. — 14 septembre 1963. — M. Baudis ayant pris connaissance des déclarations de M. le ministre des finances et des affaires économiques, selon lesquelles au cours des douze derniers mois les salaires du secteur privé avaient bénéficié d'une majoration supérieure à 9 p. 100, lui demande : 1° pour la même période, le montant des majorations de traitements enregistrées tant pour les fonctionnaires d'Etat que pour les agents du secteur semi-public ; 2° les mesures que le Gouvernement envisage de prendre afin d'éviter d'aggraver l'écart entre les rémunérations des différents secteurs de l'économie nationale.

4647. — 14 septembre 1963. — M. Lamarque-Cando expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les artificiers sont fréquemment amenés à vendre soit à des communes, soit à des comités de fêtes des feux d'artifice ou des pièces montées. Ces ventes sont généralement faites à l'unité sur catalogue à des personnes qui en sont les utilisateurs directs ; ces opérations ont lieu au prix de détail indiqué dans les catalogues ; et bien évidemment les communes ou comités de fêtes acquéreurs ne sauraient être assimilés à des revendeurs puisqu'ils utilisent eux-mêmes les artifices. Il lui demande si sur ces ventes qui présentent toutes les caractéristiques de la vente au détail, il y a lieu à perception de la T. V. A. ou au contraire à l'application de la taxation prévue pour les ventes au détail.

4648. — 14 septembre 1963. — M. Dussarhou expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'à l'occasion de la cession d'un bien comprenant d'une part une maison à usage d'habitation et d'autre part des dépendances et des terres, la totalité du prix d'acquisition a été taxée en application de l'article 48 de la loi du 15 mars 1963 au taux de 11,20 p. 100. L'acquéreur avait sollicité, pour la partie du bien constituée par l'immeuble à usage d'habitation, auquel il s'était engagé à maintenir son affectation pendant au moins trois ans, le taux réduit de 4,20 p. 100, mais l'administration a refusé, contrairement aux pratiques antérieures, de discriminer le bien à usage d'habitation de la propriété rurale. Il lui demande si l'application stricte de l'article 48 de la loi du 15 mars 1963 a été correcte en ce cas d'espèce.

4649. — 14 septembre 1963. — M. Chérasse expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les conditions climatiques de cet été entraînent une situation catastrophique des cultures dans le département de la Seine-Maritime, notamment pour le blé, l'avoine et, dans une moindre mesure, l'orge. Cette situation est telle qu'il semble probable que ce département sera l'un des plus sinistrés de France. En conséquence, il lui demande s'il compte prendre, parmi celles relevant de sa compétence, les mesures de soutien qui s'imposent en faveur des agriculteurs, à savoir : a) la prorogation du remboursement des prêts de campagne, et des prêts aux jeunes agriculteurs ; b) l'octroi de facilités pour le paiement des impôts ; c) l'organisation de la fourniture des semences en quantité suffisante et à bas prix ; d) la stabilisation autoritaire, sinon la baisse, des prix des matériels d'équipement agricole et des engrais ; e) l'organisation du marché des blés fourragers. En outre, et sur le plan général, il lui demande s'il n'envisage pas, en liaison avec M. le ministre de l'Agriculture, de diligenter les études visant à la création d'une caisse nationale des calamités agricoles.

4650. — 14 septembre 1963. — M. Chérasse appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur le cas d'un contribuable qui s'est vu refuser, en vertu de l'article 31 du code général des impôts, la déduction des frais de remplacement d'une chaudière de chauffage hors d'usage de son revenu foncier. Il lui demande s'il ne serait pas possible, en vue de faciliter, au maximum, l'amélioration du patrimoine immobilier, de revenir au régime antérieur à la loi du 28 décembre 1959, et de permettre que certaines charges importantes, telles que le remplacement d'une chaudière de chauffage central ou d'un ascenseur, soient déductibles pour la détermination du revenu net.

4651. — 14 septembre 1963. — M. Chérasse expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, jusqu'à la loi n° 62-873 du 31 juillet 1962, les militaires de carrière mutilés de guerre percevaient une pension d'invalidité du taux de soldat, aussi bien pendant le temps où ils restaient en service actif qu'après leur mise à la retraite. La loi précitée a décidé que les militaires de carrière mutilés percevaient désormais la pension d'invalidité du grade à compter du jour de leur mise à la retraite. Cette loi n'a pas précisé qu'elle s'appliquerait automatiquement à ceux qui étaient déjà à la retraite, car dans l'esprit du droit public, cela semblait devoir découler du caractère statutaire des pensions. Or, à une précédente question écrite d'un parlementaire, les services du ministère des finances ont pris position contre l'application de cette loi au bénéfice des intéressés mis à la retraite antérieurement à sa promulgation. Cependant, le principe de non rétroactivité des lois ne pourrait être invoqué que s'il était question de procéder à des rappels de pension, ce qui n'est pas le cas. Mais, ce qui est en cause, c'est le principe statutaire des pensions que le Conseil d'Etat a posé dans son arrêt Josué du 27 avril 1945 (droit administratif de Wallonie, édition 1946, p. 326). Or ce principe veut que tous ceux qui sont dans une catégorie subissent les modifications apportées aux règles régissant cette catégorie (arrêt Josué). Il lui demande s'il ne pense pas que ses services devraient reconsidérer leur prise de position à ce sujet.

4652. — 14 septembre 1963. — M. Raymond Boisdé expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'article 34 de la loi n° 83-254 du 15 mars 1963 assujettit au timbre de dimension notamment les actes et écrits annexés à un acte notarié. Il lui demande si on doit en conclure que, dès lors qu'ils font l'objet d'une annexe régulière à un acte notarié, non exempt lui-même du droit de timbre, certains actes et écrits tels que : extrait des registres des actes de décès, ampliation d'arrêtés préfectoraux, extrait de registres de délibération de conseils municipaux sont soumis au timbre de dimension.

4653. — 14 septembre 1963. — M. Weinman expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'un installateur acquittant la T. V. A. au taux applicable aux travaux immobiliers n'a pas tenu compte de la règle du butoir et a, par suite, accumulé un crédit exagéré qu'il a fait apparaître sur ses déclarations de taxes sur le chiffre d'affaires. Au cours d'une vérification ce crédit a été ramené par l'administration de 100.000 F à 40.000 F ; la notification adressée au redevable s'est bornée à rectifier le crédit en question. Il lui demande si l'administration est fondée à réclamer des pénalités alors qu'en fait ce redevable n'a jamais été et ne sera sans doute jamais redevable de la taxe, car la T. V. A. déductible a toujours été supérieure à la taxe due. L'article 1756 du code général des impôts ne paraît pas viser une telle situation.

4654. — 14 septembre 1963. — M. Malinguy expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la ville de Bourg-la-Reine (17.310 habitants en mars 1962) dépend, en ce qui concerne les contributions directes, d'un contrôle installé près de la gare Montparnasse, à Paris. Les contribuables réginaburgiens qui ne possèdent pas de voiture automobile sont donc obligés d'utiliser différents moyens de transport en commun, avec changements à Denfert-Rochereau ou à la porte d'Orléans. Ceux qui possèdent une voiture ne sont pas mieux partagés puisqu'ils ne peuvent pas la garer à proximité du contrôle. Le service en question devant être déplacé, il serait, paraît-il, question de l'installer dans le quartier de la gare de Lyon, ce qui entraînerait pour les habitants de Bourg-la-Reine des inconvénients encore plus graves : à certaines heures, la durée du trajet dépasse une heure. Il lui demande s'il ne croirait pas préférable de rapprocher ses services des usagers et, puisque la sécurité sociale a le projet d'implanter le siège de sa 8^e circonscription au centre géographique de la banlieue Sud, c'est-à-dire à Bourg-la-Reine, de constituer en liaison avec elle le centre financier et social qui manque dans cette région.

4655. — 14 septembre 1963. — M. Hermén demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques : 1° si les agents de son administration ont le droit de demander systématiquement tous les ans à certaines catégories de contribuables imposés forfaitairement des renseignements non prévus sur les imprimés du modèle A 2 (exemples : boucher, boulangers, pâtisseries) ; 2° dans l'affirmative, et devant l'impossibilité matérielle de fournir ces renseignements, si ces contribuables peuvent être poursuivis.

4656. — 14 septembre 1963. — M. André Beauguitte attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur l'interprétation donnée par l'administration de l'enregistrement à l'article 48 de la loi du 15 mars 1963, réduisant le droit prévu par les articles 721 et 723 du code général des impôts de 14 à 11,20 p. 100 pour les mutations à titre onéreux d'immeubles ruraux. Jusqu'à l'entrée en vigueur de cette loi, les bâtiments d'habitation dépendant d'une exploitation agricole étaient soumis aux taux réduits de 4,20 p. 100, conformément aux dispositions de l'article 1371 du code général des impôts. Ils étaient donc l'objet d'une taxation séparée dans les actes constatant la mutation à titre onéreux d'une exploitation agricole complète, et ceci, même s'ils faisaient partie d'un tout indivisible. Or, l'administration a fait connaître que l'article 48 de la loi du 15 mars 1963 ne permettrait plus d'appliquer le taux réduit de l'article 1371 du code général des impôts, aux bâtiments de cette nature. Se référant aux critères utilisés pour l'application de l'article 1373-1° du code général des impôts relatif aux acquisitions d'immeubles ruraux de faible valeur et de l'article 1309 du code général des impôts relatif aux échanges individuels d'immeubles ruraux, elle précise que les bâtiments d'habitation dépendant d'une exploitation agricole constituent des immeubles ruraux, et qu'ils doivent, en conséquence, si la propriété forme un tout indivisible, supporter le droit de 11,20 p. 100 au même titre que des immeubles affectés à la culture. Une telle interprétation semble abusive. En effet, elle est essentiellement fondée sur la définition des immeubles ruraux, retenue pour l'application de l'article 1309 du code général des impôts relatif aux échanges individuels d'immeubles ruraux, alors que le Parlement a formellement écarté, pour l'application de l'article 48 de la loi du 15 mars 1963, toute référence à ce texte. Au surplus, cette interprétation conduit à une différence choquante de traitement entre, d'une part, l'acquisition de bâtiments d'habitation inclus dans une exploitation agricole et, d'autre part, l'acquisition d'habitations urbaines ou d'habitations secondaires, lorsqu'elles bénéficient du taux réduit de l'article 1371 du code général des impôts. Il lui demande s'il envisage de reconsidérer la position prise par l'administration, afin que les dispositions favorables de l'article 48 de la loi du 15 mars 1963 aient effectivement toute la portée qu'a voulu leur conférer le législateur.

4657. — 14 septembre 1963. — M. Bouthière expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques la situation d'un contribuable exerçant la profession principale de minotier l'assujettissant, en tant que tel, à l'impôt sur les B. I. C. d'après le régime du bénéfice réel et ayant, comme activité accessoire, une exploitation agricole de moyenne importance, au nom de laquelle il doit, dans sa comptabilité générale, faire figurer les recettes, dépenses et bénéfices y afférents. Il résulte de cet état de fait : a) que les bénéfices agricoles sont inclus dans les bénéfices de chaque exercice, lesquels sont retenus pour le décompte des cotisations dont ce contribuable est redevable au titre des allocations familiales par l'intermédiaire de l'union des caisses de sécurité sociale et allocations familiales de Saône-et-Loire, alors que la mutualité sociale agricole lui demande, de son côté, d'acquitter des cotisations d'allocations familiales basées sur le revenu cadastral ; b) que, dès lors, est acquittée une double cotisation sur une partie de l'exploitation. Il lui demande si une telle interprétation des textes repose sur des bases légales et, dans l'affirmative, s'il n'apparaîtrait pas opportun d'envisager la création d'une caisse de péréquation entre les différents régimes d'allocations familiales.

4658. — 14 septembre 1963. — M. Fouet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, lors de la détermination des catégories de pensionnés et retraités admises à bénéficier du billet à prix réduit sur les réseaux de la S. N. C. F. prévu par la loi du 1^{er} août 1950, les titulaires de l'allocation de vieillesse servie au titre de la loi du 17 janvier 1948 aux personnes non salariées (artisans, commerçants, industriels) ont été exclus de ce droit. Il lui demande s'il n'estime pas opportun de supprimer cette discrimination.

4659. — 14 septembre 1963. — M. Fanton expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'un décret en date du 8 août 1963, paru au Journal officiel du 21 août 1963, a reporté de 1962 sur 1963 une somme de 9.630.160 F inscrite au budget de l'agriculture au chapitre du fonds national pour le développement des adductions d'eau. Il lui demande dans quelles conditions ces crédits ont pu rester inemployés en 1962 alors que les besoins sont particulièrement urgents dans ce domaine.

4660. — 14 septembre 1963. — M. Fanton expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que nombreuses sont les personnes âgées qui, par exemple, au décès de leur conjoint, se voient contraintes d'avoir recours au service d'aides ménagères qu'elles doivent bien entendu rétribuer. Or, même dans l'hypothèse où un certificat médical atteste l'impossibilité dans laquelle se trouvent les intéressées de se passer de cette aide, il semble que les services des contributions directes n'acceptent pas que les salaires versés soient déduits des revenus déclarés. Il lui demande s'il ne pense pas qu'une telle attitude est peu conforme à la politique générale du Gouvernement en ce qui concerne l'aide aux personnes âgées et, dans l'affirmative, quelles mesures il compte prendre pour remédier à cet état de choses.

4661. — 14 septembre 1963. — M. Fanton expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, par décret en date du 12 août 1963, paru au *Journal officiel* du 18 août, un crédit de 214.350 F, inscrit au chapitre 34-93 des charges communes, a été annulé. Il lui demande dans quelles conditions ce crédit, prévu pour le fonds destiné à l'amélioration de la productivité des services administratifs, a pu être supprimé alors que chacun s'accorde à reconnaître comme particulièrement urgent un effort dans ce sens.

4662. — 14 septembre 1963. — M. Fanton expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, par arrêté en date du 10 août 1963, paru au *Journal officiel* du 18 août 1963, une somme de 1.500.000 F d'autorisations de programme et une somme de 1.500.000 F de crédits de paiement ont été annulées au chapitre 57-00 concernant la décentralisation administrative. Il lui demande les raisons de cette décision alors que les problèmes posés par la décentralisation administrative semblent, au contraire, nécessiter un effort constant.

4663. — 14 septembre 1963. — M. Fanton expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'un décret en date du 13 août 1963, paru au *Journal officiel* du 18 août 1963, a reporté de 1962 sur 1963 une somme de 18.216.143 F prévue pour l'exécution du plan national d'amélioration du réseau routier. Il lui demande : 1° Les raisons qui ont pu rendre un tel report nécessaire alors que l'effort d'amélioration du réseau routier français doit incontestablement être accru ; 2° Les mesures qu'il compte prendre pour éviter que se reproduisent des faits semblables.

INDUSTRIE

4664. — 14 septembre 1963. — M. Fanton rappelle à M. le ministre de l'Industrie qu'à la suite de campagnes « d'information » organisées tant par les producteurs de charbon que par les pouvoirs publics soucieux de lutter contre la pollution atmosphérique, nombreux sont les particuliers qui, au cours des dernières années, ont fait l'acquisition de moyens de chauffage fonctionnant avec de l'antracite. Or, les difficultés qu'ils ont rencontrées au cours de l'hiver dernier pour s'approvisionner en charbon de cette qualité ont amené nombre d'entre eux, alarmés par les nouvelles publiées dans la presse, à s'interroger sur les possibilités d'approvisionnement d'antracite lors du prochain hiver. C'est pourquoi il lui demande de lui faire connaître : 1° Les quantités d'antracite consommées en France au cours des cinq dernières années ainsi que leur origine ; 2° Les mesures que son département ministériel n'a pas manqué de prendre au cours de la présente année en vue d'éviter le renouvellement des difficultés rencontrées l'hiver précédent ; 3° Les quantités d'antracite importées au cours de la présente année ainsi que leur origine.

INFORMATION

4665. — 14 septembre 1963. — M. Frys demande à M. le ministre de l'Information : 1° Quels sont les résultats des essais comparatifs et études des systèmes de télévision en couleur, l'un américain, l'autre français dit système S. E. C. A. M. ; 2° S'il est exact que le système français a l'avantage de permettre la réception en noir ou en couleur sur le même poste ; 3° Où en sont les pourparlers avec les pays de l'Europe en ce qui concerne l'adoption d'un système commun de télévision en couleur ; 4° D'une manière générale, quelles sont ses intentions et ses prévisions pour le lancement d'une chaîne de télévision en couleur.

INTERIEUR

4666. — 14 septembre 1963. — M. Lecocq expose à M. le ministre de l'Intérieur que l'on voit parfois des voitures portant deux plaques, l'une à l'avant du véhicule, l'autre à l'arrière, avec l'inscription noire sur fond jaune : G. I. G. (grand invalide de guerre). Il s'agit de voitures particulières appartenant à de grands mutilés de guerre ou destinées à transporter ceux-ci dans leurs déplacements s'ils sont incapables de conduire leur voiture eux-mêmes. Ces plaques permettent à leurs propriétaires de bénéficier de la surveillance des services de police lorsque, pour s'éviter des efforts inutiles, pénibles ou impossibles, ils sont obligés de stationner quelques minutes dans un endroit interdit. Or, les grands mutilés de guerre ne sont pas les seuls à éprouver des difficultés pour se mouvoir. Un grand invalide civil peut devoir aller chez un médecin, par exemple. S'il ne lui est pas possible de s'arrêter devant la porte et se trouve dans l'obligation de faire un bout de chemin, l'effort qui lui est imposé peut excéder ses forces ou les moyens de ceux qui l'accompagnent pour l'aider. Tout bien considéré, les cas étant similaires, il semblerait équitable que les grands invalides civils puissent être nantis de plaques semblables à celles des G. I. G., dès qu'ils auraient un taux d'invalidité de 80 à 100 p. 100 et que tout déplacement leur serait pénible ou impossible. Sur ces plaques pourrait figurer le sigle G. I. C. (grand invalide civil) noir sur fond bleu. Leur attribution, judi-

ciairement effectué, entraînerait évidemment pour les G. I. C. les mêmes droits et les mêmes obligations que pour les G. I. G. Il lui demande quel sort il se propose de réserver à cette suggestion et, au cas où il ne pourrait pas y faire droit, de lui en donner les raisons.

4667. — 14 septembre 1963. — M. Planelx expose à M. le ministre de l'Intérieur que l'article 25 du décret n° 60-400 du 22 avril 1960 relatif au statut particulier des chefs de division, attachés principaux et attachés de préfecture, prévoit que les chefs de division en fonction à la date d'application de ce décret seront reclassés dans les divers échelons exceptionnels normaux ou provisoires qui figurent au tableau inclus dans cet article. Or, depuis cette date, aucun reclassement n'est encore intervenu, alors que les attachés principaux et attachés de préfecture ont bénéficié de relèvements d'indices en application des arrêtés des 20 juin 1960, 31 octobre 1962 et 7 mars 1963. Il en résulte que les attachés de classe exceptionnelle ou de 1^{re} classe, nommés chef de division depuis la publication du décret du 22 avril 1960, se trouvent avoir dans leur nouveau grade une situation inférieure à celle qu'ils auraient eu s'ils n'avaient pas bénéficié d'un avancement. C'est ainsi que des chefs de division sont encore rémunérés sur les bases d'indices nets 455 ou 480 alors que, s'ils étaient restés attachés de 1^{re} classe ou de classe exceptionnelle, leurs traitements seraient calculés sur la base des indices nets 500 ou 515. Cette situation paradoxale entraîne un malaise certain dans le corps des agents des préfectures. Il lui demande : 1° quelles dispositions il compte prendre pour mettre fin à cette injustice ; 2° à quelle date sera prononcé le reclassement des chefs de division, et quelle en sera la date d'effet.

4668. — 14 septembre 1963. — M. Bettencourt demande à M. le ministre de l'Intérieur quelles sont à l'heure actuelle sur les plans national, départemental ou communal les dispositions prises pour subvenir aux besoins des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires et à ceux de leur famille (femme, enfants, ascendants), en cas de décès, accidents ou maladies survenus en service commandé.

4669. — 14 septembre 1963. — M. Davoust expose à M. le ministre de l'Intérieur que la situation des commis de préfecture, antérieurement en fonction en Algérie et titulaires d'un contrat d'engagement intervenu dans le cadre des dispositions du décret n° 59-1213 du 27 octobre 1959, n'est toujours pas réglée. En effet, les intéressés susceptibles de bénéficier du décret n° 62-1170 du 8 octobre 1962 ne sont pas encore reclassés. Il lui demande si le reclassement attendu va être effectué d'une façon globale, et dans l'affirmative à quelle date il doit intervenir, ou si l'étude de chaque cas particulier fera l'objet d'une décision individuelle.

4670. — 14 septembre 1963. — M. Cassagne demande à M. le ministre de l'Intérieur, s'il entend donner une réponse aux propositions faites par la commission nationale paritaire, réclamant une révision des classements indiciaires des emplois communaux, et si on peut espérer que cette réponse sera favorable.

4671. — 14 septembre 1963. — M. Denvers demande à M. le ministre de l'Intérieur : 1° si, lors de la rédaction des procès-verbaux de contravention rédigés par les agents des corps urbains de police sous le contrôle des officiers de police judiciaire de la sûreté nationale, ces agents et ces officiers de police sont tenus d'y faire un exposé des faits, d'y consigner toutes les déclarations faites par le contrevenant lui-même et par les témoins tant à charge qu'à décharge, d'y mentionner toutes les circonstances atténuantes ou aggravantes, dans le but d'éclairer la justice sans chercher à l'influencer, ainsi que le prescrivent aux militaires de la gendarmerie, les articles 114 et 293 du décret du 20 mai 1963 modifié par le décret du 22 juillet 1943 ; 2° de lui énoncer les règlements et circulaires en vigueur relatifs à la rédaction des procès-verbaux rédigés par les agents et officiers de police judiciaire de la sûreté nationale.

4672. — 14 septembre 1963. — M. Fanton expose à M. le ministre de l'Intérieur que, pour l'étude et la direction de leurs travaux immobiliers, les collectivités locales et établissements en dépendant peuvent recourir à trois formules distinctes et éventuellement à leur combinaison : certaines disposent de leurs services propres. C'est le cas de la plupart des villes. Les autres peuvent, soit solliciter le concours de divers services publics, soit faire appel à la collaboration des techniciens privés. La question se pose d'ailleurs différemment selon qu'il s'agit de travaux d'architecture pour lesquels les architectes membres de l'ordre ont une compétence générale, ou des autres ouvrages (voirie, assainissement, adduction d'eau, installations industrielles diverses, etc.). Dans ce dernier cas, les services des ponts et chaussées et du génie rural tiennent respectivement des lois du 29 septembre 1948 et 26 juillet 1955 la faculté d'apporter leur concours à titre onéreux aux collectivités qui en font la demande et sous réserve de l'approbation des autorités supérieures. Il apparaît toutefois que, si des raisons sérieuses ont pu conduire le législateur à autoriser une telle dérogation au statut général des fonctionnaires, cette pratique

a pris une extension considérable en raison des avantages très substantiels qu'elle apporte aux agents des services intéressés. Ces excès ne vont pas sans présenter alors des inconvénients sur divers points. Ils entraînent une surcharge des services certainement préjudiciable à leur rendement. Ils risquent d'apporter aux maîtres d'ouvrage des projets insuffisamment étudiés, source de dépenses supplémentaires. Enfin, ils constituent pour les techniciens privés une concurrence abusive formellement proscrite lors des travaux préparatoires des lois précitées. Afin d'apprécier sur le plan général l'importance de ce problème, il lui demande de lui faire connaître pour 1959, 1960, 1961 et 1962, les résultats statistiques des enquêtes permanentes qu'il a prescrites en vue de faire ressortir la répartition des interventions des techniciens publics et privés dans les travaux des collectivités locales.

4673. — 14 septembre 1963. — M. Fanton expose à M. le ministre de l'Intérieur que, depuis quelques années, au moment des fortes chaleurs, les gardiens de la paix parisiens se voient dotés d'une tenue d'été qu'ils semblent apprécier autant que la population elle-même. Si les températures de l'été qui s'achève ont été inférieures à la normale, il n'en reste pas moins que de nombreuses journées chaudes se sont écoulées avant que les gardiens de la paix soient autorisés à revêtir cette tenue. Il lui demande : 1° les raisons pour lesquelles l'autorisation de porter cette tenue semble toujours survenir au moment où les fortes chaleurs s'atténuent ; 2° les mesures qu'il compte prendre afin que de tels retards ne se reproduisent plus dans l'avenir.

JUSTICE

4674. — 14 septembre 1963. — M. Vivien attire l'attention de M. le ministre de la Justice sur l'instruction générale du 21 septembre 1955, relative à l'état civil et mise à jour le 20 mai 1960. Le deuxième alinéa de l'article 535 prévoit que : « l'extrait des actes de décès est porté sur le livret par l'officier de l'état civil qui a dressé cet acte et non par celui qui l'a transcrit en application de l'article 80 du code civil ». Il lui signale, à propos de l'application de ce texte, le cas particulier suivant : un jeune soldat étant « Mort pour la France » en Algérie, l'extrait de l'acte de décès le concernant n'a pu être porté, par l'officier de l'état civil ayant enregistré le décès, sur le livret de famille du père de ce militaire. La mairie du lieu de transcription refuse actuellement de porter l'extrait de l'acte de décès sur le livret en application de l'article 535 précédemment cité. Il lui demande quelles mesures il envisage pour remédier à une telle situation. Il lui demande plus particulièrement si, dans ce cas particulier, il ne pourrait être prévu une disposition comparable à celle figurant au deuxième alinéa de l'article 545 de l'instruction du 21 septembre 1955, laquelle prévoit : « Si les actes dont les extraits doivent figurer ultérieurement sur le livret de famille ont été dressés aux armées ou en mer, c'est à l'officier de l'état civil militaire ou maritime qu'il incombe normalement de compléter le livret ; cependant, si cette diligence n'a pas été accomplie, les intéressés peuvent s'adresser à l'officier de l'état civil du lieu de la transcription ».

POSTE ET TELECOMMUNICATIONS

4675. — 14 septembre 1963. — M. Krieg expose à M. le ministre des postes et télécommunications l'anomalie que constituent actuellement un certain nombre de bureaux de poste de Paris et de banlieue, occupant au sol des surfaces importantes et n'étant en général élevés que d'un rez-de-chaussée et d'un premier étage (souvent même partiel). Comme seul exemple parmi beaucoup d'autres, on pourrait citer « Paris 21 », rue Castex, Paris (4^e). Il est incontestable que la plupart des bureaux de poste, ainsi édifiés à une époque où la crise du logement ne sévissait pas avec sa gravité actuelle, pourraient être aisément surélevés. Il serait ainsi possible de construire un certain nombre de logements locatifs sans avoir besoin de chercher des terrains, trop rares et trop chers à Paris et dans la banlieue. Cette solution semblant à première vue logique et possible, il lui demande : 1° si elle a été envisagée par ses services immobiliers ; 2° dans l'affirmative, quels bureaux de poste pourraient ainsi être transformés, et quel est le mode de financement envisagé.

4676. — 14 septembre 1963. — M. Berger expose à M. le ministre des postes et télécommunications que le statut du personnel de la distribution, de la manutention et du transport des dépêches prévoit que les préposés conducteurs de la distribution, inaptes physiquement à la conduite, peuvent être reclassés « Préposés spécialisés ». En réalité, il semble que la presque totalité des préposés conducteurs, devenus inaptes physiquement à la conduite, notamment pour baisse de la vue, sont en fait reclassés préposés, ce qui, pour les intéressés, entraîne une perte de salaire importante. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour que cet article dudit statut soit appliqué d'une façon libérale.

REFORME ADMINISTRATIVE

4677. — 14 septembre 1963. — M. René Plevon appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative sur le fait que, malgré la publication du décret n° 62-1276 du 31 octobre 1962 qui a élevé l'indice terminal des lieutenants de police sanitaire

à l'indice 300 net à dater du 1^{er} janvier 1962, aucune mesure d'application des nouveaux indices aux bénéficiaires n'est encore intervenue. Il lui demande les motifs de ce long retard qui affecte le moral des personnels du cadre des officiers de police sanitaire, déjà sérieusement atteints par l'absence presque complète d'avancement en 1962 et en 1963.

4678. — 14 septembre 1963. — M. Baudis rappelle à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative ses déclarations faites devant l'Assemblée nationale selon lesquelles l'abatement du sixième sur les unités servant de base au calcul de la retraite des agents de la fonction publique disparaîtra au cours de la présente législature. Il lui demande de lui préciser les conditions et les modalités de cette réforme.

SANTE PUBLIQUE ET POPULATION

4679. — 14 septembre 1963. — M. Peimero demande à M. le ministre de la santé publique et de la population si l'utilisation de l'anhydride sulfureux pour la conservation des jus de raisins n'est pas sans danger pour le consommateur, spécialement pour les enfants et, dans l'affirmative s'il n'y aurait pas lieu d'intervenir en vue de faire interdire cet usage au profit d'autres méthodes plus récentes donnant toutes garanties désirables pour la santé publique.

4680. — 14 septembre 1963. — M. Baudis demande à M. le ministre de la santé publique et de la population de lui préciser les conditions d'utilisation, par les praticiens de médecine générale, de la dérogation prévue pour notoriété, et en particulier la fréquence et l'importance des dépassements d'honoraires autorisés.

4681. — 14 septembre 1963. — M. Arthur Richards expose à M. le ministre de la santé publique et de la population que le service central de la pharmacie aurait refusé, le 4 mars 1963, une demande de visa présentée le 18 janvier 1955, en faveur du vaccin anningzochine, vaccin antituberculeux du professeur Friedmann. Il lui demande : 1° s'il est exact que figurent au dossier remis en 1955, lors de la demande de visa, au ministère de la santé publique, des attestations de l'innocuité de ce vaccin de Friedmann émanant de éminents professeurs Ehrlich, Kruse et Belfanti ; 2° s'il est exact que, dans son rapport, rédigé en 1937 à la demande du ministère de la santé publique, le professeur Bezançon ait reconnu l'innocuité du vaccin de Friedmann tant chez l'homme tuberculeux que chez l'homme sain ; 3° s'il est exact que l'innocuité du vaccin de Friedmann ait été confirmée lors des expérimentations effectuées en 1958, par le professeur Vergé, à la demande du ministère de la santé publique ; 4° s'il est exact que figurent au dossier, remis en 1955, au ministère de la santé publique, des attestations de l'efficacité thérapeutique anti-tuberculeuse du vaccin de Friedmann, émanant de plusieurs phthisiologues de différents pays, qui certifient avoir employé personnellement ce vaccin depuis plusieurs années, chez de nombreux malades tuberculeux, avec d'excellents résultats ; 5° s'il est exact que des médecins français utilisent le vaccin de Friedmann et que cette utilisation ait été prise comme motif par le ministère de la santé publique, à plusieurs reprises, pour citer certains de ces médecins en justice ; 6° s'il est exact qu'aux yeux des juges de Sarlat (1953), de Nice (1956), d'Aix-en-Provence (1957) et de Paris (1957), cette utilisation ne fut médicalement mais nocive, mais au contraire clairement bénéfique pour les malades, ni légalement condamnable puisque ses auteurs furent relaxés ; 7° s'il est exact que figure au dossier remis au ministère de la santé publique un ouvrage médical intitulé « Le vaccin de Friedmann, Anningzochine dans la thérapeutique de la tuberculose », édité en France en 1960 par un médecin français, le docteur Denacib, dans lequel sont rapportés les résultats — contrôlés par tous les examens biologiques et radiologiques que permet la science médicale moderne — de nombreux cas d'application du vaccin chez l'homme tuberculeux ; 8° quelle impossibilité scientifique a empêché la commission spéciale des visas d'ordonner que soient entrepris des essais cliniques du vaccin de Friedmann chez l'homme tuberculeux, destinés à vérifier la réalité d'une efficacité affirmée par des praticiens avertis de cette méthode de traitement ; 9° quel rôle scientifique la commission spéciale des visas attribue aux essais cliniques vétérinaires qu'elle a exigés et dont elle a finalement mis elle-même en doute le caractère d'extrapolabilité au cas de la médecine humaine lorsqu'en eussent pu être les résultats.

TRAVAIL

4682. — 14 septembre 1963. — M. Peimero demande à M. le ministre du travail si un chef d'entreprise qui accorde quatre semaines de congés payés à son personnel est en droit de refuser aux membres les plus anciens de ce personnel les jours de congés supplémentaires dont ils bénéficient du fait de leur ancienneté lorsque le congé annuel n'était que de trois semaines.

4683. — 14 septembre 1963. — M. Arthur Richards expose à M. le ministre du travail que la loi du 23 juillet 1957 a défini l'accident de trajet et l'a assimilé à l'accident du travail sous certaines conditions requises, et que les articles 414 et suivants du code de la sécurité sociale ne semblent pas faire de discrimination entre les

travailleurs français et étrangers, même s'il s'agit de dockers, qu'ils soient permanents ou occasionnels. Il lui demande: 1° si un ouvrier docker occasionnel, de nationalité étrangère, qui, à la sortie des grilles du port, a eu un accident sur la voie publique, peut être considéré comme pouvant bénéficier de l'accident de trajet; 2° quelles sont, le cas échéant, les conditions requises pour faire dire que l'accident de trajet ne pourrait pas être considéré comme tel, même si le docker occasionnel n'a pas terminé le travail qui lui avait été confié, notamment dans la décharge d'un navire pour lequel, avec d'autres camarades, il devait revenir au travail après son repos; 3° quelles sont les justifications qui seraient nécessaires pour prouver la véracité des dires de l'ouvrier à qui on pourrait contester son droit à bénéficier de l'accident de trajet; 4° dans tous les cas, quelles sont les prestations de sécurité sociales auxquelles il peut prétendre: a) au titre des accidents du travail; b) à celui de la maladie; 5° si, dans le cas où l'accident a été occasionné par une voiture automobile, appartenant à un tiers, il appartient à la sécurité sociale de se substituer à l'accidenté pour obtenir réparation du préjudice causé.

4684. — 14 septembre 1963. — M. Rabourdin demande à M. le ministre du travail quels moyens il peut mettre en œuvre pour donner au public de certains départements, où aucune convention globale de sécurité sociale n'est signée, la connaissance de la liste des médecins qui ont adhéré individuellement à une convention type. En effet, à l'heure actuelle, trop d'assurés sociaux s'abstiennent de n'être remboursés qu'à 30 ou 40 p. 100 du prix payé par eux chez le médecin. Or, dans de nombreux cas, il n'est absolument pas possible, avant d'effectuer le choix d'un médecin, de savoir si celui-ci a adhéré ou n'a pas adhéré à une convention.

4685. — 14 septembre 1963. — M. Fanton demande à M. le ministre du travail les raisons pour lesquelles le décret n° 63-921 du 6 septembre 1963, augmentant le taux des avantages de vieillesse et d'invalidité, à compter du 1^{er} juillet 1963, n'est paru que plus de deux mois après cette date, ce qui, compte tenu des calculs nécessaires ou des révisions indispensables, ne permettra aux personnes âgées d'en bénéficier qu'avec de grands retards. D'autre part, la période transitoire, durant laquelle les taux d'augmentation comme les plafonds des ressources visés à l'article 9 du décret seront légèrement inférieurs aux taux annoncés, va avoir pour conséquence d'obliger tous les services à examiner deux fois en quelques mois d'innombrables dossiers, ce qui n'aura pour résultat que de rendre encore plus longue leur liquidation. C'est pourquoi il lui demande en outre: 1° s'il ne lui semblerait pas opportun de supprimer cette période transitoire, au moins pour la fixation des plafonds des ressources; 2° de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour que, dans l'avenir, les textes portant augmentations des prestations vieillesse soient publiés avant la date pour laquelle elles sont prévues.

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS

4686. — 14 septembre 1963. — M. Arthur Richards expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que la période d'hiver que nous avons vécue a causé des préjudices certains à nombre de transporteurs routiers; que les barrières de dégel ont, incontestablement, restreint au maximum la circulation routière; que lesdits transporteurs se sont trouvés très souvent dans l'obligation d'employer à des tâches non productrices l'ensemble de leurs chauffeurs « poids lourds »; que, d'autre part, les charges importantes qu'ils ont dû supporter sans contrepartie ont absorbé, dans une très large part, leurs possibilités de trésorerie. Il lui demande: 1° si, dans l'avenir et dans le cas où les rigueurs de l'hiver dernier viendraient à se renouveler, il ne serait pas judicieux de réduire le trafic routier à sa plus simple expression et permettre la circulation à moitié du poids de la charge utile, cette mesure permettant aux professionnels routiers de pouvoir travailler à 50 p. 100 et d'assurer, ainsi, une meilleure répartition des charges; 2° si, dans l'impossibilité de donner une suite favorable à ce qui précède, les transporteurs routiers pourraient espérer des dégrèvements de patentes, des taxes sur les véhicules professionnels, des assurances pour non-emploi causé par des mesures restrictives, compte tenu des dépenses supplémentaires de carburants du fait de l'allongement des itinéraires causé par les barrières de dégel.

4687. — 14 septembre 1963. — M. Arthur Richards, se référant à la réponse donnée par lui à sa question écrite n° 1875 (J. O., Débats A. N., du 30 mai 1963, p. 3241), demande à M. le ministre des travaux publics et des transports: 1° si, lors de la réfection des routes endommagées l'hiver dernier par le gel, il ne serait pas judicieux que fussent utilisées, dans les régions qui possèdent des hauts fourneaux, les millions de tonnes de laitier qui sont inemployées et obligent certaines usines à payer des frais importants de décharge pour s'en débarrasser; 2° si ce matériau, qui est très sain, ne pourrait pas être utilisé dans un rayon de plusieurs centaines de kilomètres dans les régions avoisinantes des hauts fourneaux, en couche de fondation, par exemple, et en béton de route, d'autant qu'il apparaîtrait que les revêtements seraient antiglissants, ce qui n'est pas négligeable pour la circulation des véhicules et éviterait également des accidents. Ces

transports à un tarif préférentiel procureraient à la S. N. C. F. des ressources non négligeables; 3° s'il n'apparaît pas qu'en couche de roulement et d'usure, la route en béton n'est pas pratiquement inusable et inattaquable, et son entretien presque nul; 4° si le prix de revient ne serait pas, en raison même de la provenance du laitier et de son dégagement des hauts fourneaux, pratiquement nul, sauf en ce qui concerne le prix de son transport; 5° si les fondations antigél par stabilisation des sols qui, en employant tous liants, ciment, chaux, produits noirs ou cendres volantes que les centrales ne savent où placer, ne permettrait pas une meilleure tenue de nos routes; 6° si, dans le cas contraire, il entre dans les intentions de l'administration de s'inspirer des méthodes américaines de bétonnage en employant du béton un peu plus fluant, qui aurait l'avantage, dit-on, de durer des dizaines et des dizaines d'années et d'éviter ainsi des dépenses considérables d'entretien; 7° quelle est l'importance des crédits affectés à l'entretien des routes; 8° quels sont ceux qui seraient nécessaires à la remise en état complète des routes endommagées par le gel; 9° si l'on pense que la réfection des routes endommagées pourra être terminée avant la prochaine période d'hiver; 10° si l'on envisage de lancer un emprunt spécial qui permettrait un dégagement plus rapide des crédits nécessaires à la mise en œuvre des moyens de réparation des routes.

4688. — 14 septembre 1963. — M. Fanton expose à M. le ministre des travaux publics et des transports qu'au prétexte d'assurer une plus grande sécurité des automobilistes, ses services ont une fâcheuse tendance à décréter la suppression des arbres plantés le long des routes. Avant que la « nouvelle campagne » ne commence, il lui demande s'il ne lui semblerait pas opportun de s'inspirer de l'exemple donné par certains pays étrangers, plus soucieux que nous, semble-t-il, de la beauté des routes et qui, au lieu d'abattre les arbres, bordent les routes les plus fréquentées de glissières en acier semblables à celles mises en place sur les autoroutes.

4689. — 14 septembre 1963. — M. Fanton expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que, dans les gares parisiennes, lors des retours de vacances, nombreux ont été les usagers à se plaindre de l'insuffisance des moyens de transport publics mis à leur disposition. Il semble, en effet, que, ni le nombre des rames de métro, ni celui des autobus n'aient été augmentés à cette occasion. Il lui demande les raisons de cet état de choses et les mesures qu'il compte prendre pour que des faits semblables ne se renouvelent pas.

4690. — 14 septembre 1963. — M. Fanton expose à M. le ministre des travaux publics et des transports qu'un décret en date du 13 août 1963, paru au Journal officiel du 18 août, a reporté de 1962 sur 1963 une somme de 18.216.143 F prévue pour l'exécution du plan national d'amélioration du réseau routier. Il lui demande: 1° les raisons qui ont pu rendre un tel report nécessaire alors que l'effort d'amélioration du réseau routier français doit incontestablement être accru; 2° les mesures qu'il compte prendre pour éviter que des faits semblables se reproduisent.

AFFAIRES ETRANGERES

4691. — 14 septembre 1963. — M. Pasquini appelle l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur l'article 16 de la convention franco-tunisienne du 3 juin 1955 relative à la situation des personnes. Celui-ci prévoit qu'il ne pourra être mis fin au séjour des Français résidant en Tunisie et des Tunisiens résidant en France que conformément aux dispositions d'un arrangement administratif entre les deux gouvernements. Il lui demande si cet arrangement est intervenu et, dans ce cas, quelles sont ses dispositions relatives aux Tunisiens résidant en France.

AGRICULTURE

4692. — 14 septembre 1963. — M. Lecocq expose à M. le ministre de l'agriculture que l'on peut considérer que, à l'heure présente, la moitié au moins de la récolte des céréales — de blé en particulier — reste sur les champs, soit sur pied — ce qui est un moindre mal — soit en tas, ce qui compromet fortement la qualité du grain en raison de la moisissure et d'un commencement de germination. Si bien que, d'ores et déjà, on peut estimer que les contingents de blés propres à être livrés à la meunerie seront déficitaires. Dans ces conditions, les cultivateurs risquent cette année de ne pas être rémunérés du fruit de leur travail. Par ailleurs, les négociants et les organismes stockeurs vont se trouver dans une situation financière particulièrement difficile du fait des livraisons d'engrais qu'ils ont consenties aux cultivateurs qui, pour la plupart, comptaient pour les payer sur la vente normale de leurs céréales. Il lui demande quelles mesures exceptionnelles il envisage de prendre pour venir en aide à ceux qui, vivant de la culture, doivent forcément pâtir des conséquences d'un hiver rigoureux suivi d'un été désastreux.

FINANCES ET AFFAIRES ECONOMIQUES

4693. — 14 septembre 1963. — M. Ruais demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques: 1° s'il envisage de lancer, en 1964, un nouvel emprunt pour accélérer la réalisation du programme de construction d'autoroutes; 2° dans l'affirmative, pour quel montant et dans quelles conditions; 3° s'il entend toujours gager par des péages perçus sur les usagers les emprunts destinés à financer les autoroutes de liaison; 4° s'il est en mesure d'accorder, en 1964, des crédits suffisants pour permettre la réparation totale des dommages causés aux voiries par le gel de l'hiver dernier et pour assurer l'entretien normal de l'ensemble du réseau.

4694. — 14 septembre 1963. — M. Bérard expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que des arboriculteurs se proposent de constituer une société civile agricole ayant pour objet d'assurer la conservation, le conditionnement et l'écoulement des fruits provenant exclusivement de leurs exploitations. Cette société n'est donc que le prolongement normal des exploitations des sociétaires, et elle s'interdit toute opération commerciale. Il lui demande si le forfait des intéressés peut être influencé du fait de la constitution de la société civile agricole dont ils feront partie, et si les bâtiments que cette dernière fera, le cas échéant, édifier pour les besoins de son activité seront exonérés de la contribution foncière comme étant affectés à un usage agricole.

REponses DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

AFFAIRES CULTURELLES

4336. — M. Mainguy expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles que certains des locaux de l'Opéra de Paris utilisés par les artistes (couloirs, dégagements, loges), sont dans un état de vétusté incroyable, par suite de l'absence de tous travaux d'entretien pendant de longues années. Il lui demande: 1° si les crédits pour la réfection du plafond de l'Opéra ne pourraient pas être utilisés pour la remise en état des locaux qui donnent actuellement une piètre idée de notre pays aux artistes étrangers qui ont l'occasion de les utiliser; 2° dans le cas où ce transfert serait impossible, s'il envisage d'entreprendre la transformation complète du Palais de l'Opéra afin que l'ensemble du bâtiment soit mis en harmonie avec le style, somme toute assez moderne, du plafond actuellement à l'étude. (Question du 26 juillet 1963.)

Réponse. — I. — Les moyens financiers affectés à l'exécution d'un plafond peint pour le théâtre de l'Opéra sont prélevés sur des crédits distincts des crédits d'entretien et de réparation des bâtiments sur lesquels la réfection des locaux du théâtre est effectuée régulièrement par tranches annuelles. II. — L'opération envisagée permettra, sans porter atteinte à la conservation du plafond actuel, de mettre en place dans un édifice public prestigieux une œuvre particulièrement importante d'un des plus grands artistes vivants. Cette œuvre est conçue spécialement pour l'emplacement qui lui est destiné et le talent du peintre est en lui-même la garantie que l'éventualité suggérée par l'honorable parlementaire, d'une transformation nécessaire du décor de la salle ou de l'ensemble du bâtiment, n'est pas à envisager.

4370. — M. Garcin expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles que depuis que les organisations folkloriques dépendent de son ministère, alors qu'elles étaient auparavant sous la tutelle de la direction de l'éducation populaire du ministère de l'éducation nationale, les subventions budgétaires d'aide à ces organisations ont été considérablement réduites. Ce fut le cas notamment pour la confédération nationale des groupes folkloriques français qui rassemble 20.000 adhérents. Il lui demande les raisons de cette attitude préjudiciable à l'activité des groupes folkloriques et la doctrine de son ministère en la matière. (Question du 3 août 1963.)

Réponse. — Le problème évoqué par l'honorable parlementaire est de ceux auxquels le ministère des affaires culturelles apporte la plus grande attention. En effet si l'aide globale aux associations culturelles n'a pas été réduite depuis 1960, en ce sens que les crédits budgétaires qui lui sont consacrés ont été maintenus à leur niveau, il est exact que des difficultés sont nées de l'accroissement sensible — et au demeurant très heureux — du nombre des associations qui font appel au soutien de l'Etat, ou bien, pour les associations qui en bénéficient déjà, d'une diversification et d'une multiplication de leurs activités. Dans le même temps, cependant, l'effort budgétaire le plus important devait être consenti en priorité en faveur des investissements nécessaires à la création des maisons de la culture, conformément aux recommandations de la commission de l'équipement culturel pour le IV^e plan. Cet effort commençant à porter ses fruits, une nouvelle action va être entreprise désormais en faveur des associations qui ont été défavorisées par l'évolution ci-dessus analysée.

AFFAIRES ETRANGERES

3990. — M. Radius demande à M. le ministre des affaires étrangères quelles suites il entend donner à la recommandation n° 345 relative à une agence européenne pour l'utilisation des volontaires dans la coopération technique, qui a été adoptée par l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe le 15 janvier 1963. (Question du 10 juillet 1963.)

Réponse. — La recommandation n° 345, adoptée par l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe le 15 janvier, tend à utiliser, par l'intermédiaire d'une agence européenne, les services de jeunes volontaires désireux de participer à l'effort de coopération technique en faveur des pays en voie de développement. Le Gouvernement français poursuit pour sa part l'étude des moyens permettant d'associer les jeunes à l'effort dont il s'agit. En accord avec le ministère des armées, le ministère des affaires étrangères, le ministère de la coopération et le secrétariat d'Etat aux affaires algériennes vont pouvoir envoyer dans les pays en voie de développement des militaires du contingent volontaires pour effectuer des tâches de coopération technique. Il paraît préférable d'attendre l'examen des premiers résultats de cette expérience avant que soit envisagée la possibilité de participer au projet élaboré par le Conseil de l'Europe.

AGRICULTURE

1415. — M. Peyret attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation d'un ancien salarié agricole, né en 1887, ayant cotisé à la caisse de retraites ouvrières et paysannes, puis à la caisse d'assurances sociales agricoles de 1943 à 1958, date à laquelle, âgé de 71 ans, il a pris sa retraite. Bien qu'ayant cotisé aux assurances sociales pendant près de quinze ans, le droit aux prestations maladie lui est refusé parce qu'il avait moins de vingt trimestres d'assurance avant l'âge de 60 ans. Au moment où vient d'être accordée par la loi la possibilité aux anciens exploitants agricoles de racheter des cotisations leur donnant droit aux prestations maladie, il lui demande s'il n'envisage pas de réparer à bref délai les injustices, telles que celle signalée ci-dessus, en accordant aux anciens salariés les mêmes possibilités qui viennent d'être données à leurs anciens employeurs. (Question du 21 février 1963.)

Réponse. — La situation des personnes non salariées de l'agriculture en matière d'assurance vieillesse et d'assurance maladie appelle une solution urgente en raison des dates de l'organisation de ces régimes d'assurances, bien plus récentes que celle de l'institution des assurances sociales. L'amélioration du régime des salariés reste une préoccupation essentielle, mais outre les difficultés de financement, soulève des problèmes interprofessionnels; il y a lieu d'ailleurs de mentionner l'effort financier correspondant aux récentes augmentations du montant des avantages de vieillesse et celui que représente la revalorisation en cours de réalisation des pensions et rentes de vieillesse des salariés.

1664. — M. André Beaujeu appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur l'insuffisance de la dotation du chapitre 34-71 du budget de l'agriculture: « Direction générale du génie rural et de l'hydraulique agricole. — Remboursement de frais », dont le montant ne permet pas d'assurer de façon satisfaisante aux ingénieurs du génie rural chargés du remembrement le remboursement des déplacements qu'ils effectuent pour accomplir leur tâche. Il lui signale que les textes réglementaires actuellement en vigueur, qui prévoient l'attribution d'indemnités aux agriculteurs membres des commissions communales et départementales de remembrement, sont conçus de telle sorte qu'ils ne permettent pas d'indemniser les agriculteurs propriétaires. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour réformer la situation signalée. (Question du 16 mars 1963.)

Réponse. — La dotation de l'article 1^{er} du chapitre 34-71 doit faire face non seulement aux frais de déplacement des agents du génie rural chargés du remembrement, mais également aux dépenses provoquées par les déplacements temporaires (missions, tournées, indemnités kilométriques, transports en commun), les changements de résidence (frais d'hôtel, indemnités de mutation, transport de mobilier et des personnes) pour l'ensemble du personnel du génie rural. Il est parfois difficile de doser la part respective de ces différentes dépenses, variables selon les années, ce qui peut conduire dans certains cas à une insuffisance de crédits pour une catégorie de dépenses déterminée. Quant aux membres des commissions de remembrement des indemnités de vacation ne peuvent leur être accordées qu'en cas de perte de salaire sur production d'un certificat de non-paiement de salaire établi par l'employeur en vertu des textes actuellement en vigueur. Dans le cas d'agriculteurs-propriétaires exploitants qui ne sont donc pas des salariés, aucune indemnité ne peut actuellement leur être accordée. La question a été de nouveau signalée à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

2963. — M. Boscary-Monsservin demande à M. le ministre de l'agriculture s'il n'envisage pas de proposer un certain nombre de dispositions permettant aux cultivateurs ayant atteint l'âge de la retraite le rachat de points leur permettant de bénéficier d'une retraite correspondant à la totalité des années effectuées dans l'exercice de la profession. (Question du 28 mai 1963.)

Réponse. — Aux termes de la loi de finances pour 1963 (22 décembre 1962), la faculté de rachat des cotisations prévues à l'article 1123 du code rural a été accordée en vue de permettre à l'intéressé de remplir les conditions d'attribution de la retraite. En application de ce texte, le décret du 9 mars 1963 a précisé que le versement de cotisations ne serait admis que dans la limite de cinq années. Une faculté de rachat, ayant pour conséquence non pas d'ouvrir le droit à la retraite mais d'augmenter le montant de cette dernière, aurait de nouvelles incidences financières qui ne paraissent pas pouvoir être admises en l'état actuel du financement du régime d'assurances vieillesse agricole.

3027. — M. Luciani expose à M. le ministre de l'agriculture que l'arrêté du 12 janvier 1938, sur la réception des betteraves suivant la méthode dite de « pesée géométrique », précise, à l'alinéa a de l'article 3, que les travaux de mesurage seront effectués par des géomètres inscrits sur une liste dressée par la chambre départementale. Depuis la mise en vigueur de ces dispositions, diverses formations professionnelles ont été ou se sont constituées et ces dernières prétendent détenir le monopole desdits travaux en raison de leur existence nouvelle. D'autre part, certains industriels intéressés font exécuter ces travaux par leurs préposés ou des professionnels non inscrits sur la liste dressée suivant les dispositions légales. Il lui demande : 1° si les dispositions de l'arrêté du 12 janvier 1938 sont toujours en vigueur et si elles doivent être respectées ; 2° s'il peut lui confirmer que le droit de dresser la ou les listes prévues n'appartient qu'aux chambres départementales à l'exclusion de toutes autres organisations syndicales ou professionnelles ; 3° de lui indiquer les autorités, administratives et judiciaires, chargées de la surveillance de ces travaux et de réprimer et sanctionner les infractions commises auxdites dispositions, d'une part, par les personnes ne figurant pas sur les listes dressées et, d'autre part, par les industriels qui utilisent des documents illégalement établis ; 4° quelles sont les peines minimales encourues pour la ou les infractions commises. (Question du 28 mai 1963.)

Réponse. — 1° Les dispositions de l'arrêté du 12 janvier 1938 sont-elles toujours en vigueur et doivent-elles être respectées ? Aucun texte n'ayant modifié les dispositions de l'arrêté du 12 janvier 1938, article 3, alinéa a, relatif aux réceptions des betteraves à la pesée géométrique, ce texte est toujours applicable et doit être observé. Toutes les opérations de détermination de surface des champs doivent actuellement être effectuées par des géomètres experts dont les noms figurent sur des listes spéciales ; par contre, les opérations dites « de reconnaissance » peuvent être réalisées, en l'absence de désaccord entre les parties intéressées et conformément aux dispositions de l'alinéa j de l'article 3 susvisé, par des spécialistes n'ayant pas la qualité de géomètre-expert ; 2° le droit de dresser la ou les listes prévues n'appartient-il qu'aux chambres départementales à l'exclusion de toutes autres organisations syndicales ou professionnelles ? Suivant le même arrêté, les listes des géomètres-experts accrédités pour effectuer les opérations de détermination de surface dans les conditions prévues par l'arrêté précité doivent être dressées dans chaque département par la chambre départementale des géomètres-experts, affiliée à l'union des géomètres-experts français après avis du président de la chambre d'agriculture et du président de la chambre de commerce intéressée. Compte tenu des modifications intervenues dans l'organisation professionnelle des géomètres-experts, ces listes sont établies actuellement par les chambres syndicales départementales après consultation, semble-t-il, des groupements intéressés. A l'occasion d'une révision prochaine de la réglementation, cette question sera réexaminée sans perdre de vue la réforme réalisée par la loi du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres-experts ; 3° autorité administrative et judiciaire chargée de la surveillance et de la répression des infractions ? Les autorités administratives chargées du contrôle sont celles prévues par les arrêtés préfectoraux intervenus en la matière, et en toute hypothèse par l'article 10 du décret du 9 septembre 1934 pris en application de la loi du 28 février de la même année, à savoir : les fonctionnaires et agents qualifiés pour la recherche et la constatation des infractions à la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes. Du point de vue judiciaire, les tribunaux de droit commun sont compétents en la matière ; 4° peines minimales encourues ? Les peines minimales encourues par les contrevenants sont, lorsque les faits constatés ne constituent pas un délit prévu par la loi du 1^{er} août 1905, les peines de police visées au 15° de l'article R 26 du code pénal : amendes de 3 F jusqu'à 20 F inclusivement.

3571. — M. Roger Roucaute expose à M. le ministre de l'agriculture que l'article 675 du code rural prévoit l'attribution de prêts à moyen terme spéciaux, accordés par les caisses de crédit mutuel agricole aux agriculteurs victimes de calamités publiques. Or, à la suite du gel rigoureux de l'hiver dernier et des violentes orages de grêle de ce printemps, un nombre important de viticulteurs gardois ont subi des dommages considérables, parfois même totaux. Il lui demande : 1° quelles sont les mesures qu'il compte prendre afin que, comme en 1956, les viticulteurs sinistrés puissent bénéficier des prêts spéciaux prévus à l'article 675 du code rural ; 2° quelle est l'importance des crédits alloués au département du Gard et permettant à la caisse de crédit agricole d'octroyer les prêts sollicités ; 3° s'il n'envisage pas de publier un décret analogue à celui du 17 septembre 1956 fixant les dispositions particulières faites aux viticulteurs sinistrés du gel de

1963, à savoir : a) prise en charge, en partie ou en totalité, des quatre premières annuités des prêts ; b) prise en charge, en partie ou en totalité, des cinq premières annuités si un nouveau sinistre intervient dans les trois ans qui suivent ; c) prise en charge, en partie ou en totalité, des six premières annuités si l'arrachage et la replantation ont été rendus nécessaires. (Question du 20 juin 1963.)

Réponse. — 1° Les viticulteurs sinistrés peuvent bénéficier des prêts spéciaux prévus à l'article 675 du code rural. Il suffit que des arrêtés préfectoraux déterminent les zones sinistrées et les périodes. Il n'y a donc pas sur ce point de mesures particulières à prendre. 2° Les crédits destinés à financer les prêts spéciaux ne sont pas déterminés selon tel ou tel département. Le crédit agricole dispose de ressources qu'il met à la disposition des agriculteurs appelés à bénéficier des prêts de l'article 675 du code rural. 3° Le décret du 17 septembre 1956, en raison de l'importance exceptionnelle des gélées 1955-56, a prévu, en faveur des viticulteurs victimes de ces gélées, une prise en charge plus importante des annuités de prêts par la section viticole du fonds national de solidarité agricole, visée à l'article 679 du code rural. Il ne semble pas que doive intervenir un texte similaire pour ce qui concerne les sinistrés dus au gel de l'hiver dernier. Selon les renseignements obtenus, ces sinistrés sont bien loin de correspondre aux dégâts constatés en 1955-56, et les prises en charge habituelles d'annuités doivent permettre d'apporter aux viticulteurs en cause une aide suffisante.

3572. — M. Roger Roucaute demande à M. le ministre de l'agriculture, pour tenir compte des dégâts considérables subis par les vignobles gardois à la suite du gel rigoureux de l'hiver dernier : 1° s'il n'estime pas que lorsque l'arrachage et la replantation de 10 p. 100 du vignoble d'un producteur auront été rendus nécessaires, ce dernier pourrait, à titre exceptionnel, être considéré comme sinistré et bénéficier ainsi des prêts à moyen terme spéciaux prévus à l'article 675 du code rural, même si la perte de récolte n'atteint pas les 25 p. 100 de la valeur ; 2° quelles dispositions particulières il compte prendre à cet effet. (Question du 20 juin 1963.)

Réponse. — 1° L'article 675 du code rural ne prévoit l'attribution de prêts spéciaux qu'en faveur d'agriculteurs victimes de dégâts atteignant 25 p. 100 au moins de la valeur des récoltes, cultures ou cheptel. L'arrachage de 10 p. 100 du vignoble est fonction de dégâts dont la valeur est inférieure au pourcentage défini ci-dessus. Il n'est par suite pas possible de déroger à l'application d'un texte faisant état de chiffres formels. 2° Il est actuellement étudié la possibilité de prendre, pour la récolte de 1963 produite par les vignes atteintes par les gélées au cours de l'hiver 1962-1963, des mesures analogues à celles qui ont fait l'objet du décret n° 61-343 du 8 avril 1961. Un texte de cette nature permettrait aux cultivateurs sinistrés à plus de 50 p. 100 à la suite desdites calamités, de prélever, sur les quantités disponibles de leurs vins placés en hors-quantum, une quantité — n'excédant pas un certain volume à l'hectare et qui sera déterminé ultérieurement — en vue de la commercialisation, au titre de leur quantum 1963.

3599. — M. Poudevigne expose à M. le ministre de l'agriculture que la loi du 25 janvier 1961, instituant le régime obligatoire d'un fonds spécial d'action sanitaire et sociale afin d'apporter une aide indispensable aux exploitants les plus défavorisés. Il lui demande pour quelle raison ce fonds n'a pas encore vu le jour, à quelle date il pense pouvoir publier les textes annonçant sa création. (Question du 21 juin 1963.)

Réponse. — Le projet de règlement d'administration publique visé à l'article 1106-4 du code rural qui prévoit la constitution d'un fonds spécial destiné à promouvoir et à développer une action sociale en faveur des exploitants agricoles et plus particulièrement des plus défavorisés d'entre eux, est actuellement en cours d'élaboration par les services intéressés. Il est néanmoins impossible de préciser à l'heure actuelle à quelle date ce texte pourra être publié.

3731. — M. Labéguerie demande à M. le ministre de l'agriculture s'il ne serait pas possible que soit portée à trente jours la durée de validité des feuilles de maladie du régime des exploitants agricoles, en raison des délais plus longs de la transmission du courrier dans certaines campagnes et des contingences particulières à l'agriculture. (Question du 27 juin 1963.)

Réponse. — Pour les salariés agricoles comme pour les exploitants la durée de validité des feuilles de maladie est de quinze jours. Les assurés disposent ensuite, pour envoyer la feuille à l'organisme assureur, d'un délai de trente jours. Ce délai, dont l'application n'a jamais soulevé de difficultés en ce qui concerne les salariés agricoles, paraît suffisant. Il ne semble donc pas opportun de modifier en faveur des exploitants la réglementation en vigueur.

3732. — M. Labéguerie expose à M. le ministre de l'agriculture que la loi n° 61-89 du 25 janvier 1961, instituant le régime obligatoire d'assurance maladie des exploitants agricoles, a prévu la création

d'un fonds d'action sanitaire et sociale, afin d'apporter une aide indispensable aux exploitants les plus défavorisés. Une cotisation a bien été perçue pour financer ce fonds, mais aucune instruction ministérielle n'a été donnée quant à son organisation et à son fonctionnement. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que ce projet devienne rapidement une réalité. (Question du 27 juin 1963.)

Réponse. — Le projet de règlement d'administration publique visé à l'article 1106-4 du code rural qui prévoit la constitution d'un fonds spécial destiné à promouvoir et à développer une action sociale en faveur des exploitants agricoles et plus particulièrement des plus défavorisés d'entre eux, est actuellement en cours d'élaboration par les services intéressés.

3856. — M. Hauret demande à M. le ministre de l'agriculture quel est le volume des crédits mis à la disposition des ingénieurs en chef du génie rural afin de mettre en application les instructions qui leur ont été transmises le 29 mars 1963, pour la construction des cuveries destinées à accroître le logement des vins à la propriété. (Question du 3 juillet 1963.)

Réponse. — L'octroi des subventions pour la construction de cuveries individuelles en application de la circulaire du 26 mars 1963 étant déconcentré, les crédits nécessaires à ces réalisations seront prélevés sur la dotation annuelle globale mise à la disposition des départements dans le cadre des articles 180 à 188 du code rural. Les besoins résultant de cette aide exceptionnelle pourraient éventuellement être signalés par les services locaux en vue de l'ouverture d'une dotation complémentaire dans le cas où les crédits accordés pour 1963 s'avèreraient insuffisants.

4067. — M. Tourné expose à M. le ministre de l'agriculture qu'un des éléments de la crise agricole actuelle est la très grosse différence qui existe entre les prix pratiqués à la production et ceux pratiqués lors de la vente au détail. Cette différence provient en grande partie des impôts et taxes qui frappent les produits frais ou conditionnés. L'écoulement de la très importante récolte actuelle d'abricots connaît une telle situation, alors que le Gouvernement aurait normalement dû alléger des divers impôts et taxes qui la frappent, aussi bien pour le produit frais que pour celui conditionné ensuite dans les conserveries. Or, c'est le contraire qui semble se produire. Il lui signale que le B. O. C. I. n° 20 du 17 juin 1963 porte une instruction du 13 juin 1963, sous le titre « Taxe sur le chiffre d'affaires, taxe sur la valeur ajoutée, sous-direction 3 D, bureau 3 D2, page 43 ». Cette instruction se rapporte à de nouvelles dispositions adoptées par le conseil de la coopération douanière au cours de la session de juin 1962. Elle précise que les nectars d'abricots, assimilés aux jus de fruits et donc frappés de la T. V. A. à 10 p. 100, verraient cette taxe portée à 20 p. 100. Si elle était appliquée, une telle augmentation de la T. V. A. sur les nectars d'abricots prendrait en ce moment le caractère d'une provocation à l'égard des producteurs de fruits, comme à l'encontre des consommateurs de jus de fruits « nectars d'abricots ». Il lui demande : 1° quelles mesures il compte prendre pour encourager la consommation du nectar d'abricot ; 2° s'il est décidé à ne prendre aucune mesure d'augmentation de la T. V. A. qui frappe ce produit et si, pour cette année, il ne pourrait pas supprimer l'application de la T. V. A. à ces produits. (Question du 12 juillet 1963.)

Réponse. — 1° La question de la taxation n'est pas du ressort du ministère de l'agriculture, le ministre des finances est seul compétent pour la traiter. L'instruction du 17 juin 1963 dont il est fait état, parue au B. O. C. I. n° 20 du 17 juin 1963, sous le titre « Taxe sur le chiffre d'affaires, T. V. A. », se rapporte aux nouvelles dispositions adoptées par le conseil de la coopération douanière européenne au cours de sa session du mois de juin 1962. Conformément à cette décision, toute importation des « nectars d'abricots » d'Italie en France est reprise sous la position tarifaire 22-02, c'est-à-dire sous la rubrique « Autres boissons non alcooliques, à l'exclusion des jus de fruits et légumes » et passible de ce fait de la T. V. A. de 20 p. 100. Afin de ne pas discriminer du point de vue C. E. E. la taxation des produits nationaux des produits importés, le ministre des finances a dû étendre la T. V. A. de 20 p. 100 aux nectars d'abricots nationaux. Ces derniers, depuis 1952, bénéficiaient d'une tolérance fiscale de la part de l'administration, qui prélevait seulement une taxe de 10 p. 100 ; 2° en ce qui concerne l'encouragement à la consommation du nectar d'abricot, le comité national d'information et d'expansion des jus de fruits et légumes s'occupe particulièrement de la publicité pour tous les jus de fruits, y compris ce produit.

4114. — M. Tourné expose à M. le ministre de l'agriculture que la cueillette des raisins de table commencera d'ici peu dans le Sud de la France. Après la variété très précoce Saint-Jacques, les diverses autres variétés de chasselas apparaîtront sur les étalages des marchands de fruits. La récolte du raisin s'annonce bonne et très saine. Mais le raisin primeur français risque une fois de plus d'être victime des importations abusives d'Espagne et d'Italie. Par ailleurs, les débouchés que les raisins primeurs français avaient trouvés jusqu'ici à l'étranger tendent à se rétrécir dangereusement du fait de la même sévère concurrence. Cette

situation ne manque pas d'inquiéter les producteurs de raisin de table français. Il lui demande : 1° si le Gouvernement français a une politique de sauvegarde des raisins de table français, si oui, laquelle ; 2° quelles mesures il a prises pour garantir les productions de raisin de table contre la concurrence des raisins de table espagnols et italiens sur le marché intérieur ; 3° ce qu'il a décidé pour reconquérir les marchés étrangers traditionnellement ouverts aux raisins de table français et d'où nous écartent, chaque année un peu plus, les raisins de table espagnols et italiens. (Question du 16 juillet 1963.)

Réponse. — Le Gouvernement n'a pas manqué de se préoccuper de l'organisation du marché du raisin de table, qui a fait l'objet de différentes mesures prises, en accord avec les organisations professionnelles et après avis du conseil de direction du F. O. R. M. A. C'est ainsi qu'en vue d'inciter les producteurs de raisins de table à se grouper, le F. O. R. M. A. apportera au fonds commun constitué par chaque groupement une contribution égale à 150 p. 100 du montant des cotisations versées par les adhérents du groupement, étant entendu que ceux-ci s'engagent à respecter un programme d'action et d'organisation professionnelle comportant des disciplines communes. D'autre part, les exportations de raisins de table provenant de producteurs qui auront constitué, au plus tard le 10 septembre 1963, un groupement, bénéficieront au cours de la présente campagne d'un remboursement égal à 50 p. 100 des frais de transport jusqu'à la frontière française. De plus, pour développer les exportations vers les pays tiers, des conventions pourront être conclues entre le F. O. R. M. A. et les groupements de producteurs ou négociants associés auxdits groupements. Aux termes de conventions, une compensation de 0,10 p. 100 par kilo de raisin de table exporté pourra être accordée aux exportations réalisées à destination de certains pays tiers. La question des importations des raisins de table en provenance d'Espagne et d'Italie a également été réglée d'une manière satisfaisante en ce sens que lesdites importations n'ont pesé en aucune façon sur le marché du raisin de table français. En effet, les importations d'Espagne ont été définitivement stoppées au 15 août 1963, alors que les prix en production étaient largement rémunérateurs pour les producteurs français. En ce qui concerne les importations en provenance d'Italie, la procédure des prix minima a permis la fermeture de la frontière à compter du 21 août.

4149. — M. Desouches expose à M. le ministre de l'agriculture qu'à la veille de la récolte céréalière, une certaine inquiétude fondée sur des indices sérieux règne dans le monde agricole. Cette inquiétude est provoquée en particulier par les décisions gouvernementales qui ne manqueront pas d'avoir une grave répercussion sur la situation des producteurs français ; car, malgré l'accroissement du niveau du quantum qui, en tout état de cause, est insuffisant, il est évident que les charges qui continueront à peser sur les producteurs ne seront pas compensées par les augmentations offertes par le Gouvernement. Il lui demande si, compte tenu des hausses constatées dans les différents secteurs de l'économie nationale et enregistrées même par des barèmes officiels, il ne serait pas juste et équitable que tout soit mis en œuvre pour que les pourcentages offerts au monde agricole se rapprochent le plus possible de la parité des prix. (Question du 17 juillet 1963.)

Réponse. — Le prix indicatif du blé de la zone la plus excédentaire a été porté de 44,63 F à 45,52 F, soit une augmentation de 2 p. 100. Le quantum a été fixé à 75 millions de quintaux, en hausse de 3 millions de quintaux. Ces deux mesures ont pour effet d'assurer aux producteurs une limite inférieure de prix, toutes taxes et charges déduites, augmentée de 0,41 F pour les 150 premiers quintaux livrés et de 0,78 F au-delà, par rapport à 1962-1963. Ce résultat est appréciable si l'on tient compte du fait qu'il s'accompagne du règlement du problème des excédents de la précédente campagne. En effet, les redevances hors quantum supportées par les producteurs en 1962-1963 avaient été calculées sur une collecte de 80 millions de quintaux, alors qu'elle a dépassé les 100 millions. La globalisation des collectes et des quantums des récoltes 1962 et 1963 a permis d'aboutir à une solution acceptable. En ce qui concerne l'orge, le prix indicatif de la zone la plus excédentaire a été augmenté de 35,64 F à 36,72 F, soit près de 3 p. 100, et le quantum porté de 27 à 28 millions de quintaux. Malgré l'importance probable de la récolte 1963, la redevance hors quantum sur l'orge a été limitée à 1,37 F, afin de garantir aux producteurs, pour la présente campagne, une limite inférieure de prix égale à celle de 1962-1963.

4166. — M. Péronnet appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation des producteurs de lait de l'Allier. Le prix du lait à la production dans ce département est, jusqu'au printemps dernier, était de 0,43 franc par litre est tombé brutalement à la somme de 0,33 franc, soit une perte de 0,10 franc par litre pour les producteurs. Il lui demande de lui faire connaître quelles mesures il entend prendre pour que le prix indicatif de 0,40 franc, fixé par le décret du 6 mai 1963, puisse être respecté afin que soient sauvegardés les intérêts gravement lésés des producteurs de lait du département. (Question du 18 juillet 1963.)

Réponse. — Le prix du lait payé aux producteurs est plus élevé en hiver qu'en été. Cela découle des conditions générales de production, dont le législateur a tenu compte en fixant, jusqu'à la dernière campagne, un prix saisonnier d'été et un prix saisonnier d'hiver. Le décret du 6 mai 1963 qui a établi un prix

indicatif de 0,372 franc pour toute l'année n'a pas pour conséquence de déroger directement à ce principe; en effet, il s'agit d'un prix moyen et les organisations professionnelles, dans le souci de favoriser le maintien en hiver d'un volume de production suffisant, doivent établir un système de péréquation qui prévoient le maintien d'un prix à la production différent l'été et l'hiver. Les laiteries doivent toutefois s'efforcer de payer pour l'ensemble de la campagne un prix moyen égal au prix indicatif qui est de 0,372 franc pour un litre de lait titrant 34 grammes de matières grasses. En ce qui concerne les mesures propres à assurer le respect de ce prix, le Gouvernement procède, par l'intermédiaire du fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (F. O. R. M. A.), à des interventions sur le marché des produits laitiers susceptibles de favoriser ce maintien du prix indicatif du lait à la production. Ces mesures concernent notamment l'aide au stockage privé avec garantie de l'Etat, l'aide sur le marché intérieur, l'aide à l'exportation et, le cas échéant, des achats directs sur le marché.

4235. — M. Le Lann appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur le fait qu'au mois de juillet 1963, les producteurs de fruits à cidre craignent de devoir attendre encore longtemps avant de percevoir les indemnités auxquelles ils ont droit au titre de l'arrachage des pommiers en surnombre. En effet, malgré l'inscription dans la loi de finances pour 1963 d'un premier crédit de 20 millions de francs destiné à permettre la reprise des arrachages indemnisés, les intéressés sont encore dans l'ignorance totale de la suite qui sera donnée à leur demande. L'administration des finances prétend subordonner la répartition des crédits entre les zones cidricoles à la mise en place d'un deuxième plan de fermeture de distilleries d'alcool de pomme et, dans le même temps, elle prétend de cette non-utilisation des crédits pour leur faire subir des réductions successives et les ramener de 20 à 16 millions de francs. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour remédier à cette situation. (Question du 23 juillet 1963.)

Réponse. — En liaison avec l'interprofession, et compte tenu des crédits disponibles, il a été établi un plan d'arrachage des pommiers à cidre qui doit porter sur un arrachage de 1.020.000 d'arbres. La répartition des crédits a été faite entre les départements intéressés compte tenu de différents critères dont les demandes d'arrachages et les excédents de la production d'alcool sur les prévisions du premier plan cidricole quadriennal. Ces crédits vont être délégués incessamment et des instructions adressées aux directeurs des services agricoles pour effectuer le paiement des indemnités. En ce qui concerne les mesures envisagées par le deuxième plan cidricole, aucune étude n'a été encore faite et si des fermetures de distilleries étaient envisagées, elles ne le seraient qu'avec l'accord de l'interprofession. Quant au volume des crédits réservés en 1963 pour l'arrachage, il sera largement suffisant pour satisfaire aux demandes qui seront réalisées au cours de la campagne 1963-1964.

4361. — M. Fourmond expose à M. le ministre de l'agriculture que, d'après les informations qui lui sont parvenues, le Gouvernement envisagerait de supprimer les subventions et prêts aux zones témoins. Il lui fait observer que de nombreux cultivateurs de la génération actuelle n'ont pu bénéficier d'une formation professionnelle et que l'expérience des zones témoins a donné des résultats extrêmement valables au point de vue de la rentabilité et de la productivité. Compte tenu des résultats acquis, il serait regrettable que des crédits suffisants ne soient pas accordés pour assurer le fonctionnement des zones témoins créées au cours des dernières années et qui n'ont pas encore remboursé leurs emprunts, et pour terminer les zones témoins en cours d'implantation pour lesquelles des engagements ont été pris. Il lui demande : 1° quelles raisons amènent le Gouvernement à abandonner les objectifs du plan et à laisser tomber les zones témoins qui ont pourtant fait leurs preuves; 2° s'il n'est pas possible d'affecter aux zones témoins en fonctionnement et en préparation des crédits normaux représentant, par zone témoin et pour quatre ans, 10 millions de subventions et 80 millions de prêts C. S.; 3° quel volume de crédits le Gouvernement compte mettre à la disposition des G. P. A. pour financer les études dans les petites régions naturelles, qu'on veut leur confier, et pour procéder à l'orientation des productions rentables de ces régions. (Question du 26 juillet 1963.)

Réponse. — 1° Le Gouvernement n'abandonne pas l'application de la doctrine des zones témoins. Toutefois, l'évolution des conditions techniques et économiques de l'agriculture enregistrée depuis la création des premières zones en 1952, doit amener la transformation des modalités d'intervention techniques et économiques auprès de secteurs agricoles insuffisamment développés. De nouveaux processus d'intervention dans ce domaine sont actuellement à l'étude; 2° les discussions relatives au budget de 1964 et menées présentement entre les services du ministère de l'agriculture et ceux du ministère des finances, ne sont pas achevées. Il ne peut donc être fait état de chiffres définitifs de crédits dont le ministère de l'agriculture disposera sur ce budget pour financer les programmes des zones témoins. Par suite de l'intérêt des opérations actuellement en cours de développement, il sera fait état, au cours des négociations avec le ministère des finances, de la nécessité de doter les chapitres intéressants le financement des programmes des zones témoins afin de permettre le déroulement

normal de ces derniers; 3° ainsi que cela a été précisé au paragraphe I, de nouvelles modalités d'intervention techniques et financières auprès des agriculteurs des régions naturelles insuffisamment développées sont en cours d'étude. Il n'est pas, de ce fait, possible actuellement d'apporter des précisions sur le volume des crédits nécessaires au financement de ces actions futures qui auront un rôle important à jouer sur le plan de l'orientation des productions.

4375. — M. Tourné expose à M. le ministre de l'agriculture que la saison d'été est, hélas, propice au déchaînement de violents orages de grêle. En général, ces orages sont localisés, mais, où ils s'abattent, les récoltes sont cruellement hachées. Les agriculteurs, les viticulteurs, comme les horticulteurs craignent la chute de grêle. Aussi, un peu partout en France, ils se sont organisés en syndicats communaux et intercommunaux de lutte contre la grêle. Les budgets communaux, comme les budgets départementaux, aident très souvent ces syndicats. Mais les disponibilités financières de ces organismes ne suffisent pas toujours à organiser une lutte efficace contre la grêle. De ce fait, l'Etat devrait apporter une aide directe plus importante aux organismes de lutte paragrêle, notamment sous forme de subventions et sous forme de fournitures de bombes paragrêle, d'appareils de fumée d'iodure d'argent, sans compter la nécessaire dotation de personnel qualifié des services agricoles et du génie rural. Il lui demande : 1° quel est le montant moyen des pertes enregistrées chaque année par l'agriculture et la viticulture française du fait des chutes de grêle; 2° quelle est sa politique vis-à-vis de la lutte contre la grêle; 3° ce qu'il pense de l'organisation de cette lutte dans le pays; 4° quels crédits son ministère a mis, jusqu'ici, au service de la lutte contre la grêle pour toute la France et pour chacun des départements français, au cours de chacune des cinq dernières années; 5° quelles sont les perspectives de son ministère pour parfaire la lutte paragrêle en vue d'atténuer les terribles effets des chutes de grêle sur les récoltes de fruits, de légumes et le vignoble. (Question du 3 août 1963.)

Réponse. — 1° Aucune statistique n'a été dressée jusqu'à présent en France des pertes enregistrées par l'agriculture du fait des chutes de grêle. L'établissement de telles statistiques, qui exigeraient des expertises sérieuses, n'aurait été justifié que si les dégâts de la grêle avaient été indemnisés par l'Etat, ce qui n'a encore jamais été fait, ou encore si l'assurance grêle était généralisée; or, très peu d'agriculteurs sont assurés contre la grêle; 2° la politique du ministère de l'agriculture à l'égard de la lutte contre la grêle est subordonnée à l'existence d'une méthode de lutte efficace contre ce fléau atmosphérique; 3° dans beaucoup de départements, de nombreux agriculteurs qui se sont, pendant plusieurs années, déclarés satisfaits de l'utilisation des fusées antigrêle ont changé d'opinion à la suite de certains déboires et ont renoncé finalement à ce procédé. A cet égard, les spécialistes qui, en France comme à l'étranger, étudient le problème de la grêle, s'accordent avec l'opinion émise voici déjà quelques années par l'organisation météorologique mondiale dans une motion qui soulignait « l'absence totale de données scientifiques sur lesquelles s'appuient les procédés actuellement préconisés contre la grêle ». Le problème de la grêle en est donc toujours au stade de la recherche et non à celui de l'organisation de la lutte; 4° si le ministère de l'agriculture ne peut se désintéresser du problème de la grêle dont les agriculteurs sont les principales victimes, aucune des disciplines de l'institut national de la recherche agronomique ne s'applique à des recherches touchant à la physique de l'atmosphère. Les recherches poursuivies sur les moyens de lutte qui pourraient être mis en œuvre contre la grêle sont actuellement poursuivies en France par l'établissement de recherches de la météorologie nationale et par des spécialistes de la recherche scientifique, notamment par M. Dessens, directeur de l'observatoire du Puy-de-Dôme, professeur à la faculté de Toulouse, qui anime l'association d'étude des moyens de lutte contre les fléaux atmosphériques dont le siège est à Toulouse. Une association semblable a été créée à Valence, dont les travaux sont dirigés par M. Soulaige, collaborateur de M. Dessens. Les recherches sur la grêle n'étant pas confiées au ministère de l'agriculture, celui-ci ne dispose d'aucun crédit pour y participer financièrement; 5° le ministère de l'agriculture ne pourra s'occuper d'une organisation de lutte contre la grêle en France que lorsqu'une méthode de lutte efficace et indiscutable contre ce fléau aura été mise au point; c'est pourquoi le ministère de l'agriculture a repris, en liaison avec le ministère des finances, l'étude d'un projet de loi tendant à organiser un régime de garantie contre les calamités agricoles qui inclurait notamment la grêle.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

3240. — Mme Vaillant-Couturier demande à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre quel est le nombre : 1° de cartes de déportés de la Résistance; 2° de cartes de déportés politiques; 3° de cartes d'internés de la Résistance; 4° de cartes d'internés politiques, attribuées pour l'ensemble de son ministère dans chaque département français, à des survivants et à titre posthume, à la date la plus rapprochée possible. (Question du 6 juin 1963.)

Réponse. — La répartition des cartes de déportés et d'internés, résistants et politiques, délivrées dans chaque département, s'établit à la date du 28 juin 1963, selon le tableau ci-joint en ce

qui concerne les survivants. Les éléments statistiques dont le ministère des anciens combattants dispose ne permettent pas de faire apparaître la ventilation des cartes délivrées à titre posthume e: dont le nombre global est de 38.706.

DÉPARTEMENTS	TOTAL	DEPORTÉS de la Résistance.	DEPORTÉS politiques.	INTERNES de la Résistance.	INTERNES politiques.
Ain	372	111	165	37	56
Aisne	1.832	182	788	105	757
Allier	121	96	110	81	124
Alpes (Basses-)	39	17	11	10	21
Alpes (Hautes-)	76	43	1	15	11
Alpes-Maritimes	952	225	457	150	420
Ardèche	91	20	17	27	30
Ardennes	1.156	109	262	62	723
Ariège	182	45	52	69	16
Aube	312	113	52	81	66
Aude	258	53	66	63	66
Avoyron	172	39	38	19	66
Bouches-du-Rhône	1.156	305	196	225	130
Calvados	288	103	91	11	53
Canal	62	12	29	9	12
Charente	237	80	66	17	44
Charente-Maritime	130	109	82	70	109
Cher	307	121	52	73	58
Corrèze	216	85	71	50	40
Corse	208	11	11	122	31
Côte-d'Or	590	253	99	113	95
Côtes-du-Nord	358	111	50	101	63
Creuse	76	13	13	13	7
Dordogne	363	132	77	76	78
Doubs	551	252	117	96	89
Droine	221	60	61	17	53
Eure	206	78	46	34	18
Eure-et-Loir	191	16	51	16	45
Finistère	560	196	126	162	76
Gard	432	82	100	70	180
Garonne (Haute-)	879	226	238	283	132
Gers-	136	36	21	72	17
Gironde	1.213	401	200	283	329
Ille-et-Vilaine	485	130	156	62	137
Indre	525	151	81	181	109
Indre-et-Loire	126	45	18	33	30
Isère	510	200	129	81	100
Isère	713	265	258	101	116
Jura	417	130	193	53	40
Landes	319	111	38	111	26
Loir-et-Cher	201	71	41	14	75
Loire	710	205	135	111	256
Loire (Haute-)	81	22	42	31	13
Loire-Atlantique	613	237	137	106	163
Loiret	316	127	72	53	61
Lot	177	54	72	31	17
Lot-et-Garonne	351	103	90	65	91
Lozère	30	12	5	10	3
Maine-et-Loire	373	173	100	51	49
Manche	181	41	42	42	53
Marne	579	172	175	71	161
Marne (Haute-)	130	35	50	21	21
Mayenne	111	57	26	39	22
Meurthe-et-Moselle	1.585	380	870	167	168
Meuse	717	74	575	37	61
Morbihan	325	97	65	88	75
Moselle	2.635	1.251	1.177	93	114
Nièvre	172	39	29	52	42
Nord	7.781	1.758	1.161	669	1.196
Oise	697	151	211	56	271
Orne	188	105	31	25	25
Pas-de-Calais	3.071	132	667	272	1.700
Puy-de-Dôme	622	278	150	99	95
Pyrénées (Basses-)	1.250	215	86	860	93
Pyrénées (Hautes-)	480	73	51	303	50
Pyrénées-Orientales	616	104	171	247	121
Rhin (Bas-)	2.428	514	1.636	57	131
Rhin (Haute-)	2.093	556	1.317	50	70
Rhône	1.155	463	412	297	283
Saône (Haute-)	247	163	51	52	38
Saône-et-Loire	770	308	234	99	129
Sarthe	111	183	88	71	69
Savoie	355	170	67	69	49
Savoie (Haute-)	170	298	31	96	42
Seine	12.197	3.091	3.419	1.887	3.297
Seine-Maritime	858	221	217	87	333
Seine-et-Marne	507	118	138	65	186
Seine-et-Oise	2.232	559	556	313	801
Sèvres (Deux-)	161	61	33	31	39
Somme	1.258	163	537	68	499
Tarn	229	38	89	33	69
Tarn-et-Garonne	170	37	57	38	38
Var	420	86	72	111	151
Vaucluse	200	46	60	46	48
Vendée	131	39	24	40	28
Vienne	283	108	52	59	64

DÉPARTEMENTS	TOTAL	DEPORTÉS de la Résistance.	DEPORTÉS politiques.	INTERNES de la Résistance.	INTERNES politiques.
Vienne (Haute-)	317	111	38	105	63
Vosges	1.111	311	579	80	111
Yonne	324	116	37	59	92
Belfort (territoire de)	301	145	81	51	23
Alger	119	37	17	37	28
Oran	101	18	32	24	30
Constantine	57	20	21	24	19
Territoire Sud de l'Algérie	3	1	1	1	1
Maroc	261	85	51	77	48
Tunisie	98	41	15	33	9
Antilles	8	1	1	4	3
Afrique, Indo-chine	520	120	135	131	131
Etranger	550	190	133	81	133
Non déterminés	262	121	45	59	37

3393. — M. Maurice Bardet attire l'attention de M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur le refus opposé à un ancien cheminot résistant ayant demandé l'attribution d' la carte de combattant volontaire de la Résistance. L'intéressé, ancien combattant de la guerre 1914-1918, a appartenu de fin juin 1940 à août 1944, à un réseau de Résistance ayant bénéficié de l'homologation prévue à l'article L. 263 (1°, § C) du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre. Il possède deux certificats attestant cette appartenance. L'activité de ce résistant consistait dans le sabotage de convois allemands, sabotage effectué en plaçant du sable dans les boîtes d'essieux. Cette action était évidemment effectuée isolément. Le refus opposé à l'intéressé est basé sur le fait qu'il n'a pu fournir deux certificats de témoins ayant assisté à ces sabotages solitaires. Il lui demande: 1° si les motifs allégués pour le refus du titre de combattant volontaire de la Résistance sont valables dans ce cas particulier; 2° dans la négative, s'il n'estime pas souhaitable de créer une médaille commémorative de la Résistance à laquelle pourraient prétendre tous les résistants ayant des titres certains, mais jugés insuffisants pour l'obtention de la croix de combattant volontaire de la Résistance. (Question du 12 juin 1963.)

Réponse. — Seul l'examen du cas particulier évoqué dans la première partie de la question posée par l'honorable parlementaire permettrait une réponse en connaissance de cause; il serait donc nécessaire que celui-ci veuille bien préciser au département l'identité de la personne visée par son intervention. Quant à la deuxième partie de la question posée concernant l'éventuelle création d'une « médaille commémorative de la Résistance », elle paraît appeler une réponse négative en raison, précisément, de l'existence de nombreuses décorations déjà instituées au titre de la Résistance (croix de la Libération, médaille de la Résistance, médaille de la reconnaissance française, médaille de la France libérée), ou attribuées pour récompenser les services rendus à la cause de la libération du pays (Légion d'honneur, médaille militaire, Croix de guerre, médaille commémorative de la guerre 1939-1945 — avec barette « Libération » — Croix du combattant).

3503. — M. Tourné expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre qu'à la suite d'un jugement du tribunal des pensions, le requérant ou l'Etat peuvent interjeter appel devant la cour régionale des pensions. Pour l'une et l'autre des parties, le délai pour faire appel est de deux mois après la signification du jugement. Si le jugement déboute le postulant à pension, il a donc la possibilité de faire appel, dans le délai indiqué ci-dessus, mais il lui appartient de motiver cet appel, ce qui permet à l'administration d'établir, en toute connaissance de cause, les conclusions ministérielles, qui ne sont dans ce cas que la réponse à l'appel. Si le jugement est favorable à l'intéressé, l'Etat fait appel dans la même délai, mais l'avis d'appel ne comportant pas un motif détaillé, l'intéressé n'a pas la possibilité d'établir aussitôt sa défense et doit attendre pour cela la communication des conclusions ministérielles. Etant donné que, dans le cas où l'appel est interjeté par l'Etat, l'établissement des conclusions ministérielles ne fait que prolonger inutilement le délai de procédure déjà très long. Il lui demande s'il ne lui apparaît pas opportun de remplacer les conclusions ministérielles par une motivation très détaillée incluse dans l'acte d'appel de l'Etat. (Question du 18 juin 1963.)

Réponse. — La proposition de l'honorable parlementaire tendant à ce que, lorsque le ministre des anciens combattants interjette appel devant les cours régionales des pensions, appel et exposé détaillé des motifs soient joints dès l'introduction de l'instance, ne paraît pas pouvoir être accueillie. En effet, les délais d'appel sont trop courts pour permettre les indispensables transmissions et études au fond nécessaires à l'établissement de l'argumentation détaillée qui fait l'objet des conclusions ministérielles; il est souligné que ces dernières sont, en règle générale, établies dans le minimum de temps exigé pour l'examen des affaires contentieuses.

3784. — M. André Beauguilte expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre qu'il conviendrait d'exprimer d'un façon tangible la reconnaissance du pays à l'égard des anciens soldats qui servirent sous les drapeaux en Afrique du Nord au cours de campagnes récentes. Il lui demande s'il compte prendre l'initiative d'un projet de loi tendant à ouvrir les droits à l'attribution à la carte du combattant aux militaires ayant participé aux opérations armées qui se sont déroulées en Algérie, en Tunisie et au Maroc: a) en Algérie après le 31 octobre 1954; b) en Tunisie après le 1^{er} janvier 1952; c) au Maroc du 1^{er} juin 1953 au 19 mars 1962. Ce droit à la qualité et à la carte du combattant devrait être accordé sous réserve d'avoir servi pendant quatre-vingt-dix jours au moins dans une unité déclarée zone opérationnelle après décret du ministre des armées. (Question du 26 juin 1963.)

Réponse. — Il n'est pas dans les attributions exclusives du ministre des anciens combattants et victimes de guerre de prendre l'initiative d'un projet de loi attribuant la carte du combattant à de nouvelles catégories de militaires. En effet, d'autres départements ministériels sont également intéressés par cette question, notamment le ministère des armées qui détermine les unités combattantes ayant pris part aux diverses opérations. Le problème en cause a fait l'objet de différentes études de la part des départements ministériels intéressés, mais le caractère particulier soit des opérations du maintien de l'ordre en Algérie, soit des opérations de police en Tunisie et au Maroc n'ont pas permis d'attribuer la carte du combattant aux militaires qui y ont participé.

3857. — M. Forest expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que la délivrance des cartes sollicitées par les déportés, internés et leurs ayants cause subit fréquemment de longs retards. Pour les intéressés de la guerre de 1914-1918, il semble qu'il y ait encore 2.000 dossiers en instance. Pour ceux de la guerre de 1939-1945, certains dossiers déposés depuis plusieurs années n'ont pas encore été traités, et de ce fait les intéressés ne peuvent bénéficier de l'indemnité accordée aux victimes des persécutions nazies. Il lui demande: 1° dans quel délai il pense que pourront être définitivement liquidés les dossiers des victimes de la guerre de 1914-1918; 2° quelles mesures il compte prendre pour permettre aux déportés, internés et à leurs ayants cause de la guerre de 1939-1945 d'obtenir l'attribution de leur carte et pour éviter que la lenteur de cette délivrance ne leur cause un préjudice. (Question du 3 juillet 1963.)

Réponse. — 1° L'exploitation des dossiers de la guerre de 1914-1918 est fort complexe en raison de l'éloignement des faits, des difficultés que peuvent rencontrer les intéressés à fournir les preuves nécessaires, et enfin des contradictions et anomalies constatées dans les pièces de ces dossiers. Aussi, une sous-commission de travail a-t-elle été mise en place pour améliorer le rendement de la commission nationale compétente; cette mesure doit permettre de parachever les travaux de l'espèce; 2° En ce qui concerne la guerre de 1939-1945, il convient de souligner qu'au mois de septembre 1961, la liquidation des dossiers présentés à l'appui des demandes des états de déporté et d'interné touchait à sa fin. Or, le décret n° 61-1018 du 9 septembre 1961 a levé pour une durée de six mois la forclusion qui frappait ces demandes depuis le 1^{er} janvier 1959. Cette mesure a provoqué le dépôt de 26.000 demandes nouvelles. Une procédure spéciale a été instituée dans le but de mettre, le plus rapidement possible, les ressortissants en possession d'une carte leur permettant de compléter la demande d'indemnisation aux victimes du régime nazi qu'ils ont formulée. Cependant, la date à laquelle la liquidation de ces demandes nouvelles sera achevée ne peut encore être fixée en raison de la complexité de certains cas dont l'appréciation nécessite fréquemment de longues et difficiles enquêtes.

3935. — M. Lolive expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que l'article L. 136 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre accorde le bénéfice de la sécurité sociale aux invalides non salariés (de guerre ou hors guerre) lorsqu'ils sont titulaires d'une pension d'invalidité au moins égale à 85 p. 100, ainsi qu'aux veuves de guerre non remariées, aux orphelins de guerre mineurs et aux orphelins de guerre majeurs inaptes au travail. Mais il n'en est pas de même pour les veuves non remariées et les orphelins « hors guerre ». Il lui demande: 1° les mesures qu'il compte prendre en vue de supprimer une discrimination particulièrement choquante; 2° où en sont à cet égard les pourparlers engagés entre le ministère des anciens combattants et victimes de guerre et les autres départements ministériels intéressés. (Question du 5 juillet 1963.)

Réponse. — La discrimination signalée par l'honorable parlementaire résulte des termes mêmes de la loi du 29 juillet 1950 qui a étendu le bénéfice de la sécurité sociale à certains titulaires de pensions du code des pensions militaires d'invalidité, et de l'interprétation qu'en a donnée le Conseil d'Etat à l'occasion de l'établissement du décret d'application de ladite loi. Dès lors, des pourparlers ont été engagés par mon département et se poursuivent en vue de l'établissement d'un projet de texte prévoyant l'extension souhaitée.

3956. — M. Lecocq attire l'attention de M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation suivante: de nombreux jeunes gens ont effectué la quasi-totalité de leur temps légal de service militaire dans les forces de maintien de l'ordre en Algérie et, de ce fait, ont participé à des opérations contre la rébellion. En réalité, lesdites opérations étaient des opérations de guerre. Certains d'entre eux ont d'ailleurs obtenu la Croix de la valeur militaire, qui est presque assimilée à la Croix de guerre dans la hiérarchie des distinctions militaires. Des milliers de soldats ont payé de leur vie leur lutte pour la cause qu'ils défendaient. Les survivants ont donc acquis des droits à la reconnaissance de la patrie. C'est pourquoi il lui demande si, à plus ou moins longue échéance, le Gouvernement envisage de reconnaître la qualité de combattant aux soldats qui ont effectivement combattu en Algérie, et, dans l'affirmative, selon quelles modalités. (Question du 9 juillet 1963.)

Réponse. — Etant donné le caractère particulier des opérations du maintien de l'ordre en Algérie, il n'a pas paru possible d'ouvrir aux militaires qui y ont participé le droit au bénéfice de la carte du combattant. Toutefois, ceux d'entre eux qui sont pensionnés bénéficient des dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre relatives, notamment, au patronage de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre. En outre, le ministre des anciens combattants et victimes de guerre s'efforce d'étendre le bénéfice du parrainage de l'office au plus grand nombre possible d'anciens d'Algérie non pensionnés. C'est ainsi que, dans le cadre de la promotion sociale instituée par la loi du 31 juillet 1959 et le décret du 11 mars 1960, cet établissement a reçu mission d'ouvrir ses centres de rééducation professionnelle à ceux d'entre ces jeunes qui en ont fait la demande dans un délai de dix-huit mois suivant leur libération ou la publication du décret. Enfin, le ministre des anciens combattants et victimes de guerre recherche les moyens de faire bénéficier les intéressés de l'action de l'office, notamment en matière de formation professionnelle et de reclassement.

4172. — M. Maurice Bardet expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que des anciens militaires, candidats aux emplois réservés, figurent depuis plusieurs années sur les listes de classement auxdits emplois. Certains y sont inscrits depuis près de dix ans. Aux demandes qui leur sont adressées, ses services régionaux se bornent à répondre « que la désignation de l'intéressé en vue d'occuper l'un des emplois qu'il a sollicité est uniquement subordonnée aux vacances signalées au ministre des anciens combattants et victimes de guerre par les administrations ou services intéressés ». Il lui demande s'il ne serait pas possible d'autoriser les candidats dont la nomination ne serait pas intervenue au terme d'un délai donné — cinq ans par exemple — à postuler un nouvel emploi appartenant à la même catégorie que ceux précédemment choisis. (Question du 18 juillet 1963.)

Réponse. — La législation sur les emplois réservés permet aux candidats de solliciter plusieurs emplois afin d'élargir le champ des possibilités de nomination qui leur sont offertes. De nombreux emplois sont d'ailleurs soumis aux mêmes conditions d'accès, tant physiques que professionnelles; il peut ainsi être proposé aux intéressés tel emploi en substitution de tel autre, selon les impératifs du recrutement. Ces mesures se situent dans le cadre d'une orientation que le ministère des anciens combattants pratique de façon permanente à l'égard des postulants, quelle que soit l'ancienneté de leur demande. Il convient néanmoins de remarquer que les possibilités de recrutement sont souvent limitées non pas au regard des emplois, mais du fait de l'affectation désirée par les candidats. En effet, certaines régions sont particulièrement recherchées par les fonctionnaires en activité qui bénéficient, en application de leur statut, d'un droit de priorité pour occuper, par voie de mutation, les postes vacants. Le nombre des emplois disponibles se trouve ainsi notablement réduit dans certaines régions, et si les candidats n'acceptent pas de modifier leurs préférences géographiques, selon les conseils qui leur sont donnés, ils s'exposent à un délai d'attente souvent très long avant d'obtenir leur nomination. C'est ainsi que dans les cas de l'espèce signalés par l'honorable parlementaire le choix d'un nouvel emploi serait sans effet, puisque c'est l'ensemble du recrutement qui est affecté par la situation de fait exposée ci-dessus.

4379. — M. de La Malène signale à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que l'ordonnance du 15 juin 1945 relative aux candidats des services publics ayant été empêchés d'y accéder par suite d'événements de guerre ne prévoit aucun délai de forclusion pour les dépôts des demandes des intéressés. Il lui demande dans ces conditions s'il lui paraît légal que certaines administrations aient décidé de façon réglementaire de fixer un délai de forclusion pour le dépôt des demandes de bénéfice. (Question du 3 août 1963.)

Réponse. — L'ordonnance du 15 juin 1945 relative aux candidats des services publics ayant été empêchés d'y accéder par suite d'événements de guerre a indirectement prévu un délai de forclusion pour le dépôt des demandes des intéressés. En effet, l'article 10 de ce texte stipule que les « dispositions » exceptionnelles de l'espèce « cesseront d'être applicables à des dates déterminées par

des arrêtés pris par les ministres compétents et les ministres chargés des anciens combattants et des prisonniers et déportés ». Il en résulte que les demandes présentées par les dates fixées par ces arrêtés sont frappées de forclusion.

ARMÉES

3766. — M. Macquet expose à M. le ministre des armées qu'aux termes de l'article 3 de la loi n° 62-823 du 21 juillet 1962 « les services accomplis au titre du service de défense sont décomptés comme services militaires lorsqu'ils sont accomplis soit au titre des obligations d'activité, soit dans les corps de la défense, soit dans certains emplois de défense définis par décret pris sur le rapport du ministre intéressé, du ministre des armées et du ministre des finances et des affaires économiques ». Or l'exposé des motifs de ladite loi ne précise pas la portée du terme « décomptés », mais n'en donne que des possibilités d'application. Il lui demande de préciser l'interprétation du terme « décomptés » en ce qui concerne la prise en compte de ces services : a) dans la durée globale des obligations militaires ; b) dans les conditions d'avancement et de propositions pour la Légion d'honneur au titre des personnels n'appartenant pas à l'armée active ; c) pour les responsabilités en matière de réparation en cas d'accident survenu en cours d'exercices obligatoires ou volontaires ; d) pour le droit au maintien du contrat de travail pendant l'absence pour causes d'obligations légales au titre du service national ; e) et plus généralement en toute matière pouvant donner lieu à des divergences d'interprétation entre les ministères intéressés. (Question du 28 juin 1963.)

4261. — M. Palméro expose à M. le ministre des armées : 1° que selon le cinquième alinéa de l'article 5 de la loi n° 62-823 du 21 juillet 1962 complétant l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 sur l'organisation générale de la défense civile, les personnels affectés à cette défense peuvent être astreints à des périodes d'instruction dont la durée ne peut excéder trois jours par an ; 2° que selon l'article 25 du livre I^{er} du code du travail, le contrat de travail n'est pas rompu par les absences motivées par l'accomplissement d'obligations militaires ; 3° que la loi n° 62-897 du 4 août 1962 a prévu que des réparations pourraient être accordées aux victimes d'accidents survenus au cours d'exercices militaires ou de préparation militaire ; 4° que l'article 3 de la loi n° 62-823 du 21 juillet 1962 spécifie que les services accomplis au titre du service de défense sont décomptés comme services militaires lorsqu'ils sont accomplis : a) soit au titre des obligations d'activité ; b) soit dans les corps de défense ; c) soit dans certains emplois de défense définis par décret pris sur le rapport du ministre intéressé, du ministre des armées et du ministre des finances et des affaires économiques ; 5° que, jusqu'à présent, aucune précision n'a été fournie sur la portée des termes « services décomptés comme services militaires » ni sur les emplois de défense visés au paragraphe ci-dessus ; 6° que, dans ces conditions, il existe des possibilités de divergences d'appréciation entre le ministère des armées et les ministères civils au sujet de la portée exacte du terme « services décomptés », notamment en matière de droit à réparation en cas d'accident et de droit au maintien du contrat de travail en cas d'absence motivée par des obligations de défense civile. Il lui demande s'il compte faire disparaître par des textes précis les ambiguïtés existant actuellement en matière de service obligatoire de défense civile. (Question du 23 juillet 1963.)

Réponse. — L'intérêt des problèmes soulevés par les honorables parlementaires n'a pas échappé à l'attention du Gouvernement. Un premier texte publié au *Journal officiel* du 26 novembre 1962 sous forme du décret n° 62-1386 portant règlement d'administration publique pour l'application des dispositions du titre V de l'ordonnance du 7 janvier 1959 concernant l'affectation dans le service de défense et le statut de défense, apporte déjà un certain nombre de précisions. D'autre part, une série de textes qui doivent permettre l'application sans aucune ambiguïté des dispositions de l'article 3 de la loi n° 62-823 du 21 juillet 1962 est actuellement en cours d'élaboration au secrétariat général de la défense nationale (commission du service national).

3942. — M. de Montesquiou attire l'attention de M. le ministre des armées sur le très grand nombre de dossiers concernant les dégâts causés par le passage d'avions à réaction volant à basse altitude sur le département du Gers, actuellement en instance dans les services de la troisième région aérienne. Il lui demande pour quelles raisons l'étude de ces dossiers et le règlement des dégâts suivent une marche aussi lente. Certains de ces dossiers ont en effet été transmis à la troisième région aérienne au mois de décembre 1962. (Question du 3 juillet 1963.)

Réponse. — Les requêtes dont le département des armées est saisi en raison des dommages attribués à des vols supersoniques donnent lieu, dans la plupart des cas, à des enquêtes relativement longues et difficiles qui ont pour but à la fois de confirmer la réalité du fait invoqué (survol, franchissement du mur du son), de déterminer l'appartenance de l'avion au moment de l'incident (il peut être la propriété d'une société privée de constructions aéronautiques) et, enfin, d'établir la relation de cause à effet entre le vol supersonique et le dommage, la vétusté, certaines maléfactions pouvant être la cause réelle des dégâts ou avoir contribué, en partie, à leur réalisation. Le retard qu'apportent de nombreux requérants à signaler

les dommages dont ils demandent réparation ajoute encore à la difficulté des enquêtes. Compte tenu de ces conditions, il ne peut être fait état, dans l'ensemble, de retard imputable à l'administration ; mais si des cas particuliers se présentaient, il y aurait lieu de les signaler directement au ministère des armées qui ferait immédiatement le nécessaire pour hâter leur règlement.

4137. — M. Jean Lainé expose à M. le ministre des armées que l'on enregistre chaque année le décès par noyade en mer ou en rivière de plusieurs centaines de personnes, et lui demande s'il n'estime pas nécessaire, pour éviter la plupart de ces accidents, que l'instruction des jeunes soldats du contingent comporte des cours obligatoires de natation et de secourisme. (Question du 17 juillet 1963.)

Réponse. — L'importance de la natation et du secourisme n'a pas échappé à l'attention des autorités militaires responsables de l'instruction du contingent. Cependant, la pratique de la natation ne peut actuellement être rendue obligatoire du fait de l'insuffisance, voire de l'absence de piscines dans certaines garnisons. D'autre part, là où n'existent que des piscines civiles, celles-ci ne peuvent pas toujours mettre à la disposition des unités un nombre d'heures suffisant pour que la totalité du personnel bénéficie d'une instruction rationnelle. La location des piscines civiles est enfin limitée par les possibilités financières des unités. Néanmoins, la pratique de la natation est encouragée au maximum partout où elle est possible. Le département des armées o inclus dans les programmes du stage de monter chef d'entraînement physique militaire la préparation au diplôme civil de maître nageur sauveteur et celui de surveillant de baignade pour les moniteurs d'E. P. M. Cette mesure a pour but de doter l'armée d'un corps d'instructeurs compétents. Le programme du certificat interarmes, examen passé par la quasi-totalité des sous-officiers sous contrat, comprend une épreuve de natation qui est éliminatoire. Les sous-officiers peuvent donc contribuer à l'instruction « natation » des appelés. Le brevet sportif militaire supérieur comprend une épreuve de natation. Il existe enfin un challenge du nombre « Natation » auquel participe une partie des unités. Ce challenge récompense le régiment qui a le plus fort pourcentage de nageurs. En conséquence de nombreux militaires apprennent à nager au cours de leur service et les résultats s'amélioreront au fur et à mesure du développement de l'infrastructure tant militaire que civile.

4197. — M. Cachat informe M. le ministre des armées qu'il existe à Corbeil-Essonnes un lycée dont l'installation vient à peine d'être terminée. Le lieu de son implantation a été choisi en raison des garanties de salubrité et d'hygiène qu'il présentait. Plus de 2.000 élèves fréquentent actuellement cet établissement scolaire. Or, il apparaît que la société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviations envisage de regrouper l'ensemble de ses usines de la région parisienne sur un terrain important dit « Parc aux Lièvres » à Corbeil-Essonnes. La limite de ce terrain se situe à 250 mètres environ du lycée de Corbeil. Sachant, d'une part, que la S. N. E. C. M. A. est particulièrement spécialisée dans la mise au point et la fabrication des gros réacteurs, et d'autre part, que les essais de mise au point amènent à envisager obligatoirement des essais au banc susceptibles d'émettre des sons très intenses et très aigus (niveaux ultra sonores), qu'en outre, s'ajoutent à ces inconvénients les imbrûlés, considérés comme dangereux pour la santé humaine (produits cancérigènes), il lui demande : 1° s'il est exact qu'une autorisation ait été accordée à la S. N. E. C. M. A. d'installer ses usines à 250 mètres du lycée de Corbeil, ce qui aurait pour effet d'empêcher totalement les élèves de travailler, et les professeurs d'enseigner, et cela, malgré l'opposition formelle de M. le ministre de l'éducation nationale dans sa lettre en date du 20 mai 1963, adressée à M. le délégué à l'aménagement du territoire ; 2° s'il n'estime pas impensable qu'on autorise la mise en place à proximité immédiate de près de 3.000 enfants ou adolescents d'un établissement susceptible de polluer gravement l'atmosphère et de troubler l'équilibre psychique des individus ; 3° si le fait de travailler pour la défense nationale dispense la S. N. E. C. M. A., pour la simple commodité de ses cadres, de s'installer à au moins 60 kilomètres de la capitale ; 4° en cas d'implantation, quelles sont les mesures qui ont été prises, afin que le fonctionnement de cet établissement industriel n'engendre aucune nuisance, notamment en ce qui concerne : a) les essais de réacteurs ; b) l'insonorisation de l'usine et l'absorption des émanations dangereuses ; c) la disposition de l'usine en fonction des intérêts de la cité scolaire ; d) la sécurité aux abords de la cité scolaire, notamment à l'intersection des deux routes nationales. (Question du 19 juillet 1963.)

Réponse. — Le ministre des armées confirme que M. le Premier ministre a autorisé la S. N. E. C. M. A. au mois de janvier 1963 à installer une usine à Corbeil sur un terrain situé entre l'autoroute du Sud et la route nationale 7. Cet accord a été donné à la suite d'une longue étude relative au déplacement impératif à quelque distance de Paris de trois grandes usines exploitées par la société dans l'agglomération parisienne. L'usine nouvelle est destinée à exécuter des fabrications mécaniques ; aucun fonctionnement de moteur d'avion n'aura lieu dans les installations de Corbeil qui ne comporteront pas de banc d'essais. En effet une des raisons du choix de cette implantation tient à la proximité de l'aérodrome de Melun-Villaroche où se trouve actuellement le centre d'expérimentation de la S. N. E. C. M. A. La crainte de voir l'usine polluer l'atmosphère et ébranler l'équilibre psychique des individus se trouvant dans le voisinage n'est de ce fait pas fondée. La construc-

tion de l'usine, est prévue sur un terrain assez vaste pour que d'importantes surfaces de dégagement restent libres; les distances assez grandes entre les ateliers et les voisins ainsi qu'un ensemble de plantation d'arbres, conditions imposées aux auteurs du projet, doivent assurer le calme auquel aspire l'établissement scolaire voisin. La préoccupation d'assurer par des aménagements convenables la sécurité et la facilité de la circulation sur les grandes voies routières desservant l'usine n'a pas échappé ni aux auteurs du projet, ni aux services qui en suivent l'élaboration. Les ponts et chaussées sont saisis du problème et on ne peut douter de l'aboutissement de leur étude sur un ensemble de travaux adaptés aux besoins futurs dans le secteur.

4305. — M. Hovél expose à M. le ministre des armées que l'atelier de construction de Lyon est menacé de se voir supprimer son statut d'établissement de l'Etat. C'est là une nouvelle application de la politique de liquidation des établissements de l'Etat, poursuivie obstinément par les gouvernements de la V^e République. La transformation de statut projetée est défavorable aux 800 travailleurs de l'atelier de Lyon et à leurs familles qui risquent de perdre leurs droits acquis, leurs avantages statutaires et le bénéfice du décret du 22 mai 1951 sur la fixation de leurs salaires. Seuls les trusts qui prendraient le relais de l'Etat seraient les bénéficiaires de l'opération. La liquidation de ce potentiel national a malheureusement des précédents à Lyon. La première, l'annexe de la Mouche fut fermée; vint ensuite l'atelier de chargement de Vénissieux, et, dernièrement l'annexe de Saint-Fons. Dans le même temps l'atelier de Saint-Priest fut mis en vente 800 millions, alors que son estimation s'élevait à environ 1 milliard et demi d'anciens francs, et, toujours, dans la région de Lyon, l'arsenal d'Irigny est en voie de liquidation. Quant à Perrache, malgré l'implantation de matériel moderne et la transformation complète des bâtiments qui se poursuit actuellement, engloutissant des milliards, le travail s'y raréfie de plus en plus, les commandes passant aux mains du secteur privé. Les travailleurs ont réagi à cette politique néfaste sur le plan national comme sur le plan social. Ceux de l'atelier de Lyon ont fait grève à l'appel de leurs syndicats et dans la plus grande unité le 26 juin 1963. Il lui demande s'il entend donner satisfaction à cette légitime revendication, mettre un terme à la politique de liquidation des établissements de l'Etat, et notamment ne pas donner suite aux menaces de modification du statut de l'atelier de Lyon. (Question du 25 juillet 1963.)

Réponse. — Le problème de l'atelier de construction de Lyon s'inscrit dans le cadre de la réforme des structures de la délégation ministérielle pour l'armement actuellement à l'étude, décidée dans le souci de promouvoir une adaptation permanente des moyens et des procédures aux nouveaux besoins à satisfaire et à l'évolution des techniques. Il s'agit : d'une part, de donner aux établissements industriels des armées, dont les activités principales sont purement militaires, une gestion plus souple dans le cadre de régie ou de société nationale à créer; d'autre part, de rattacher à des sociétés nationales existantes ou à des sociétés d'économie mixte certains établissements militaires dans le but d'assurer leur conversion. De toute manière, il n'a jamais été question d'une vente à l'industrie privée, ou de fermeture; il faut seulement envisager un transfert vers des sociétés qui font partie du patrimoine de l'Etat, telles que la S. N. E. C. M. A., la S. F. E. N. A., la régie Renault, S. A. V. I. E. M. Cette politique est menée avec le double souci de garantir le plein emploi et les droits acquis du personnel. Pour ce faire, dans tous les cas, des conventions sont prévues entre l'Etat et les sociétés nationales et d'économie mixte. Le principe est reconnu que tous les agents de l'Etat auront la possibilité d'option entre le maintien de leur qualité actuelle avec les droits et avantages qui s'y rattachent et le nouveau régime d'emploi qui leur sera proposé, dont il n'est pas exagéré de prévoir qu'il apparaîtra plus intéressant. Cette faculté d'option est un élément essentiel du projet à l'étude. En outre, les syndicats sont tenus périodiquement informés des mesures envisagées. Dans le cas particulier visé par l'honorable parlementaire, il convient d'ajouter que les fabrications de munitions actuellement en cours seront poursuivies; le plan de charge de l'atelier en cause sera assuré dans toute la mesure où les moyens budgétaires le permettront.

CONSTRUCTION

3547. — M. Tourné expose à M. le ministre de la construction que la crise du logement prend des proportions catastrophiques dans les principales villes du département des Pyrénées-Orientales, surtout à Perpignan, chef-lieu départemental, et dans les grandes cités telles Prades, Céret, Rivesaltes, Elne, Port-Vendres. La venue massive des réfugiés d'Algérie n'a fait qu'aggraver la situation du logement dans le département. Et cette crise est encore amplifiée, sur le plan humain, par des expulsions de locataires — *manu militari* — expulsions qui représentent, à la longue, une forme des plus dégradantes du système social actuel. Il lui demande : 1° combien il y a de demandes de logement déposées dans les divers services d'H. L. M. des Pyrénées-Orientales, en précisant depuis quelle année ces demandes ont été déposées, cela : a) pour les ressortissants du département; b) pour les réfugiés d'Algérie. 2° Quelles mesures le Gouvernement a prises et compte prendre pour atténuer la cruelle crise du logement dans les Pyrénées-Orientales, qui frappe, d'une part, les ressortissants de ce département et, d'autre part, les réfugiés d'Algérie. (Question du 19 juillet 1963.)

Réponse. — 1° L'état des candidatures à l'attribution d'un logement locatif dans les H. L. M. des Pyrénées-Orientales s'établit de la manière suivante :

ANNÉE	OFFICE MUNICIPAL de Perpignan.		OFFICE DÉPARTEMENTAL	
	Ressortissants du département.	Répatriés.	Ressortissants du département.	Répatriés.
1948.....	6	"	"	"
1949.....	"	"	"	"
1950.....	6	"	"	"
1951.....	"	"	"	"
1952.....	"	"	"	"
1953.....	12	"	"	"
1954.....	48	"	8	"
1955.....	48	"	7	"
1956.....	84	"	5	"
1957.....	48	"	11	"
1958.....	226	"	10	"
1959.....	240	"	30	"
1960.....	292	"	40	"
1961.....	247	302	44	5
1962.....	373	581	120	167
1963.....	461	493	94	61
	(au 1 ^{er} juin).		(au 1 ^{er} juin).	

Soit au total 4.044 demandes. Toutefois, certaines familles peuvent être inscrites dans les deux offices à la fois; 2° en ce qui concerne les mesures prises en vue de remédier à la crise du logement dans les Pyrénées-Orientales, il est précisé à l'honorable parlementaire que les crédits H. L. M. sont répartis entre les différents organismes de l'ensemble du pays au prorata des besoins. C'est ainsi que des programmes importants sont en cours de réalisation dans les Pyrénées-Orientales, financés non seulement dans le cadre de la législation sur les H. L. M., mais encore de celle sur les prêts spéciaux du Crédit foncier, assortis de bonifications d'intérêt. La situation des logements en cours est la suivante : H. L. M. locatives et destinées à l'accession à la propriété : 439; logements primés : 6.097; logements non primés : 2.986. Sur l'ensemble de ces logements, 675 sont réservés expressément à des rapatriés. Il convient d'ajouter 96 logements préfabriqués en cours de construction qui sont également réservés à cette catégorie de candidats.

4390. — M. Robert Ballanger expose à M. le ministre de la construction que, dans sa réponse publiée en annexe de la séance du 12 juillet 1963 et relative à la question n° 3410 en date du 12 juin 1963, il a, en rappelant la procédure suivie en matière de permis de construire, indiqué que le préfet, saisi en vertu de l'article 5 du décret n° 48-1792 du 10 août 1948 modifié le 31 août 1955, devait suivre l'avis de l'architecte des monuments historiques obligatoirement consulté dans tous les cas où les travaux envisagés affectent un immeuble situé dans le champ de visibilité d'un monument historique. Le principe de la conformité de la décision préfectorale étant admis, il lui confirme la question posée le 12 juin 1963 et lui demande « si, dans la généralité des cas, l'arrêté de rejet pris en application de l'article 5 précité n'aurait pas dû comporter, dans ses considérants, en plus de l'exposé des conditions imposées par le service des monuments historiques, une motivation, c'est-à-dire une explication ou une justification de ces conditions ainsi que le prévoit la réglementation appliquée ». Il est à noter que les services consultés devraient normalement fournir à l'autorité compétente pour statuer sur les éléments de cette motivation qui peuvent seuls constituer une base pour d'éventuelles contestations. (Question du 3 août 1963.)

Réponse. — Une juste application de la réglementation aurait dû conduire à motiver le refus de permis de construire dans le cas visé par l'honorable parlementaire. Toutefois, s'agissant d'une opération de ravalement, et étant donné que l'avis défavorable émane de l'architecte des monuments historiques, l'absence de motivation est peu grave; il doit, en effet, être aisément déduit de cet avis défavorable que les raisons pour lesquelles l'opération projetée ne peut être acceptée sont fondées sur l'emploi de matériaux ou d'enduits susceptibles de porter atteinte, par leur nature ou leur coloration, à un monument classé situé à proximité. Quant aux conditions auxquelles est subordonnée l'acceptation du projet, s'il est très souhaitable qu'elles soient portées à la connaissance du pétitionnaire, elles n'ont cependant pas à figurer dans l'arrêté de refus.

ÉDUCATION NATIONALE

3412. — M. Roger Roucaute rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale que l'extension du collège d'enseignement technique « Marie-Curie » de Saint-Jean-du-Gard (Gard) était primitivement prévue dans le plan quinquennal en cours pour un crédit de 250 millions d'anciens francs et avec un effectif supplémentaire de 50 élèves. Les travaux n'ayant reçu aucun commencement d'exécution, il apparaît qu'après réévaluation, les crédits auraient été inscrits dans la tranche opératoire du IV^e plan d'équipement scolaire réalisable entre 1963 et 1965. L'attraction du collège

d'enseignement technique « Marie-Curie » de Saint-Jean-du-Gard étant de plus en plus grande dans le Gard et les départements limitrophes, surtout depuis l'heureuse ouverture d'une section hôtelière mixte en pleine expansion. Il lui demande si cette inscription signifie que les travaux d'extension du collège commenceront effectivement entre 1963 et 1965, et quelle sera leur durée approximative. (Question du 12 juin 1963.)

Réponse. — L'intérêt de la reconstruction du collège d'enseignement technique « Marie-Curie », de Saint-Jean-du-Gard (Gard), a certes été reconnu par les diverses autorités responsables, mais jusqu'à maintenant le volume des crédits impartis au ministère de l'éducation nationale n'a pas permis ni aux commissions académiques, ni aux commissions nationales de la carte scolaire, ni à la conférence interdépartementale « Languedoc-Roussillon », réunie le 3 avril 1963, de proposer cette opération dans un rang tel qu'elle puisse être financée dans le cadre du IV^e plan d'équipement scolaire. Dans ces conditions, son financement ne pourra intervenir qu'au titre du V^e plan, dont la préparation et la mise au point seront effectuées, suivant les directives gouvernementales, par les diverses instances locales, régionales et nationales compétentes.

3786. — M. Raymond Barbet expose à M. le ministre de l'éducation nationale que, même avec l'achèvement de la construction de la troisième tranche du lycée de Nanterre, l'établissement est loin d'être doté de toutes les installations nécessaires, puisqu'une quatrième tranche doit être réalisée qui comporte les aménagements sportifs, la cuisine et les réfectoires. Les professeurs d'éducation physique ne disposent, pour cet enseignement spécial, que d'un baraquement provisoire préfabriqué, installé l'an dernier, qui sert à la fois de salle de professeurs, de vestiaire de professeurs, hommes et dames, de vestiaire de garçons, de vestiaire de jeunes filles, de salle de cours de garçons et de salle de cours de jeunes filles. Pendant le très rude hiver dernier, les professeurs n'ont pu faire de cours. En ce qui concerne les cuisines et réfectoires de demi-pension, le problème est identique. Les cuisinières et agents réalisent des tours de force extraordinaires et quotidiens dans les locaux en planches menaçant ruine, dans des conditions d'inconfort, d'insalubrité et de danger permanent. Quant aux élèves, ils sont reçus dans ces salles sombres, en deux services, l'un à 12 h 30, l'autre à 13 h 30 et les agents doivent, pendant des heures, porter les plats à bout de bras sur des centaines de mètres d'allées et venues. De plus, ces installations provisoires et précaires sont implantées sur des terrains appartenant à la ville de Nanterre sur lesquels celle-ci doit construire un groupe scolaire indispensable aux besoins de la population du quartier et dont le financement est prévu pour cette année. Les logements administratifs sont, eux aussi, insuffisants puisque, seuls, deux administrateurs sont logés au lycée. Devant cette situation, plusieurs administrateurs ont demandé et obtenu leur mutation vers des lycées susceptibles de les loger. Il en est de même en ce qui concerne le personnel, agents de service, qui n'est pas logé et, seuls, quelques agents occupent un baraquement inconfortable et malsain. Et pourtant, depuis plusieurs années, de nombreuses promesses de financement ont été faites en vain. Par ailleurs, le rectorat de l'académie de Paris envisage d'ouvrir, à la prochaine rentrée scolaire, une ou plusieurs classes de seconde et de première technique, économique commerciale. Or, il est évident que l'ouverture de ces classes ne saurait remplacer un établissement d'enseignement technique complet dont la municipalité de Nanterre demande la création depuis des années déjà. Il lui demande les mesures qu'il envisage de prendre pour financer et terminer rapidement la construction du lycée de Nanterre avec toutes ses installations annexes, ainsi que pour entreprendre la construction d'un lycée technique. (Question du 28 juin 1963.)

Réponse. — L'achèvement du lycée d'Etat de Nanterre figure sur la liste des constructions qui devront être financées au titre des tranches opératoires du plan pour les années 1964-1965. En ce qui concerne l'implantation d'un lycée technique à Nanterre, un accord de principe a été donné, mais il paraît impossible d'espérer le financement de cette opération avant le V^e plan, cette construction, d'ailleurs, sera soumise aux dispositions du décret du 27 novembre 1962.

4057. — M. Terrenoire demande à M. le ministre de l'éducation nationale : 1° si un maître contractuel de l'enseignement privé peut être autorisé, par suite de la pénurie de professeurs, à enseigner pendant une ou plusieurs années après soixante-cinq ans ; 2° si cette autorisation peut être accordée, non seulement aux professeurs de sciences, mais aussi aux professeurs de lettres, y compris les professeurs de langues ; 3° dans le cas d'une réponse affirmative, quelle rémunération est prévue pour les professeurs en question. (Question du 12 juillet 1963.)

Réponse. — 1° Les maîtres en fonctions dans les établissements d'enseignement privé du second degré sous contrat peuvent être maintenus en fonctions au-delà de soixante-cinq ans, mais par référence au régime prévu pour les maîtres en fonctions dans les établissements d'enseignement public du second degré. Dans les établissements d'enseignement du premier degré, les maîtres ne peuvent être maintenus en fonctions au-delà de soixante-cinq ans ; 2° cette autorisation d'enseigner peut être accordée aux maîtres de toutes les disciplines ; 3° une instruction fixant les règles de rémunération des maîtres servant au-delà de la limite d'âge sera prochainement publiée.

4134. — M. Davoust expose à M. le ministre de l'éducation nationale que, dans un certain nombre de petites communes, les effectifs des maîtres de l'enseignement primaire dépassent largement les besoins de la population scolaire qui ne comprend parfois que quelques élèves dans chacune des deux écoles. Il souligne qu'une telle mobilisation de personnel est parfaitement inutile dans ces villages et qu'elle contraste avec la pénurie de maîtres constatée ailleurs, alors que, dans le même temps, notre pays éprouve tant de difficultés à répondre aux demandes faites au titre de la coopération émanant d'Etats francophones. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour transformer ces établissements en écoles mixtes, permettant de nommer ailleurs les maîtres disponibles, d'alléger les dépenses de fonctionnement et de répondre ainsi aux vœux exprimés par les municipalités. (Question du 16 juillet 1963.)

Réponse. — Par circulaire du 12 juillet 1963, messieurs les recteurs et inspecteurs d'académie ont été priés d'étudier avec un soin particulier, la situation des classes à faibles effectifs et de proposer toute fermeture qui s'avérerait indispensable. Par ailleurs, la réunion en une seule école mixte des écoles spéciales de garçons et de filles implantées dans la même commune se pratique couramment lorsque le nombre des élèves intéressés le permet. En règle générale dans tous les départements les services académiques sont invités à réviser chaque année la carte scolaire de l'enseignement primaire.

4177. — M. Trémouillères demande à M. le ministre de l'éducation nationale : 1° si, conformément au souci de décentralisation exprimé par lui, il compte donner les instructions nécessaires pour que les directeurs d'écoles primaires de Paris puissent procéder à l'achat de petites fournitures (telles ampoules électriques) sans faire de multiples bons à l'autorité supérieure et attendre plusieurs mois l'autorisation ; 2° s'il n'estimerait pas souhaitable, pour les crédits locaux de petit entretien, que l'avance de fonds, rendue inévitable par la lenteur du système actuel, soit faite par l'administration, sous forme de petite caisse ou que toute autre méthode plus simple et plus rapide soit appliquée. (Question du 18 juillet 1963.)

Réponse. — Les directeurs et directrices des écoles primaires et maternelles de la ville de Paris peuvent procéder directement à l'achat des menus fournitures, telles que produits d'entretien et de nettoyage, produits désodorisants, allumettes, bougies, etc. Le remboursement des frais qu'ils exposent ainsi dans l'intérêt du service scolaire est assuré, dans les moindres délais, sur les fonds de la régie d'entretien local et mobilier gérés par les inspecteurs administratifs. Plus particulièrement, le remplacement des ampoules électriques hors d'usage est effectué, dans l'immédiat, sur simple indication des chefs d'établissements, par les agents du service des installations mécaniques, seuls habilités, pour des motifs de sécurité, à en assurer la mise en place.

4209. — M. Noël Barrot expose à M. le ministre de l'éducation nationale que, d'après les informations qui lui sont parvenues, il semble que dans beaucoup de départements, et notamment dans la Haute-Loire, les crédits mis à la disposition des préfets pour subventionner les services de transports des écoliers n'ont permis de financer qu'une partie — parfois seulement la moitié — des services mis en fonctionnement pendant l'année scolaire qui vient de se terminer. D'autre part, on constate des retards importants dans le mandatement des sommes dues au titre de ces subventions, puisque à ce jour, dans le département de la Haute-Loire, seul le premier trimestre a été mandaté. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre afin qu'une telle situation, qui a mis de nombreuses familles et de nombreux transporteurs en difficulté, ne risque pas de se reproduire au cours de la prochaine année scolaire. (Question du 19 juillet 1963.)

Réponse. — Les crédits inscrits au budget de l'exercice 1962 n'ont pu permettre le financement des transports scolaires pour la totalité de l'année en raison de l'urgence financière importante des derniers textes réglementaires parus en ce domaine (décret du 2 avril 1962 notamment) et de la rapide extension prise par les services de transports d'élèves à la rentrée 1962. Le report du trimestre octobre-décembre 1962 sur l'exercice 1963 et l'insuffisance des crédits inscrits au budget initial de l'exercice 1963 ont effectivement entraîné certains retards dans le paiement des dépenses de transport pour l'année scolaire — moins considérables toutefois qu'il est signalé en Haute-Loire ; en effet, une première délégation de crédits est intervenue pour le paiement des dépenses engagées au titre du premier trimestre de l'année scolaire, le 13 mars 1963, une seconde délégation permettant le paiement des dépenses afférentes au second trimestre le 15 mai 1963. A cette date, les deux tiers des dépenses de l'année scolaire devaient donc normalement pouvoir être réglés aux transporteurs et organisateurs. La délégation de crédits afférente aux dépenses du troisième trimestre de l'année scolaire interviendra dès l'ouverture effective des crédits supplémentaires demandés et obtenus au collectif du budget 1963. Il a pu se produire également que les crédits délégués ne correspondent pas exactement à la totalité des dépenses engagées dans le département ; en effet, les crédits délégués représentent le coût des circuits régulièrement agréés par décision du ministre de l'éducation nationale ; le non-respect par les organisateurs et les services préfectoraux des dates limites fixées par diverses circulaires pour l'envoi des dossiers d'agrément a contraint les services du ministère à échelonner l'étude et les agréments de circuits tout au long de l'année scolaire — et, à prévoir le paiement de rappels pour les circuits agréés postérieurement à la

répartition et aux délégations de crédits intervenues en début d'exercice. Par ailleurs — et c'est le cas en Haute-Loire — certaines augmentations du coût des circuits anciens sont intervenues par rapport aux prix pratiqués en 1961-1962, non justifiées par des augmentations d'effectifs d'élèves ou par un relèvement général des tarifs de transports. Il n'est pas possible d'accepter de couvrir ces hausses de tarifs injustifiées. Les retards intervenus cette année dans le paiement des transports scolaires doivent demeurer exceptionnels, l'inscription de crédits obtenue aux collectifs du budget 1963 et de crédits plus importants au budget 1964 devant permettre d'assurer, à partir de la prochaine rentrée, un rythme de paiement régulier.

4231. — M. Bizet expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'en raison de la date des examens (B. E. P. C. et baccalauréat) fixée après le 1^{er} juillet, les résultats n'étant pas connus avant le 10 juillet, et du fait que les locations dans les stations balnéaires vont du 1^{er} au 31 juillet et du 1^{er} au 31 août, de nombreuses familles ne peuvent partir en vacances au mois de juillet. Cet état de choses cause un grave préjudice aux propriétaires de villas meublées et aux hôteliers ainsi qu'aux différents commerçants établis dans les régions de tourisme. Il lui demande s'il ne serait pas possible de fixer les dates des examens avant le 1^{er} juillet et, dans le cas où cette mesure ne pourrait être envisagée, si les dates des congés scolaires ne pourraient être modifiées afin que les locations puissent porter sur deux mois et non pas sur le seul mois d'août. (Question du 23 juillet 1963.)

Réponse. — L'aménagement de l'année scolaire résulte d'un compromis entre plusieurs impératifs contradictoires. Il faut d'abord permettre aux élèves de bénéficier d'une scolarité suffisante pour assimiler des programmes inévitablement accrus par le développement des sciences exactes, naturelles et humaines. Ceci conduit à réagir contre une tendance constatée à l'allongement des vacances, des petits congés, et à éviter que l'extension des différents examens ne vienne perturber le travail scolaire normal. Les médecins estiment d'autre part que des grandes vacances d'une durée de deux mois représentent l'optimum pour des enfants et des adolescents, tant au point de vue physique qu'au point de vue intellectuel et moral. Telle est d'ailleurs la durée des grandes vacances dans la plupart des pays européens. Les économistes recommandent par contre un étalement des grandes vacances d'été sur une période de trois mois à trois mois et demi, afin d'éviter les pointes exagérées de trafic routier et ferroviaire et le coût exagéré des transports, des hôtels et locations par suite de la présence simultanée aux mêmes lieux de séjour de trop nombreux touristes. Il faut en outre faire coïncider les vacances des parents et celles des enfants. Plus la période des vacances de ceux-ci sera réduite et plus difficile sera la coïncidence souhaitable. La conciliation la plus commode entre le bien particulier des jeunes et le bien commun de la société économique actuelle semble donc devoir se réaliser par des grandes vacances ayant une durée intermédiaire entre les deux solutions extrêmes. Ceci a conduit à fixer à onze ou douze semaines, selon l'ordre d'enseignement considéré, la durée des grandes vacances d'été et à placer ces vacances entre le début de juillet et la deuxième quinzaine de septembre. La fixation de la date des examens du baccalauréat et du B. E. P. C. après le 1^{er} juillet procède, ainsi qu'il a été indiqué, du souci de ne pas perturber le travail scolaire normal et de permettre ainsi une meilleure assimilation des programmes. Il n'est pas possible dans ces conditions de fixer les dates de ces examens dans le courant du mois de juin. Il n'est pas possible non plus de modifier la date des vacances scolaires de telle sorte que les familles dont les enfants se présentent au baccalauréat ou au B. E. P. C. puissent procéder à des locations au cours des mois de juillet et août. En effet la fixation du début des vacances d'été au 1^{er} juin aurait pour effet de déséquilibrer les trois trimestres de l'année scolaire, le premier étant trop long et le troisième trop court. Il convient d'ailleurs de signaler que l'inconvénient incontestable exposé par le parlementaire ne concerne qu'une fraction relativement peu importante de la population scolaire : les candidats au baccalauréat et au B. E. P. C. sont au nombre d'environ 600.000, pour une population scolaire de l'ordre de 9 millions d'élèves. Ils représentent donc environ 6,6 p. 100 de cette population, et sans méconnaître les difficultés que la réglementation actuelle des congés et des examens comporte pour les familles de ces élèves, il ne faut pas oublier que cette réglementation concerne tous les élèves et résulte, ainsi qu'il a été dit, d'un compromis entre plusieurs exigences contradictoires.

4232. — M. Boscher expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'un projet de statut fut élaboré par ses services en 1961, destiné à réglementer la carrière des personnels d'orientation scolaire et professionnelle. Ce statut aurait reçu l'accord de principe du ministère des finances à la fin de 1962. Or, à ce jour, le projet en question n'a pas encore été soumis au conseil supérieur de la fonction publique. Il lui demande pour quelles raisons le statut n'a pas été effectivement publié et s'il compte remédier à cet état de choses dans un proche avenir. (Question du 26 juillet 1963.)

Réponse. — Les besoins accrus en matière d'orientation ainsi que l'utilité d'une surveillance et d'une action d'ordre psychologique exercées sur les élèves par des personnels qualifiés ont amené le ministère de l'éducation nationale à envisager la création de corps de conseillers psychologues et de psychologues assistants. Toutefois, les problèmes posés par cette création se révèlent fort complexes et doivent faire l'objet d'études approfondies. Aussi n'a-t-il pas été possible d'inscrire à l'ordre du jour du dernier conseil supérieur de la fonction publique le classement indiciaire des corps considérés.

4337. — M. Henri Duffaut expose à M. le ministre de l'éducation nationale que l'orientation scolaire revêt une importance capitale pour l'avenir des enfants et la démocratisation de l'enseignement. Elle suppose l'adoption d'un statut de la profession et la fusion du corps actuel d'orientation scolaire et professionnelle avec les psychologues scolaires issus de l'enseignement primaire. Des études ont, semble-t-il, été entreprises en ce sens et ce statut serait prêt depuis 1961. Il lui demande si ce statut, compte tenu de son impérieuse nécessité, doit être mis prochainement à l'ordre du jour du conseil supérieur de la fonction publique en vue d'une prochaine promulgation. (Question du 26 juillet 1963.)

Réponse. — Les besoins accrus en matière d'orientation ainsi que l'utilité d'une surveillance et d'une action d'ordre psychologique exercées sur les élèves par des personnels qualifiés ont amené le ministère de l'éducation nationale à envisager la création de corps de conseillers psychologues et de psychologues assistants. Toutefois, les problèmes posés par cette création se révèlent fort complexes et doivent faire l'objet d'études approfondies. Aussi n'a-t-il pas été possible d'inscrire à l'ordre du jour du dernier conseil supérieur de la fonction publique le classement indiciaire des corps considérés.

4353. — M. Waldeck Rochet informe M. le ministre de l'éducation nationale des difficultés rencontrées par la ville d'Aubervilliers à propos de la scolarisation des enfants dans les écoles maternelles. L'année scolaire qui vient de s'écouler a connu un accroissement très important de la scolarisation en maternelle : plus de 500 élèves supplémentaires en septembre 1962. Pour accueillir ces bambins, les écoles maternelles ont dû gonfler leurs effectifs et atteindre la moyenne de 50 élèves par classe ce qui, dans la très grande majorité des cas, a signifié 45 à 48 présents. Dans ces conditions nombre d'enfants ne sont pas scolarisés (140 à la rentrée de Pâques), les classes maternelles risquent de se transformer en garderies et leurs institutrices ne résistent pas à la fatigue nerveuse qui les y assaille. C'est pourquoi, durant l'année scolaire, la municipalité est intervenue à plusieurs reprises pour la nomination de maîtresses supplémentaires, des locaux étant disponibles. Elle le faisait avec d'autant plus de raison quelle a construit, en trois ans, deux maternelles neuves, qu'elle en prévoit une quatrième. Dans ces conditions, il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1° pour pourvoir les deux postes d'institutrices de classes maternelles créées à Pâques à l'école Robespierre, mais sans que soit intervenue une nomination depuis cette date ; 2° pour ouvrir au moins cinq classes maternelles supplémentaires pour l'ensemble de la ville, à la rentrée prochaine ; 3° pour assurer d'urgence le financement de l'école maternelle Gabriel-Péri dont les travaux sont commencés. (Question du 26 juillet 1963.)

Réponse. — 1° Les classes maternelles de l'école Robespierre dont il s'agit, sont des classes saisonnières ouvertes pendant la période dite de « forte fréquentation » (de Pâques à septembre). Etant donné le caractère temporaire de ces postes, aucune nomination d'institutrice titulaire ne peut réglementairement y être envisagée, mais le service doit y être assuré par des institutrices remplaçantes ou suppléantes, prélevées sur le contingent de personnel de remplacement mis à la disposition de M. le directeur général des services d'enseignement de la Seine. 2° Le ministre de l'éducation nationale a mis à la disposition du département de la Seine un contingent de postes créés pour la prochaine année scolaire, dont la répartition est laissée à l'initiative de la direction des services d'enseignement de la Seine. Cette dernière a fait connaître que quatre classes maternelles seraient ouvertes à Aubervilliers pour la rentrée 1963 : deux classes au groupe Montfort, rue Elisée-Reclus, et deux classes au groupe Francine-Fromont, rue Bordier. 3° Le financement du groupe Gabriel-Péri est proposé par les autorités départementales pour 1965 ; toutefois le ministre de l'éducation nationale met en garde la municipalité d'Aubervilliers contre le risque qu'elle encourt de perdre le bénéfice de la subvention de l'Etat en préfinançant les travaux de ce groupe scolaire. Il lui rappelle qu'aux termes de la circulaire B 1 - 20 du 29 avril 1957 du ministère des finances, il est formellement interdit aux communes d'entreprendre des constructions scolaires avant l'octroi de la subvention correspondante.

4392. — M. Chamant expose à M. le ministre de l'éducation nationale que l'arrêté n° 62-1185, en date du 3 octobre 1962, portant statut de l'intendance universitaire a prévu dans ses articles 46 à 48 inclus, une possibilité d'intégration pour les gestionnaires contractuels des magasins d'académie. Il lui demande s'il ne serait pas possible, à titre transitoire, et dans des conditions à déterminer, de prévoir les mêmes possibilités d'intégration pour les agents contractuels de l'éducation nationale ayant exercé des fonctions de gestionnaires dans les anciens territoires de la Communauté française. (Question du 3 août 1963.)

Réponse. — Lors de l'élaboration du décret n° 62-1185 du 30 octobre 1962 relatif au statut particulier de l'intendance universitaire, la question de l'intégration des agents contractuels de l'éducation nationale ayant exercé des fonctions de gestionnaires dans les anciens territoires de la Communauté française, ne paraissait pas se poser. Cette question semble ne pouvoir concerner que certains cas très particuliers. Si le parlementaire veut bien les signaler à l'attention des services, une étude des situations individuelles sera entreprise, afin de parvenir à une solution susceptible de satisfaire éventuellement les intéressés.

4396. — M. Flornoy appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la grave insuffisance du nombre de places offertes aux jeunes gens dans les centres professionnels et les collèges techniques. Il lui demande d'envisager de régler en partie ce problème en obtenant l'accord de son collègue des finances, pour qu'un petit patron puisse, sans perdre sa qualité d'artisan fiscal, avoir le droit de prendre deux apprentis sous contrat. (Question du 3 août 1963.)

Réponse. — 1° L'insuffisance de places offertes aux jeunes gens dans les centres professionnels et les collèges techniques « fait l'objet de mesure tendant à augmenter le nombre des collèges d'enseignement technique ou la capacité d'accueil des établissements existants ». Pour pallier également l'insuffisance signalée, les initiatives privées prises en vue de créer de nouveaux cours dispensant un enseignement général et professionnel théorique aux jeunes apprentis ont reçu l'appui des pouvoirs publics. Il en est de même des chambres de métiers qui ont développé ou réorganisé les cours professionnels qu'elles organisent principalement pour les jeunes apprentis de l'artisanat. 2° La possibilité pour un artisan de former deux apprentis sans perdre sa qualité « d'artisan fiscal » pourrait peut-être, dans une certaine mesure, pallier également les difficultés de formation professionnelle connues actuellement. La question a été posée aux départements ministériels intéressés.

4402. — M. Le Theule appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation du corps des agents des services de l'éducation nationale. Il lui demande s'il envisage une parution rapide du statut unique des agents du service de l'éducation nationale, statut qui apportera à chaque catégorie des améliorations attendues et normales. (Question du 3 août 1963.)

Réponse. — Un projet de statut unique des agents de service des établissements d'enseignement jusqu'à maintenant soumis à des statuts différents selon les catégories d'établissements dans lesquels ils sont en fonction, a été proposé à l'examen des départements ministériels intéressés. Si un accord est intervenu dernièrement sur les dispositions générales de ce projet, il est apparu toutefois que certains points devaient être précisés et faire l'objet de négociations complémentaires. Ces négociations ont déjà été engagées et le ministère de l'éducation nationale ne néglige aucun effort pour les mener rapidement à leur terme dans les meilleures conditions possibles et aboutir ainsi à une publication prochaine du statut dont il s'agit.

FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES

1478. — M. Alduy attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la situation des fonctionnaires ayant occupé des emplois conduisant à pension, du régime spécial des retraités des collectivités locales de la métropole ou de la France d'outre-mer, qui ne peuvent bénéficier des dispositions de l'article 70 de la loi de finances du 26 décembre 1959, complétant l'article L. 26 du code des pensions, et prévoyant pour les fonctionnaires ayant exercé pendant quatre ans d'une façon continue à l'intérieur des quinze dernières années précédant la limite d'âge des intéressés, une fonction plus importante que celle occupée à la fin de l'activité, une retraite calculée sur l'indice le plus élevé. Il lui demande les raisons qui s'opposent à l'application à cette catégorie de retraités particulièrement méritants des avantages concédés à leurs collègues appartenant au régime général. (Question du 2 mars 1963.)

Réponse. — Les dispositions de l'article 70 de la loi de finances du 26 décembre 1959 qui ont été insérées par le législateur dans le texte de l'article L. 26 du code des pensions civiles et militaires de retraite permettent de retenir, sous certaines conditions, pour la liquidation de la pension, un emploi autre que celui détenu en fin de carrière. S'agissant de la liquidation de la pension d'un fonctionnaire de l'Etat, cette opération ne peut être effectuée que sur la base d'un emploi d'Etat comportant par lui-même affiliation au régime de retraites des fonctionnaires de l'Etat. Ce principe fondamental de la législation des pensions auquel l'article 70 de la loi du 26 décembre 1959 ne peut pas déroger, interdit de faire bénéficier de ce dernier texte les personnels de l'Etat qui ont occupé des emplois ne relevant pas des administrations de l'Etat et du régime général des retraites, et notamment les fonctionnaires ayant servi dans un ancien territoire d'outre-mer ou un pays de protectorat.

2172. — M. Tomasini expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'il existe actuellement à titre égal et à grade égal, deux catégories d'anciens fonctionnaires français du service de l'enseignement public ayant pris leur retraite avant le 1^{er} janvier 1961 : pour un métropolitain bénéficiant des reclassements indiciaires accordés aux membres actifs de l'enseignement à dater du 1^{er} mai 1961, les autres, des anciens cadres locaux d'Indochine-titulaires de la caisse de retraites de la France d'outre-mer, n'en bénéficient pas sous le prétexte que lesdits cadres locaux ont été dissous après leur mise à la retraite et que la pension est basée sur les derniers émoluments soumis à la retenue afférente à l'emploi et classe ou grade et échelon effectivement occupés depuis six mois au moins par le fonctionnaire au moment de son admission à la retraite dans le cadre auquel il appartenait. Or, il s'agit là d'une règle qui est valable pour tous les anciens fonctionnaires et qui ne peut avoir pour effet de pénaliser ceux qui étaient au service de la France dans les pays de protectorat ou dans les anciennes colonies, et qui ont été intégrés dans des cadres locaux sur la

proposition de l'administration qui y trouvait une simplification pour la seule raison que ces cadres ont été dissous sans aucun ménagement. Il lui demande les mesures qu'il envisage de prendre pour corriger une réglementation qui aboutit à une telle injustice, et pour assurer aux retraités en question l'assimilation totale aux retraités des cadres métropolitains correspondants, en particulier pour les reclassements indiciaires acquis ou à acquérir. (Question du 13 avril 1963.)

Réponse. — Par suite de la dissolution de l'ensemble des cadres d'outre-mer organisés par arrêtés gubernatoriaux, dissolution devenue effective depuis 1957 pour les cadres locaux européens d'Indochine en vertu des dispositions combinées du décret n° 50-86 du 18 janvier 1950 et de la loi n° 57-261 du 2 mars 1957, il est désormais impossible de mettre en œuvre la procédure d'assimilation à des catégories existantes de ces mêmes cadres prévue par la réglementation des pensions. Par ailleurs, il est constant que quella qu'ait pu être la parité existant en fait à une époque déterminée entre certains cadres locaux et les cadres homologues métropolitains, les uns et les autres sont essentiellement distincts et régis par des textes différents. Il en résulte notamment que les anciens fonctionnaires retraités du cadre local de l'enseignement de l'Indochine ne sauraient légalement se prévaloir de cette parité pour revendiquer le bénéfice des revalorisations indiciaires ou des réformes statutaires dont ont fait l'objet ces dernières années les cadres métropolitains de l'enseignement. Plus généralement d'ailleurs, les fonctionnaires retraités d'un cadre d'outre-mer dissous ne comprenant plus de personnel en activité et auquel aucun cadre nouveau ne s'est substitué se trouvent définitivement remplis de leurs droits par la pension qui leur est servie et qui est basée, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, sur le traitement indiciaire correspondant à l'emploi qu'ils occupaient effectivement en fin de carrière dans le cadre auquel ils appartenaient.

4331. — M. Henri Buot expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que le ministre de l'intérieur a invité ses services à procéder sans délai à un examen attentif du classement indiciaire des fonctionnaires municipaux auxquels sont confiées des tâches de direction, aussi bien dans les services administratifs que techniques. Son intention paraît être un relèvement de ces indices, lesquels, contrairement aux échelles de certains fonctionnaires de l'Etat, n'ont pas varié depuis le 5 novembre 1959. A propos du reclassement envisagé, M. le ministre de l'intérieur lui a demandé son avis. Compte tenu du fait que la révision indiciaire à l'étude n'entraînerait pas de charges budgétaires supplémentaires pour l'Etat, il lui demande s'il envisage de donner son accord au projet du ministre de l'intérieur et si, dans l'affirmative, cet accord interviendra à bref délai. (Question du 26 juillet 1963.)

Réponse. — Il est indiqué à l'honorable parlementaire que le département, saisi par le ministre de l'intérieur le 30 mai 1963 de propositions de reclassement des fonctionnaires municipaux de direction, a fait connaître son avis le 9 juillet 1963. Conformément à la réglementation, il appartient à présent au ministre de l'intérieur de soumettre, pour avis, au département des finances et des affaires économiques le projet d'arrêté concrétisant le reclassement indiciaire des fonctionnaires intéressés.

4414. — M. Roger Evrard appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la nécessité d'un aménagement rapide du classement indiciaire des emplois communaux et sur les propositions faites en ce sens, le 4 décembre 1962, par la commission nationale paritaire. Il lui rappelle que M. le ministre de l'intérieur a donné des instructions à ses services pour l'étude du reclassement indiciaire des titulaires d'emplois d'exécution ainsi que pour les fonctionnaires des services administratifs et techniques municipaux, afin que leur carrière soit comparable à celle de leurs homologues de l'Etat, et lui a demandé son avis pour la rédaction d'un texte réglementaire concrétisant l'accord de deux départements intéressés. Etant donné la difficulté accrue du recrutement d'agents communaux en raison du déclassement de la fonction communale et compte tenu du fait que les propositions de la commission nationale paritaire donnent satisfaction à la fois aux municipalités et aux agents des cadres, il lui demande dans quel délai il envisage de donner son accord au projet de M. le ministre de l'intérieur. (Question du 3 août 1963.)

Réponse. — Il est indiqué à l'honorable parlementaire que les propositions du ministre de l'intérieur concernant le reclassement des personnels communaux ont été étudiées avec diligence par le département des finances et des affaires économiques à l'égard de ce problème, basée sur le principe consistant à transposer aux personnels intéressés les aménagements indiciaires consentis aux personnels de l'Etat de niveaux indiciaires comparables, a été portée à la connaissance de M. le ministre de l'intérieur le 9 juillet 1963.

INDUSTRIE

3236. — M. Waldeck Rochet expose à M. le ministre de l'industrie que, dans le cadre des travaux d'aménagement de la Durance, dont la retenue de Serre-Ponçon située sur le territoire des départements des Hautes-Alpes et des Basses-Alpes constitue le point de départ, différents ouvrages sont entrepris par l'Electricité de France — région d'équipement hydraulique Alpes IV. C'est le cas notamment de la chute de Curbans, dont l'implantation du canal d'amenée risque de perturber gravement l'économie agricole des régions traversées. Dans cette partie de la vallée de la Durance, sur les

terres alluvionnaires, se sont développées depuis quelques années des cultures fruitières bénéficiant d'une situation climatique exceptionnelle. Or, l'implantation envisagée, en raison de l'emprise importante des ouvrages, va inévitablement entraîner une amputation des exploitations agricoles telle que certaines d'entre elles ne seront plus rentables et que, par ailleurs, il est présentement difficile d'apprécier les perturbations climatiques résultant de ces ouvrages. Les communes de Rochebrune, Espinasses, Théus, la Saulce dans les Hautes-Alpes, se trouvent particulièrement concernées. Jusqu'à ces derniers temps, les propriétaires exploitants étaient dans l'ignorance des propositions qui leur seraient faites par le service intéressé, concernant les indemnités d'expropriations et de pertes. Toutefois, quelques parcelles étaient acquises à l'amiable par l'Electricité de France à des personnes résidant hors de la commune ou n'exploitant pas leurs terres. Depuis, les chiffres fixés par l'administration des domaines et portés à la connaissance des intéressés de la commune de Rochebrune (Hautes-Alpes) : 30.000 francs pour deux hectares de vergers en pleine production ; 9.500 francs pour une maison d'habitation ; 390 francs pour un champ d'environ un hectare, sont si dérisoires que ces propositions ont suscité une très vive et légitime inquiétude chez les agriculteurs intéressés et un vif sentiment d'injustice. Ceux-ci se souviennent, en effet, qu'en application des accords conclus en 1957 pour la fixation des indemnités d'expropriation lors de la réalisation du barrage de Serre-Ponçon, le propriétaire d'un verger de 10 ares reçut une indemnisation de 30.000 francs et ce pour une terre située à proximité. Il s'agit là d'une différence d'estimation que rien ne semble pouvoir justifier, ni l'objet du projet, ni les conditions économiques ou autres. Il lui demande : 1° quelles mesures il compte prendre pour sauvegarder les droits des intéressés contre toute appréciation arbitraire ; 2° s'il n'envisage pas la convocation d'une commission interministérielle chargée d'élaborer avec les expropriés ou leurs organisations représentatives, les bases équitables pouvant servir à la fixation des indemnités à verser pour les expropriations et pertes de biens ; 3° quelles sont les mesures envisagées pour une procédure de règlement rapide, afin de ne pas arrêter les travaux déjà entrepris, étant entendu qu'aucune expropriation ne pourra être prononcée sans accord préalable des intéressés. (Question du 6 juin 1963.)

Réponse. — L'aménagement sur la Durance de la chute de Curbans, par Electricité de France a nécessité l'acquisition de propriétés sur le territoire des communes de Rochebrune et Tallard (département des Hautes-Alpes), Piegut, Venterol, Curbans, Urtis et la Bréole (département des Basses-Alpes). Le service national a acquis la quasi-totalité des propriétés nécessaires. Ces acquisitions ont été effectuées par accord amiable avec les propriétaires, sur la base des prix fixés par le service des domaines, après approbation de la commission centrale de contrôle des opérations immobilières poursuivies par les services publics ou d'intérêt public. Une seule affaire a donné lieu à la procédure d'expropriation, sur la commune de Curbans, et le juge de l'expropriation a entériné le prix proposé par l'expropriant, en accord avec le service des domaines. Le service national a pu ainsi prendre possession, dans les délais voulus, des terrains en cause en ne recourant qu'exceptionnellement à la procédure d'expropriation, et sans qu'il soit nécessaire de faire appel à une procédure d'évaluation différente de celle, définie par les textes réglementaires en vigueur.

3923. — M. Poncelet appelle l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur la situation grave qui règne sur le plan industriel dans les vallées de la Moselle et de la Moselotte. Tout récemment, une industrie textile de Fresse-sur-Moselle vient de fermer ses portes, entraînant le chômage de 170 personnes. Au moins dix usines existantes vont être amenées à prendre la même décision d'ici la fin de l'année, comme le laisse prévoir M. le délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale. Lui rappelant l'engagement qu'il a pris lors de la discussion du budget de l'Industrie, le 9 janvier 1963, à l'Assemblée nationale, d'inclure à nouveau les vallées des Vosges dans la liste des zones spéciales de conversion, il lui demande les mesures qui ont été prises à ce sujet. (Question du 5 juillet 1963.)

Réponse. — Le ministre de l'Industrie a toujours été très conscient des répercussions économiques et sociales que risquait d'avoir, dans le département des Vosges, le mouvement de concentration enregistré dans l'industrie cotonnière. Il a, en conséquence, le 24 juillet 1962, soumis aux services de M. le Premier ministre un projet de modification de l'arrêté du 15 avril 1960, tendant à la réouverture de la zone spéciale de conversion des Vosges. Ce projet établissait la liste des cantons et des communes susceptibles de bénéficier des dispositions de l'arrêté susvisé, relatif à l'octroi de la prime spéciale d'équipement. A la suite de cette intervention, M. le Premier ministre a, le 22 octobre 1962, appelé l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la nécessité de tenir largement compte de la situation de l'emploi dans les vallées vosgiennes et demandé en conséquence qu'une application particulièrement souple des dispositions du décret du 15 avril 1960 soit faite dans la région. La durée d'application du décret et de l'arrêté du 15 avril 1960 arrivant à expiration le 31 décembre 1963 et une refonte de l'ensemble des dispositions en vigueur devant être effectuée à cette époque, le ministre de l'Industrie ne manquera pas alors de rappeler les termes et les mobiles de sa précédente intervention. Il semble, de toute manière, que le comité n° 1 ter du fonds de développement économique et social ait suivi la recommandation de M. le Premier ministre, puisque depuis octobre 1962, 12 dossiers de demande d'aide financière ont bénéficié, sur proposition de la direction de l'expansion industrielle, d'une décision favorable de cet organisme. Les programmes en cause représentent 38 millions d'investissements et doivent créer près de 400 emplois. En outre, deux autres projets

pour lesquels le comité s'est prononcé favorablement en préexamen, seront soumis prochainement pour étude définitive à l'avis des instances compétentes par les soins du ministère de l'Industrie.

INTERIEUR

3474. — M. Pic expose à M. le ministre de l'Intérieur que les agents des cadres administratifs de la sûreté nationale (catégorie C) soumis aux dispositions des décrets n°s 58-651 et 58-652 du 30 juillet 1958, ne peuvent prétendre jusqu'ici comme leurs homologues des préfetures et des administrations centrales, à l'accès d'un poste de la catégorie B. Conscient de cette anomalie, il avait décidé, en 1960, de créer un corps de secrétaires administratifs de la sûreté nationale pour permettre à ces agents d'obtenir un débouché dans un corps de catégorie B. Un projet de statut a été élaboré par ses services, à cette époque, et transmis à M. le ministre des finances et à M. le ministre chargé de la fonction publique. Des modifications ont été apportées par la suite au projet, et de nouvelles propositions, ayant recueilli l'agrément des services de la fonction publique, ont été adressées en novembre 1962 aux services des finances, qui avaient déjà donné leur accord pour la création du corps. Ces modifications tendaient à obtenir notamment : un contingent de 127 emplois réservés aux agents en fonction pour la constitution initiale du corps ; une prise de rang à compter du 2 janvier 1962 afin que les personnels puissent conserver, lors de leur intégration, le bénéfice des améliorations indiciaires prévues par les décrets du 26 mai 1962. Il lui demande : 1° les raisons pour lesquelles les textes portant création d'emplois de secrétaires administratifs de la sûreté nationale et statut de ce corps qui n'ont pas été publiés jusqu'à présent ; 2° si les propositions qu'il a faites en novembre 1962, notamment en ce qui concerne le nombre d'emplois réservés pour la constitution initiale du corps (127 emplois), et la date d'effet de la mesure à compter du 2 janvier 1962, ont été acceptées par les services des finances ; 3° les dispositions qu'il compte prendre pour obtenir en 1963 la publication des textes nécessaires à la mise en place de ce corps, que les personnels intéressés attendent depuis 1960. (Question du 14 juin 1963.)

Réponse. — Le projet de statut particulier du nouveau corps des secrétaires administratifs de la sûreté nationale a reçu, récemment, l'accord définitif de M. le ministre des finances et des affaires économiques. Il a été examiné, le 6 août dernier, par la commission de la fonction publique du Conseil d'Etat et sera soumis prochainement à la signature des ministres intéressés puis à celle de M. le Premier ministre. La date d'effet du statut est fixée au 2 janvier 1963 et le nombre des postes qu'il est envisagé de réserver pour la constitution initiale du corps est bien celui qui est avancé par l'honorable parlementaire.

3591. — M. Tremollières, persuadé que la sous-administration de Paris tient pour une part à l'insuffisance des locaux, demande à M. le ministre de l'Intérieur de lui indiquer, pour chaque mairie de Paris et pour chacune des principales mairies de banlieue, les chiffres des surfaces destinées aux réceptions et réunions et, en regard, les chiffres des populations desservies de chaque arrondissement ou commune. (Question du 21 juin 1963.)

Réponse. — Les renseignements demandés par l'honorable parlementaire figurent aux deux tableaux ci-dessous concernant respectivement les mairies des vingt arrondissements de Paris et les mairies des dix principales communes de la banlieue parisienne.

TABLEAU I

ARRONDISSEMENTS DE PARIS	NOMBRE d'habitants.	SURFACES TOTALES en mètres carrés des locaux destinés aux réunions et réceptions (1).
1 ^{er}	35.880	240
2 ^e	40.055	283
3 ^e	61.516	518
4 ^e	60.763	980
5 ^e	95.473	610
6 ^e	79.699	1.075
7 ^e	98.216	201
8 ^e	73.430	341
9 ^e	92.110	302
10 ^e	122.251	664
11 ^e	189.550	879
12 ^e	163.899	460
13 ^e	161.312	1.050
14 ^e	175.521	938,26
15 ^e	219.761	1.019
16 ^e	221.089	337
17 ^e	223.823	361
18 ^e	250.010	898
19 ^e	156.417	454
20 ^e	196.463	822

(1) Ces surfaces concernent en général la salle des commissions, la salle des fêtes, la salle des mariages, la salle de permanence des élus et parfois diverses autres salles.

TABLEAU II

PRINCIPALES COMMUNES de banlieue.	NOMBRE d'habitants.	SURFACES TOTALES en mètres carrés des locaux destinés aux réunions et réceptions (1).
Boulogne-Billancourt	107.074	1.250
Saint-Denis	95.072	531
Montreuil	92.316	1.653
Nanterre	83.524	129
Asnières	82.201	1.431,37
Colombes	77.090	583
Neuilly-sur-Seine	73.315	419,10
Aubervilliers	70.836	588
Saint-Maur-des-Fossés	70.681	1.111
Vilry-sur-Seine	67.373	292

(1) Ces surfaces concernent parfois, outre des salles de l'hôtel de ville, des salles situées dans des bâtiments distincts. Par contre, elles n'englobent pas certains locaux utilisés normalement à des fins artistiques et sportives.

4430. — M. Ponsellé appelle l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur les statuts spéciaux concédés aux personnels de l'administration pénitentiaire et de la police respectivement par la loi n° 43-1504 du 28 septembre 1948 et l'ordonnance n° 58-596 du 6 août 1958 et qui ont pour objet de placer les personnels assujettis dans une situation particulière au regard des dispositions édictées par le statut général des fonctionnaires. Or, ces dispositions spéciales ont entraîné un déclassé accentué des corps à sujétions particulières par rapport aux corps de statut général; ainsi sur le plan indiciaire les mesures de rétroactivité applicables aux fonctionnaires de statut général pour le relèvement de certains indices, ne sont pas réalisées de la même manière dans l'administration pénitentiaire et la police, notamment: le décret n° 63-153 du 25 mai 1963, le décret n° 61-204 du 27 février 1961, portant reclassement hiérarchique de grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat, relevant du régime général des retraites, n'ont pas été, soit rendues applicables à compter de la date prévue (1^{er} juillet 1962 au lieu de 1^{er} janvier 1962) pour les agents du cadre général, ou sont restées sans effet. Par ailleurs, le fait d'avoir, pour les statuts spéciaux, dessaisi le conseil supérieur de la fonction publique pour apprécier l'utilité et la justification de mesures indiciaires favorablement dérogeant au statut général, a entraîné le dégageant de la responsabilité qualifiée de cet organisme. Enfin, d'autres restrictions existent dans le cadre même des dispositions spéciales aux statuts particuliers, et notamment: dans la notation des personnels assujettis pour lesquels les dispositions des articles 43 et 46 de la loi du 19 octobre 1946, modifiée par l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959, ne sont pas applicables et dans les sanctions disciplinaires applicables aux fonctionnaires des corps de l'administration pénitentiaire et de la police. Ces restrictions ayant consacré dans les faits un retard complet de ces fonctionnaires à statut spécial, par rapport aux conditions statutaires et indiciaires faites aux agents de la fonction publique, en application de l'ordonnance du 4 février 1959, alors que la concession de statuts particuliers pour l'administration pénitentiaire et la police, confirmait pour le législateur la valorisation de la fonction de sujétion. Il lui demande s'il envisage d'adopter des mesures propres à rétablir un équilibre équitable de droits et avantages entre ces agents et ceux de la fonction publique. (Question du 3 août 1963.)

Réponse. — L'octroi aux personnels de police, en application de la loi du 28 septembre 1948, de statuts spéciaux n'a pas eu pour résultat, ainsi que l'exprime l'honorable parlementaire, d'entraîner le déclassé de ces personnels. S'il est exact que la dernière réforme indiciaire appliquée aux fonctionnaires de police a pris effet du 1^{er} juillet 1962, alors que certains fonctionnaires de l'Etat à statuts non dérogeants ont bénéficié d'améliorations d'indices à compter du 1^{er} janvier de la même année, il convient de faire remarquer que ces mêmes fonctionnaires de police avaient déjà bénéficié auparavant, le 1^{er} janvier 1960, d'avantages non négligeables, ce qui n'avait pas été le cas des bénéficiaires des décrets des 27 février 1961 et 25 mai 1962. Le régime disciplinaire et le système de notation appliqués aux fonctionnaires de police sont la conséquence du caractère particulier des fonctions d'autorité qu'ils ont à assurer et de la rigoureuse subordination hiérarchique à laquelle ils sont nécessairement soumis.

4435. — M. Maurice Thorez expose à M. le ministre de l'Intérieur que les employés municipaux ont, antérieurement à leur admission dans l'administration communale, exercé une profession dans des entreprises privées et que, de ce fait, ils ont cotisé pendant plusieurs années au régime général de la sécurité sociale. Dans l'état actuel des textes — législatifs ou réglementaires — ces années de versement à l'assurance vieillesse n'entrent pas en ligne de compte pour la liquidation de la pension de retraite d'agent communal même si les intéressés ne réunissent pas, à l'âge légal d'admission à la retraite, le temps de service nécessaire dans cet emploi pour obtenir une pension d'anciennoté. Il lui demande s'il estime pas

souhaitable de modifier les règles de coordination entre le régime général de sécurité sociale et le régime spécial des agents des collectivités locales et dans l'affirmative sous quelles conditions de versement des cotisations d'assurance vieillesse perçues par le régime général à la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales. (Question du 3 août 1963.)

Réponse. — Les services qui peuvent être pris en compte dans la constitution du droit à pension d'ancienneté ou proportionnelle des agents des collectivités locales affiliées à la caisse nationale de retraites créée par l'article 3 de l'ordonnance du 17 mai 1945 sont limitativement fixés par les articles 11 et 12 du décret n° 49-1416 du 5 octobre 1949. Les services accomplis antérieurement à l'entrée dans la fonction publique communale, au sein d'une entreprise de caractère purement privé, en sont exclus. En l'état actuel de la réglementation il ne saurait être envisagé de modifier cette règle. Elle s'inspire en effet très exactement du principe retenu pour le calcul des pensions de retraite des fonctionnaires de l'Etat et s'impose par le jeu normal des dispositions de l'article 596 du code de l'administration communale qui interdit l'octroi aux agents des collectivités locales d'avantages supérieurs à ceux consentis par les régimes généraux de retraites.

JEUNESSE ET SPORTS

4069. — M. Dupuy expose à M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports que la fédération nationale des centres culturels communaux a tenu son IV^e congrès national à Dijon les 17, 18 et 19 juin 1963. A l'issue de ces assises, la F. N. C. C. C. a demandé: 1° qu'une coordination effective soit réalisée au niveau des institutions, et notamment entre le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports et le ministère chargé des affaires culturelles, plus particulièrement en ce qui concerne les questions d'équipement culturel. A cet égard, il a été souhaité par le congrès de Dijon que M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports et M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles exposent ensemble, et dans un document unique, les conditions à remplir par les municipalités pour la construction d'une maison des jeunes et de la culture ou pour la construction d'une maison de la culture, en même temps qu'ils définiraient la vocation de l'une et de l'autre, sa fréquentation; 2° que la F. N. C. C. C., dont la représentativité n'est pas discutable, soit admise à participer aux grandes commissions qui ont à connaître de l'équipement; de l'action culturelle et du plan, par exemple celle de l'équipement culturel et du patrimoine artistique; 3° que 1 p. 100 du budget de l'Etat soit réservé au chapitre de l'action culturelle des collectivités locales et des grandes associations nationales à vocation culturelle. Compte tenu de très nombreuses villes qui adhèrent à l'heure actuelle à la F. N. C. C. C. ou soutiennent son action, il lui demande quelle est sa doctrine en la matière et quelle suite il entend donner, en accord avec M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles, aux vœux précis et parfaitement légitimes formulés par la F. N. C. C. C. (Question du 12 juillet 1963.)

Réponse. — 1° La « Maison des jeunes et de la culture » est une institution locale ouverte à l'ensemble de la population d'un quartier, d'une commune ou d'un groupe de communes. La « Maison des jeunes et de la culture » doit être un instrument au profit des mouvements de jeunesse locaux mais elle doit être aussi ouverte aux isolés n'appartenant à aucun groupement. Cette fréquentation multiple impose donc une parfaite neutralité tant sur le plan religieux que sur le plan politique. Cependant, il existe d'autres équipements socio-éducatifs que les maisons des jeunes et de la culture. En effet, le domaine socio-éducatif est immense puisqu'il recouvre toutes les activités des associations d'éducation populaire, mouvement de jeunesse, organismes de vacances et d'accueil. Malgré cette extrême variété, il existe une unité d'esprit parmi les organismes utilisateurs: la volonté d'avoir une action permanente éducative illustrée par la conception d'une éducation globale, la recherche constante de technique éducative, la formation civique et démocratique et l'éveil des vocations d'animateurs. Les maisons de la culture relèvent, par contre, du ministère des affaires culturelles auquel il appartient d'en définir la conception. Mais il y a lieu de noter que les deux ministères travaillent en étroite liaison. La maison de la culture a essentiellement pour but de mettre nos richesses culturelles à la portée de notre population. Les maisons des jeunes et de la culture seront un instrument des maisons de la culture: elles leur amèneront les jeunes. En ce qui concerne les conditions à remplir par les municipalités, aucune comparaison ne peut être faite entre les maisons de la culture et les maisons des jeunes et de la culture. En effet, il sera construit, d'ici 1970, quelques dizaines de maisons de la culture et des centaines de foyers pour la jeunesse, dont de nombreuses maisons des jeunes et de la culture. La création d'une maison de la culture représentera toujours un gros investissement alors que de nombreuses maisons des jeunes et de la culture ne représentent, pour l'Etat, qu'une dépense inférieure à 150.000 F. C'est ainsi que pour les villes de moins de 5.000 habitants, la compétence relève uniquement des préfets. Il appartient donc aux maires intéressés de s'adresser à la préfecture. Pour les villes de plus de 5.000 habitants, il suffit que la municipalité décide de construire une maison des jeunes et de la culture et en fasse la demande à la préfecture par l'intermédiaire du service départemental de la jeunesse et des sports. Le dossier est soumis à la commission départementale des constructions scolaires. L'arrêté d'approbation technique est signé par le préfet si le devis est inférieur à 1.000.000 de francs et par l'administration centrale s'il est supérieur à ce chiffre. Une fois l'approbation technique signée, le maire peut envisager le financement. Là encore, il doit s'adresser au préfet. C'est lui, en effet, qui propose au secrétaire d'Etat le plan d'équipement sportif et socio-éducatif après avoir consulté une commission créée à cet effet et comprenant pour un tiers des représentants des élus locaux, pour

un tiers des fonctionnaires particulièrement compétents, et pour un tiers des représentants des mouvements de jeunesse et des clubs sportifs; 2° en ce qui concerne les grandes commissions du commissariat général au plan, il n'appartient pas au secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports d'en déterminer la composition. Au demeurant, la commission de l'équipement culturel et du patrimoine artistique travaille en liaison avec le ministère des affaires culturelles, et le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports travaille en liaison avec la commission de l'équipement scolaire et universitaire; 3° la réservation d'une somme égale à 1 p. 100 du budget de l'Etat au profit de l'action culturelle des collectivités locales et des grandes associations nationales à vocation culturelle ne relève pas de la compétence du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports mais de celle de M. le ministre des finances. Mais elle se heurtera au principe de la non-affectation des recettes budgétaires.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

4257. — M. Tourné expose à M. ministre des postes et télécommunications que la France fut le berceau des premières liaisons téléphoniques mondiales. Mais, après avoir eu pendant longtemps une place d'honneur sur le plan des télécommunications, elle tend à prendre des retards inquiétants dans ce secteur. Dans toute la France, les liaisons téléphoniques deviennent chaque jour plus difficiles. Certaines attentes durent plusieurs heures et deviennent insupportables à la longue. Les lignes sont vieilles et détériorées. Souvent les locaux et le matériel sont vieux, insuffisants, et ne correspondent pas aux besoins actuels. Les circuits étant en nombre réduit, les communications cessent en cours de route. Les relations humaines étant actuellement celles de la vitesse, voire de la précipitation, le téléphone est l'outil dont on attend le plus de services. Du fait du rythme de la vie, les usagers sont exigeants et leur mécontentement ne cesse de croître. Cette situation rend très dure la vie professionnelle des employés des postes et télécommunications. Ces derniers sont souvent obligés de subir la mauvaise humeur et les critiques des usagers, alors qu'ils ne sont pas responsables des retards enregistrés dans les communications, ni du vieillissement de moyens mis à leur disposition. A tout cela s'ajoutent de longues attentes pour les usagers qui ont le téléphone chez eux. Le mal prend des proportions telles que le téléphone en France ne pourra pas répondre aux besoins du pays si l'on ne pratique pas une véritable politique nationale des télécommunications modernes. Un manque de crédits inquiétant se manifeste lorsqu'il s'agit de construire des appareils, des lignes, des locaux et de payer du personnel qualifié. C'est certainement la cause principale de la situation actuelle. Le budget de l'Etat ne réserve pas assez de crédits pour l'équipement des P. T. T. Pourtant, s'il est un ministère rentable, c'est bien celui des postes et télécommunications. Pour pallier ces insuffisances de crédits, le ministère des postes et télécommunications essaie d'obtenir des départements, des communes, voire des usagers, des avances de fonds afin de parfaire l'équipement (avances remboursables par l'intermédiaire des nouvelles recettes enregistrées). Mais une telle politique lèse les intérêts des collectivités départementales et locales, dont la vocation n'est pas de distraire de leurs maigres budgets des crédits pour les P. T. T., même sous forme d'avance remboursable. Par ailleurs, elle ne saurait permettre la réalisation d'un véritable équipement national des P. T. T. Il lui demande si le ministère des postes et télécommunications ne pourrait pas disposer chaque année, pour s'équiper dignement: 1° d'une partie des disponibilités des dépôts aux caisses d'épargne; 2° d'une partie des dépôts effectués aux chèques postaux, dont les disponibilités et les bénéfices sont mis à la disposition du budget général, puisque tant est que les manipulations des fonds de ces deux grands services publics sont le fait quotidien de la seule administration des postes et télécommunications. (Question du 23 juillet 1963.)

Réponse. — L'insuffisance relative du réseau français de télécommunications a une double cause: 1° l'accroissement considérable des demandes d'installations téléphoniques et du nombre des unités de conversation enregistrées depuis quelques années et qui a dépassé les prévisions du plan; 2° le retard accumulé dans l'équipement téléphonique et télégraphique de la France pendant les années qui ont suivi la Libération du fait de l'insuffisance des investissements publics. Il y a lieu de noter toutefois que si la densité téléphonique est en France inférieure à ce qu'elle est dans certains pays d'Europe occidentale, elle est néanmoins très supérieure à celle existant dans tous les pays d'Europe orientale ainsi que le fait ressortir le tableau ci-dessous.

Densité téléphonique. — Statistique 1962.

PAYS	NOMBRE de postes téléphoniques de toute nature.	NOMBRE de postes pour 100 habitants.
Grande-Bretagne	8.609.000	46,25
Pays-Bas	1.740.110	44,85
Belgique	1.211.449	43,43
Allemagne Ouest	6.508.664	41,50
France	4.648.896	10,07
Italie	4.235.215	8,53
Hongrie	347.672	3,55
Pologne	957.022	3,20
U. R. S. S.	5.119.061	2,33
Roumanie	217.000	1,16
Bulgarie	51.347	0,77

Il est également remarquable de constater l'effort financier considérable consenti depuis 1958 pour développer le réseau français de télécommunications. Les crédits d'investissements sont passés en effet de (francs 1963): 1958, 328,8 millions de francs; 1959, 413 millions de francs; 1960, 524,2 millions de francs; 1961, 676 millions de francs; 1962, 744,2 millions de francs; 1963, 915,5 millions de francs. La seule solution pour l'avenir consiste à la poursuite de l'effort entrepris depuis 1958. Mais, tant que subsiste le relatif état de pénurie actuel, il paraît normal de demander en plus aux collectivités locales qui désirent bénéficier de priorités pour l'équipement téléphonique dans leurs zones, d'assurer une partie du financement des dépenses d'investissements entreprises à cet effet par l'administration des postes et télécommunications. D'autre part, afin que les charges supportées par les gestions futures ne soient pas considérablement gonflées, le financement des dépenses normales d'équipement de l'administration des postes et télécommunications doit dès maintenant pouvoir être réalisé au moindre coût. Mais, quel que soit le moyen par lequel elle est couverte — emprunt à long terme ou utilisation de fonds exigibles à vue — la partie des dépenses d'équipement non autofinancée par des excédents de recettes d'exploitation est comprise dans l'impasse réelle du budget de l'Etat et ne doit pas dépasser un montant compatible avec ce découvert global autorisé par les lois de finances. En tout état de cause, en ce qui concerne l'utilisation d'une partie des disponibilités de la caisse nationale d'épargne, il convient de signaler que les prêts consentis ces dernières années par la caisse des dépôts et consignations pour financer les dépenses d'équipement de l'administration des postes et télécommunications ont été autorisés en raison du volume des fonds apportés par la Caisse nationale d'épargne à cet organisme bancaire et sont prélevés sur les fonds des déposants. Etant données les conditions avantageuses de tels prêts, je m'efforce d'obtenir que la majeure partie du découvert budgétaire soit financée par ce moyen. Quant à l'utilisation d'une partie des dépôts effectués aux chèques postaux, la réglementation actuelle ne permet pas le financement d'opérations à long terme par des disponibilités provenant de fonds exigibles à vue, comme cela se pratique dans certains pays voisins. La modification de la réglementation actuelle est de la compétence du département des finances, à qui ce problème a déjà été exposé à plusieurs reprises.

RAPATRIÉS

3704. — M. Pasquini appelle l'attention de M. le ministre des rapatriés sur la situation d'un fonctionnaire des services de police natif d'Algérie, blessé au cours d'un attentat terroriste, dans lequel ses deux enfants ont été tués, en novembre 1960. Dans l'intérêt du service, il a été muté en métropole en février 1961. Compte tenu de la date de ce rapatriement il ne peut, en l'état actuel des textes, prétendre aux avantages accordés aux rapatriés. Il lui demande si des dérogations ne peuvent être envisagées en faveur des victimes de la guerre d'Algérie qui ne s'y trouvaient plus le 1^{er} juillet 1962. (Question du 26 juin 1963.)

Réponse. — Aux termes du décret n° 60-599 du 22 juin 1960 (art. 2-B) relatif aux modalités de remboursement des frais engagés par les personnels civils mutés entre l'Algérie et la métropole, les fonctionnaires mutés dans l'intérêt du service ont droit au remboursement de leurs dépenses engagées à l'occasion de leur changement de résidence. L'article 5 du décret précité accorde en outre le bénéfice de l'indemnité de mutation prévue par le décret du 21 mai 1953 aux personnels visés au même article 2-B. Par ailleurs, la circulaire n° F3-44 du 6 septembre 1962 relative au remboursement des frais de changement de résidence des fonctionnaires et agents rapatriés d'Algérie précise que les agents affectés en métropole à la suite de leur rapatriement sont assimilés aux fonctionnaires visés à l'article 2 (§ B) du décret du 22 juin 1960 pour la détermination des avantages susceptibles de leur être accordés en leur qualité de rapatriés. La même circulaire établit, d'autre part, que l'indemnité de mutation du décret du 21 mai 1953 a le même objet que l'indemnité de réinstallation du décret n° 62-799 du 16 juillet 1962. Dès lors, la question posée par l'honorable parlementaire devient sans objet puisque le fonctionnaire des services de police dont il est question, ayant été muté dans l'intérêt du service d'Algérie en métropole en février 1961, a vocation aux avantages, identiques ou similaires, accordés aux fonctionnaires et agents rapatriés.

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET QUESTIONS ATOMIQUES ET SPATIALES

4439. — M. Tourné expose à M. le ministre d'Etat chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales qu'en été, un peu partout, se produisent des orages de grêle qui ravagent les récoltes de vin, de fruits et de légumes. Jusqu'ici, pour arrêter ou pour désagréger les nuages porteurs de grêle on a recours à deux moyens: bombes paragrêle et appareils émetteurs de fumées d'iode d'argent. Mais les effets de ces dispositifs ne répondent pas toujours aux espoirs des agriculteurs, organisés en syndicats de lutte paragrêle. Pourtant, à ce qu'il semble, toutes les ressources scientifiques sont loin d'être épuisées dans ce domaine. Il lui demande: 1° si son ministère a eu, jusqu'ici le souci de faire étudier tous les moyens susceptibles de limiter ou d'empêcher les orages de grêle; 2° si oui, dans quelles conditions, avec quels moyens et avec quels crédits; 3° si son ministère a une opinion sur l'efficacité des moyens matériels employés jusqu'ici pour empêcher les chutes de grêle, notamment en ce qui concerne les effets réels des bombes paragrêle et des émissions de fumée d'iode

d'argent ; 2° s'il entend consacrer suffisamment d'argent à doter notre pays d'une véritable organisation scientifique de lutte contre la grêle dont les dommages se chiffrent chaque année à plusieurs centaines de millions de francs pour les agriculteurs français, au lieu d'affecter tant de crédits au perfectionnement des engins atomiques de mort collective. (Question du 3 août 1963.)

Réponse. — 1° Le Gouvernement, préoccupé d'éviter les dommages causés par la grêle, s'intéresse depuis longtemps aux méthodes qui permettraient d'écartier ce fléau naturel. Certains résultats pratiques ont déjà été obtenus. Mais ils sont encore partiels. Pour les améliorer, des recherches fondamentales sont encore nécessaires. Il nous faut améliorer notre connaissance des phénomènes atmosphériques qui entrent en jeu dans l'apparition de la grêle pour pouvoir mettre à l'étude des moyens de prévention plus efficaces que ceux dont nous disposons actuellement ; 2° ces recherches fondamentales sont actuellement menées par plusieurs équipes de chercheurs. Leur développement est limité par la difficulté du problème beaucoup plus que par le manque de crédits. La France figure d'ailleurs en bonne position parmi la dizaine de pays, dont les Etats-Unis et l'U. R. S. S., qui dans le monde poursuivent des recherches dans ce domaine. Les services intéressés s'efforcent actuellement de diriger vers ces recherches un plus grand nombre de jeunes chercheurs de haut niveau scientifique ; 3° l'efficacité des moyens employés jusqu'à présent pour prévenir les chutes de grêle ne peut pas encore être appréciée avec précision. On ne sait notamment pas comment les phénomènes se seraient déroulés si ces moyens n'avaient pas été utilisés. De plus, l'analyse statistique des dommages n'a qu'une valeur relative, du fait que les chutes de grêle sont très localisées et que leurs effets varient selon la date à laquelle elles se produisent. Il est néanmoins certain que les instruments dont nous disposons aujourd'hui ont pu, dans certains cas, prévenir des dommages et, dans de nombreuses autres circonstances, en réduire au moins l'étendue ; 4° au fur et à mesure que les résultats de la recherche fondamentale, tant en France qu'à l'étranger, le permettront, des moyens nouveaux de lutte contre la grêle seront mis à l'étude, puis employés dès que leur efficacité aura été confirmée par l'expérience.

REFORME ADMINISTRATIVE

4206. — M. Fouet demande à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative de lui indiquer, par département ministériel : 1° le nombre des fonctionnaires ayant servi en Algérie ; 2° le nombre total des fonctionnaires admis au bénéfice du congé spécial depuis la prise de cette nouvelle disposition. (Question du 10 juillet 1963.)

Réponse. — 1° Le bénéfice du congé spécial prévu à l'ordonnance n° 62-611 du 30 mai 1962, en faveur des fonctionnaires en service en Algérie justifiant des conditions fixées par ladite ordonnance, est réservé aux fonctionnaires appartenant à un corps de la catégorie A. A la date du 1^{er} mai 1963, les effectifs des fonctionnaires de catégorie A en service en Algérie étaient les suivants : a) fonctionnaires des cadres métropolitains : Français d'origine européenne, 7.923 ; Français musulmans, 538. Total 8.461. b) Fonctionnaires des cadres algériens : Français d'origine européenne, 481 ; Français musulmans, 16. Total 497. 2° Les modalités d'application de l'ordonnance précitée doivent être fixées par décret pour chaque corps de fonctionnaires. Une partie de ces décrets est déjà intervenue, les autres sont en préparation ou en cours de signature. A la date du 1^{er} juillet 1963, 134 fonctionnaires avaient effectivement bénéficié du congé spécial dans ces conditions.

4280. — M. Jean Bénard demande à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative : 1° si l'article 1^{er} du décret n° 63-584 du 18 juin 1963 portant application à certains fonctionnaires du ministère de l'intérieur des articles 3 à 6 de l'ordonnance n° 62-611 du 30 mai 1962 ne concerne que les fonctionnaires d'Algérie ou, au contraire, si le bénéfice de cet article peut être revendiqué également par les attachés de préfecture métropolitains ; 2° dans la négative, c'est-à-dire au cas où le décret du 18 juin 1963 précité viserait exclusivement les attachés de préfecture d'Algérie, si les attachés de préfecture métropolitains peuvent espérer pouvoir bénéficier, dans un avenir prochain, des dispositions de l'ordonnance de janvier 1962 concernant le congé spécial des fonctionnaires du cadre A ; 3° si la durée du congé spécial susceptible d'être accordé est effectivement toujours de quatre années, sous réserve d'une réduction éventuelle du fait de la limite d'âge ; 4° comment il se fait que le décret n° 63-490 du 14 mai 1963 ait accordé à un certain nombre de chefs de bureau et d'agents administratifs supérieurs de préfecture, c'est-à-dire à des agents inférieurs en grade aux attachés de préfecture, le bénéfice du congé spécial prévu exclusivement pour les fonctionnaires de la catégorie A et que ce même congé soit refusé aux attachés de préfecture métropolitains rentrant dans la catégorie A. (Question du 24 juillet 1963.)

Réponse. — 1° Le bénéfice des dispositions du décret n° 63-584 du 18 juin 1963 portant application, à certains fonctionnaires du ministère de l'intérieur, du régime de congé spécial instauré par l'ordonnance n° 62-611 du 30 mai 1962 est limité aux attachés de préfecture se trouvant en service en Algérie dans les conditions fixées par ladite ordonnance ; 2° le congé spécial prévu à l'ordonnance n° 62-91 du 28 janvier 1962 en faveur des fonctionnaires appartenant à un corps de catégorie A a été instauré en vue de faciliter le reclassement dans les cadres métropolitains des fonctionnaires et agents

provenant des pays ou territoires d'outre-mer visés par la loi n° 61-1349 du 26 décembre 1961. L'admission des attachés de préfecture au bénéfice de ce congé spécial ne pourrait donc être envisagée que si la situation excédentaire des effectifs exigeait le recours à une telle procédure ; 3° la durée des congés spéciaux instaurés par les ordonnances du 26 janvier et du 30 mai 1962 est de quatre années, et est susceptible de réduction si, avant l'expiration de cette période, le fonctionnaire intéressé atteint la limite d'âge de son grade, auquel cas il est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite ; 4° à la différence du décret du 18 juin 1963, le décret n° 63-490 du 14 mai 1963 est pris en application de l'ordonnance n° 62-91 du 26 janvier 1962. Le congé spécial instauré par ce texte a pour objet essentiel de résorber les surnombres provoqués notamment par l'intégration dans les corps métropolitains des personnels ayant appartenu aux corps d'outre-mer. Il s'ensuit que ce congé spécial n'est pas un régime devant s'appliquer à l'intégralité des corps de catégorie A, mais doit constituer une mesure spécifique destinée à permettre d'améliorer la situation de certains effectifs devenus pléthoriques. C'est cette raison qui explique que le décret du 14 mai 1963 précité limite l'application du congé spécial à certaines catégories du personnel des préfectures (agents de bureau et personnel administratif supérieur), sans en prévoir l'extension au corps des attachés, dont la situation actuelle en effectifs ne rend pas nécessaire l'intervention de mesures propres à faire face à une crise de surnombre.

SANTE PUBLIQUE ET POPULATION

4506. — M. Davoust rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la population qu'il a récemment déclaré qu'un projet de loi serait prêt pour rendre obligatoire la déclaration de la tuberculose. Il lui demande quels avantages la lutte antituberculeuse retirera de cette mesure et l'époque vers laquelle le Parlement sera amené à discuter du projet. (Question du 10 août 1963.)

Réponse. — 1° Un projet de loi a effectivement été préparé, tendant à rendre obligatoire la déclaration de toutes les formes de la tuberculose, quelle que soit la localisation. Cette déclaration, instituée dans la très grande majorité des pays européens et, notamment, dans ceux où le recul de la maladie est le plus spectaculaire, est une mesure qui s'impose pour les raisons suivantes : elle permettra de déterminer par des méthodes statistiques l'importance réelle de la morbidité, qu'il est impossible d'apprécier exactement à l'heure actuelle en France faute d'une connaissance précise des nouveaux cas de tuberculose. En effet, la lutte antituberculeuse ne peut plus se baser seulement sur des statistiques de mortalité, les seules que nous possédions en France avec une certaine précision. Elle doit s'appuyer désormais sur un cadastre de la morbidité tuberculeuse, principalement sur la connaissance des nouveaux cas apparus dans l'année. Ce cadastre permet, dans les pays où la déclaration obligatoire de la tuberculose est depuis longtemps appliquée, d'apprécier cette morbidité en fonction de plusieurs facteurs : géographique, professionnel, social, humain (âge, sexe). Le cadastre de la maladie, par département, pourra être ainsi dressé en vue d'une orientation des efforts de lutte antituberculeuse vers les secteurs où la morbidité s'avèrera la plus élevée (campagne accrue d'éducation sanitaire, examens de dépistage systématique de la population...). Il permettra, également, de l'action de la prophylaxie de jouer à plein, qu'il s'agisse de prophylaxie individuelle ou de mesures visant à la protection de l'entourage du malade, en particulier des enfants qui pourront ainsi bénéficier à temps de la prémunition antituberculeuse par le vaccin B. C. G. Le dispensaire antituberculeux, pivot de la lutte antituberculeuse, auquel les textes ont confié le soin d'exercer cette action prophylactique, ignore 50 p. 100 environ des cas de tuberculose de sa circonscription, pour diverses raisons et, notamment, par le fait que, de plus en plus, le médecin de dispensaire est tenu très irrégulièrement informé des nouveaux cas de tuberculose décelés et traités. La déclaration obligatoire de la tuberculose ne présentera, pour le malade signalé, aucun inconvénient, car elle n'est évidemment assortie d'aucune mesure allant à l'encontre de la liberté individuelle. En outre, dans le souci d'un respect strict du secret médical, elle est prévue uniquement de médecin à médecin, de sorte que toutes garanties étant apportées au malade tuberculeux, seul subsiste un moyen qui est essentiel pour la protection de la collectivité, dans la perspective d'une extinction de l'endémie tuberculeuse ; 2° le projet de loi a déjà reçu les accords de plusieurs ministères cosignataires : lorsqu'ils auront été tous recueillis, le dossier sera immédiatement transmis au secrétariat général du Gouvernement pour suite à donner.

TRAVAIL

4237. — M. Palmero expose à M. le ministre du travail que l'article 21, annexe 1, de la convention collective de retraite des cadres du 14 mars 1947 précise que pour chacune des périodes de services accomplies antérieurement au 1^{er} janvier 1945 dans un lieu de travail situé sur le territoire de la France métropolitaine et en dehors des communes de la région parisienne énumérées au tableau C, le salaire effectif de l'intéressé est majoré forfaitairement de 10 p. 100. Un grand nombre de cadres sont rentrés en métropole à la suite des mesures de décolonisation prises depuis une dizaine d'années. La caisse des cadres leur oppose les dispositions ci-dessus et se refuse à majorer de 10 p. 100 les émoluments qu'ils ont perçus outre-mer avant 1945. La convention collective n'est donc pas égale pour tous et elle pénalise ceux qui, ayant

suivi les encouragements des divers gouvernements ayant prôné la plus grande France pendant plus d'un demi-siècle, ont consacré leur vie à l'expansion française et presque toujours y ont sacrifié leur santé. Au surplus, il est déduit par la caisse des cadres sur les appointements des intéressés la tranche soumise aux cotisations de sécurité sociale alors que cette institution n'existait pas outre-mer. Enfin, la caisse des cadres se refuse à calculer les droits des intéressés à une pension de retraite à soixante ans au coefficient normal et s'en tient à l'âge de soixante-cinq ans. En résumé, l'afflux en France de cadres ayant servi outre-mer appelle une révision de la convention collective de 1947 rédigée par les métropolitains pour les cadres métropolitains. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin, soit par une loi, soit par une modification amiable de la convention, à ces anomalies parfois douloureuses pour ceux qui ont longuement participé à l'œuvre civilisatrice de la France et se trouvent maintenant à un âge avancé devant de pénibles problèmes : pas de sécurité sociale, sinon contre paiement par le cadre de la part de l'employeur et de la sienne propre ; retraite insuffisante et convention collective avec clauses défavorables. (Question du 23 juillet 1963.)

Réponse. — Ainsi qu'il ressort de l'exposé de la question posée, le régime du régime de retraites et de prévoyance des cadres, qui fait l'objet de l'annexe 1 à la convention collective du 14 mars 1947, n'établit aucune mesure discriminatoire à l'encontre de ceux de ses participants qui ont exercé leur profession en dehors du territoire métropolitain de la France, lequel constitue en principe les limites du champ normal d'application de ladite convention. Ce régime ayant été institué par voie de convention collective ne peut pas être modifié par les pouvoirs publics. Son aménagement en faveur de certaines catégories de participants ne peut être réalisé que par accord entre les organisations signataires de la convention du 14 mars 1947. Il est précisé à l'honorable parlementaire que cette convention a institué une commission paritaire, qui, entre autres attributions, est compétente pour étudier les modifications qu'il paraîtrait souhaitable d'apporter au régime de retraite et de prévoyance des cadres. A cet effet, elle examine et met au point les propositions qui lui parviennent, soit directement de l'association générale des institutions de retraites des cadres (A. G. I. R. C.), soit par le canal de l'A. G. I. R. C., de la commission consultative des directeurs d'institutions. Le siège du secrétariat de cette commission est sis 56, avenue de Wagram, Paris (17^e). Il est signalé en outre que les salariés français ayant résidé dans les territoires d'outre-mer et dans les Etats qui étaient antérieurement placés sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France peuvent, en application de la loi n° 61-1413 du 22 décembre 1961, dont les modalités d'application ont été fixées par le décret n° 63-356 du 6 avril 1963, effectuer des rachats de cotisations au titre de l'assurance volontaire vieillesse pour les périodes au cours desquelles ils ont exercé dans ces Etats et territoires, postérieurement au 1^{er} juillet 1930, une activité salariée. Il est rappelé enfin que les salariés ayant exercé une activité non agricole dans les départements d'Algérie et du Sahara peuvent, au titre de la loi n° 62-789 du 13 juillet 1962, effectuer des rachats de cotisations d'assurance vieillesse pour les périodes antérieures à la date d'effet des dispositions relatives à l'institution d'un régime d'assurance vieillesse obligatoire dans ces départements. Les modalités d'application de ladite loi ont été fixées par le décret n° 63-698 du 13 juillet 1963.

4443. — M. Odrin demande à M. le ministre du travail à quelle date il a l'intention de publier l'arrêté d'extension à l'accord conclu le 14 mai 1963 entre la chambre syndicale des loueurs de taxis et le syndicat des conducteurs de taxis de la région parisienne concernant les retraites complémentaires. (Question du 3 août 1963.)

Réponse. — L'accord du 14 mai 1963 avait pour objet de rendre applicable aux chauffeurs de taxis salariés de la région parisienne les dispositions de l'accord national interprofessionnel de retraites du 8 décembre 1961. Il est précisé à l'honorable parlementaire que l'accord du 8 décembre 1961 a été signé, du côté patronal par le conseil national du patronat français (C. N. P. F.), lequel ne représente pas la branche professionnelle des taxis. L'application de l'accord du 14 mai 1963 aurait donc entraîné une modification du champ d'application professionnel de l'accord du 8 décembre 1961. Elle était de ce fait subordonnée à l'assentiment des organisations signataires de l'accord du 8 décembre 1961 ou ayant adhéré à cet accord. Or, ces organisations ont décidé de n'accorder une extension du champ d'application de l'accord du 8 décembre 1961 à une nouvelle branche d'activité que dans le cas où la demande qui leur en serait faite concernerait la totalité, sur le plan national, de cette branche professionnelle. La commission paritaire créée en application de l'article 11 de l'annexe I à l'accord du 8 décembre 1961 a fait connaître qu'en vertu de ce principe la demande concernant exclusivement les chauffeurs de taxis de la région parisienne ne pouvait recevoir une suite favorable. Dans ces conditions l'accord du 14 mai 1963 ne peut pas être appliqué. A plus forte raison ne peut-il pas être pris un arrêté pour en rendre les dispositions obligatoires dans les entreprises comprises dans son champ d'application professionnel et territorial mais non représentées par l'organisation patronale qui l'a signé.

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS

4347. — M. Tourné expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que la ligne de chemin de fer Narbonne-Cerbère n'est pas encore électrifiée, malgré la nécessité et l'urgence d'une

telle opération. Il lui demande : 1° quand l'électrification de cette ligne pourra avoir lieu ; 2° quelles seront les conséquences de cette électrification : a) au regard du matériel roulant et existant ; b) au regard du personnel en activité en ce moment tout au long de cette ligne. (Question du 26 juillet 1963.)

Réponse. — L'électrification de la ligne de Narbonne à Cerbère et Port-Bou ne figure pas au IV^e plan. Aucune prévision ne peut être faite actuellement, sur l'inscription éventuelle de cette électrification aux programmes ultérieurs. Compte tenu de cet état de fait, il ne peut être donné des renseignements sur les conséquences de cette opération.

4510. — Mme Ayme de La Chevrelière expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que par suite de l'accroissement constant de la circulation automobile, notamment sur les routes nationales, de nombreux accidents se produisent aux intersections de ces routes nationales avec des chemins départementaux et communaux, et que ces accidents proviennent surtout du fait que les usagers des routes nationales peuvent difficilement observer à ces intersections la règle de la priorité à droite, à moins de circuler à une vitesse très réduite. Elle lui demande s'il n'estime pas souhaitable que la majorité des routes nationales soient incorporées dans le réseau des voies à grande circulation — notamment celles sur lesquelles les comptages de 1963 ont fait ressortir une circulation supérieure à cinq cents voitures par jour. (Question du 10 août 1963.)

Réponse. — L'intérêt de la question posée par l'honorable parlementaire n'a pas échappé à l'administration. D'ores et déjà un nombre important de routes nationales va être classé dans le réseau des routes à grande circulation. Le décret prononçant ces classements, qui est actuellement soumis à la signature des ministres intéressés, interviendra très prochainement. Il est d'ailleurs envisagé d'accroître considérablement la longueur des routes classées à grande circulation ; toutefois, afin de n'être pas dans l'obligation de modifier une nouvelle fois la signalisation de ces routes, la mesure est subordonnée à la mise au point d'accords internationaux sur la signalisation.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le mois qui suit leur publication.

(Application de l'article 138 [alinéas 2 et 6] du règlement.)

3913. — 5 juillet 1963. — M. Bousseau demande à M. le ministre de l'agriculture : 1° de lui donner des précisions concernant le projet qui doit être incessamment soumis au Gouvernement par la « commission de l'eau », créée par le commissariat général du plan, ledit projet prévoyant le classement des rivières en quatre catégories selon leur degré de pollution, et l'une de ces catégories n'étant pas protégée contre la pollution, contrairement aux dispositions de l'article 434 du code rural ; 2° s'il n'envisage pas — dans le but de protéger à la fois l'hygiène publique, la pisciculture et notre patrimoine touristique — de rendre obligatoire, pour les industries, l'utilisation de moyens techniques modernes destinés à l'épuration des eaux résiduaires, ces moyens d'épuration étant d'ailleurs déjà utilisés par les municipalités grâce à l'installation de stations spécialisées.

3948. — 9 juillet 1963. — M. Poudavigne expose à M. le ministre de l'information que les émissions radiophoniques du jeudi 4 juillet, rendant compte des décisions gouvernementales, au sujet de l'arrêt des importations des fruits et légumes, incitaient les consommateurs français à acheter des abricots français « malgré qu'ils soient de qualité inférieure cette année à ceux des fruits importés, en raison d'une récolte trop abondante ». Il lui demande quelles mesures il a prises pour informer les rédacteurs du journal parlé et quels sont les résultats de l'enquête à laquelle il aurait éventuellement fait procéder, pour connaître l'origine de ces informations dont on peut craindre qu'elles ne soient pas de nature à faciliter la solution du problème.

3953. — 9 juillet 1963. — M. Prioux signale à M. le ministre de l'agriculture la situation d'un ancien exploitant agricole qui a cotisé pour les risques maladie et vieillesse aux assurances sociales facultatives agricoles, dès leur création, en 1930, jusqu'en 1952 et qui, depuis lors, cotise pour la retraite vieillesse agricole ; bénéficiant maintenant de cette retraite, il se voit refuser le bénéfice de la retraite supplémentaire qu'auraient dû lui assurer ses versements volontaires pendant plus de 20 ans, sous prétexte qu'elle n'est pas cumulable avec la retraite vieillesse agricole. Il lui demande sur quel texte est fondé ce refus ou, à défaut, si, dans un cas de ce genre, il est tenu compte des versements effectués aux assurances sociales pour fixer le montant de la retraite vieillesse.

3957. — 9 juillet 1963. — M. Francis Vals expose à M. le ministre de l'agriculture les difficultés que connaissent les viticulteurs audois pour écouler leur récolte à la suite des importations de vins étrangers. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour leur permettre de rentrer sans difficultés la récolte prochaine.

3969. — 9 juillet 1963. — M. Houël expose à M. le ministre de l'industrie que, depuis le 2 mai dernier, la firme « Lines Frères » a fermé une de ses usines, celle de Givors (Rhône) dont l'effectif était de 270 personnes. Rien ne peut expliquer la décision de cette firme, si ce n'est une volonté de concentrer à Calais la fabrication pour de plus grands profits, mais au détriment des travailleurs des ateliers de Givors, pourtant très modernes et pouvant être parfaitement rentables. La puissante société anglaise « Lines Bros » a bénéficié, à travers sa filiale « Lines Frères », pour son installation en France, à ce jour, d'une aide d'environ 1.500.000 francs de la part de l'Etat. Toutes les organisations syndicales étroitement unies, tous les partis politiques et organisations démocratiques, les commerçants et artisans des localités intéressées, les municipalités, le clergé, de nombreuses personnalités ont fait la démonstration très claire que la fermeture de cette usine était certainement intéressante pour une poignée d'industriels et de financiers, mais que l'intérêt des 270 travailleurs, l'intérêt régional et national, était au contraire que cette usine — une des plus modernes en France dans cette production (le jouet et la voiture d'enfants) — continue son activité. Malgré de multiples démarches et manifestations, malgré l'appui unanime du conseil général du Rhône, les ouvrières et ouvriers de l'usine de Givors sont toujours sans travail. Pourtant, la réouverture de cette usine aurait pu se faire très rapidement. En effet, une société locale veut et peut reprendre ces ateliers et les faire fonctionner. Evidemment, une aide de l'Etat est nécessaire. Sur le principe, cette aide, d'un montant d'un million, avait été promise. Mais, le 7 juin, une décision de rejet a été prise, sous prétexte que la société en cause ne serait pas assez puissante financièrement. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que, dans les plus brefs délais et conformément aux engagements pris à l'égard des travailleurs, l'usine de jouets et de voitures d'enfants de Givors ouvre ses portes, afin que les 270 ouvrières et ouvriers licenciés puissent retrouver leur emploi.

3975. — 9 juillet 1963. — M. Catry expose à M. le ministre de l'agriculture que les rentes et pensions servies par les caisses d'assurances sociales agricoles sont actuellement inférieures de 39 p. 100 par rapport à celles du régime général de sécurité sociale. En effet, les différentes majorations, prenant effet le 1^{er} avril de ces dernières années, présentent les différences suivantes : en 1961 : majoration de 7,7 p. 100 pour le régime général ; majoration de 4 p. 100 pour le régime agricole. En 1962 : majoration de 15 p. 100 pour le régime général ; majoration de 3 p. 100 pour le régime agricole. En 1963 : majoration de 18 p. 100 pour le régime général, rien pour le régime agricole. Compte tenu de l'article 9 (§ II) de la loi de finances pour 1963 (n° 62-1529 du 22 décembre 1962) qui prévoit : « Le Gouvernement prendra par décret toutes mesures nécessaires à l'alignement progressif des prestations servies aux salariés agricoles sur celles en vigueur dans le régime général de sécurité sociale, notamment en ce qui concerne les taux de revalorisation des rentes et pensions d'assurances sociales », il lui demande s'il envisage la promulgation rapide dudit décret pour la revalorisation des rentes et pensions d'assurances sociales agricoles et leur alignement sur celles servies par le régime général de sécurité sociale.

3987. — 10 juillet 1963. — M. Dassé demande à M. le ministre des affaires étrangères quelle est l'attitude du Gouvernement à l'égard de la recommandation n° 327 portant avis sur la résolution 30 (1962) de la conférence européenne des pouvoirs locaux, relative à la fédération mondiale des villes jumelées, qui a été adoptée, par l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, le 20 septembre 1962.

4018. — 11 juillet 1963. — M. Krieg signale à M. le ministre de l'agriculture la situation dans laquelle se trouvent certains importateurs bretons de vins d'Algérie, à la suite des récentes mesures prises corrélativement avec l'interdiction de toute nouvelle importation de vins de cette provenance. Lesdits importateurs avaient en effet acheté et payé des vins qui sont restés bloqués dans divers ports pendant des semaines, voire des mois, sans pouvoir être traités et risquant de se détériorer. Il leur est maintenant possible de les dédouaner, mais sous condition de stocker une quantité égale de vins en provenance du Midi de la France. Or, ces derniers vins ne sont pas vendables en Bretagne et, d'autre part, de nombreux importateurs ne disposent ni des fonds, ni des caves pour opérer un stockaga double. Il lui demande si des mesures dérogatoires ne peuvent être prises : par exemple le déblocage sous condition d'achat de vin libre du Midi, achat en rapport avec les besoins commerciaux.

4479. — 10 août 1963. — M. Mer appelle l'attention de M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation faite aux bénéficiaires de l'article L 16 du code des pensions en ce qui concerne l'allocation n° 5. De nombreuses associations

d'anciens combattants souhaitent légitimement que cette allocation soit progressive et de l'ordre de 20 points par degré de surpension. Il lui demande s'il n'envisage pas de donner rapidement satisfaction à ce vœu, dont la réalisation n'entraînerait sans doute pas des dépenses élevées.

4480. — 10 août 1963. — M. Mer appelle l'attention de M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation particulièrement défavorisée des veuves de grands mutilés ou de grands invalides, qui ont durant toute leur vie servi d'infirmière à leur conjoint, que celui-ci ait ou non obtenu le bénéfice de l'article L 18 du code des pensions ; et n'ont pu, par suite, exercer d'activité rémunérée leur ouvrant des droits à une retraite. Il en résulte qu'au décès de leur mari, elles se trouvent souvent dans une situation matérielle difficile. Il lui demande s'il n'envisage pas d'accorder à ces veuves un supplément de pension leur permettant une vie décente.

4481. — 10 août 1963. — M. Le Theule expose à M. le ministre des armées que des officiers des ex-services (A. A. C. T., etc.) ont subi un important retard dans leur avancement pendant la période 1953-1960. Jusqu'à cette date, certains lieutenants n'étaient inscrits au tableau d'avancement, au choix, qu'après 12 ans et plus de grade, alors que leurs camarades des armées étaient promus à l'ancienneté après 6 ou 7 ans. L'admission de ces derniers dans le cadre spécial, avec leur ancienneté de grade, réduit considérablement les chances d'inscription au tableau de commandant des officiers provenant des services. Il lui demande s'il n'envisage pas de prendre des mesures en faveur de cette catégorie d'officiers.

4482. — 10 août 1963. — M. Mer expose à M. le ministre des armées que les anciens sous-officiers de carrière, ayant, avant la guerre de 1914-1918, suivi les cours et les stages de l'Ecole de gymnastique et d'escrime de Joinville-le-Pont, et obtenu le diplôme d'éducation physique défini par décision du ministre de la guerre en date du 1^{er} septembre 1912, ne peuvent bénéficier de l'échelle de solde n° 4. En effet, les instructions ministérielles n° 612 E. M. G. R. A. G./1/L du 31 janvier 1949 et 4035 E. M. A./1/L du 13 novembre 1952, qui ont donné notamment la liste des brevets permettant l'accès à cette échelle de solde, ont oublié de viser, quant à l'assimilation, ce diplôme d'éducation physique. Or, l'Ecole de Joinville était à ce moment-là le seul groupement central sportif ; et le diplôme, remis aux élèves ayant satisfait aux épreuves de fin de stage, sanctionnait des aptitudes particulièrement brillantes, en même temps qu'un entraînement physique et sportif de valeur, et même des études théoriques (anatomie, physiologie, etc.). Il lui demande, compte tenu du petit nombre de personnes qui seraient concernées, et, donc, de la faiblesse de la dépense mise en œuvre, s'il n'envisage pas de remédier à cette situation et de faire rapidement bénéficier les intéressés de l'échelle de solde n° 4.

4484. — 10 août 1963. — M. Le Guen attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur le nombre anormalement élevé, dans certaines régions, des échecs aux examens de bourses pour l'entrée en cinquième, quatrième, troisième et seconde des élèves des écoles privées. C'est ainsi que de bonnes élèves, reçues au B. E. P. C., ont obtenu, sur 110 points, des notes de 25 à 35. Il lui demande quel est le nombre de ces élèves candidats aux bourses pour l'entrée en cinquième, quatrième, troisième et seconde qui ont été déclarés reçus dans le département des Côtes-du-Nord et dans la France entière et quel est le nombre de ces élèves reçus au B. E. P. C., qui ont échoué à l'examen des bourses pour l'entrée en seconde.

4485. — 10 août 1963. — M. Waldeck Rochet informe M. le ministre de l'éducation nationale du besoin urgent qu'a la commune d'Aubervilliers d'un neuvième groupe scolaire. En effet, dans le quartier de la Frette, déjà à forte densité H. L. M., une importante opération de construction est en cours de réalisation : 287 logements sont construits par l'« O. C. I. L. » et 597 logements par l'office municipal. Etant donné l'état d'avancement des travaux, à la rentrée de septembre 1964, un grand nombre d'enfants d'âge primaire ne pourront être scolarisés car les groupes voisins (Robespierre et Paul-Doumer) sont saturés. La ville procède actuellement à l'acquisition des terrains qu'elle pense avoir en possession au cours du quatrième trimestre 1963. Si les travaux pouvaient commencer au cours de l'année 1964, au moins pour une première tranche, la soudure scolaire pourrait être faite. Il lui demande s'il compte inscrire au budget 1964 ce projet de 48 classes (primaires et maternelles) de la ville d'Aubervilliers.

4486. — 10 août 1963. — M. Roche-Defrance appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la charge financière que représente, pour les collectivités locales, l'essence nécessaire aux corps de sapeurs-pompiers. Il lui demande si une détaxe ne pourrait pas être accordée sur l'essence destinée aux services d'incendie et de sécurité.

4487. — 10 août 1963. — M. Roche-Defrance demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques si un syndicat d'initiative, qui organise une exposition d'art artisanal ou toute autre manifestation artistique ou culturelle, peut obtenir l'exonération de la T. V. A. pour les travaux et fournitures nécessaires à la préparation et au fonctionnement de ce genre de manifestation. Cette exonération pourrait être, en particulier, sollicitée sur les factures de l'imprimeur qui a imprimé les documents publicitaires tels qu'affiches, dépliants, etc.

4488. — 10 août 1963. — M. Le Theule expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'un grand nombre de sous-officiers admis à la retraite depuis 1961 attendent la liquidation de leur pension. En réponse à la question écrite n° 1151 (J. O. du 20 avril 1963) le ministre des armées a fait connaître que les dossiers des intéressés ont été bloqués à la suite d'une décision du département des finances d'exclure dans le décompte des pensions les heures de vol, effectuées sur des avions de lignes commerciales. Or, l'arrêté du département des armées, en date du 30 juin 1961, précise que n'ouvriraient plus droit à bonifications les services effectués dans ces conditions à compter du 1^{er} juillet 1961. La décision du ministre des armées ne pouvant avoir d'effet rétroactif, il lui demande les raisons pour lesquelles de nombreux dossiers de pension n'ont pas encore été liquidés.

4489. — 10 août 1963. — Mme Ayme de La Chevrellière expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'à l'heure actuelle l'accès au grade d'agent de constatation est ouvert aux agents de bureau du cadastre par la voie de concours internes annuels auxquels un certain nombre d'agents ne peuvent être admis à se présenter, en raison de leur âge. Elle lui demande s'il n'a pas l'intention d'accorder à ces agents des possibilités de promotion par la voie de listes d'aptitude, ainsi que cela aurait été fait, semble-t-il, pour certains agents de l'administration des postes et télécommunications.

4490. — 10 août 1963. — M. Lecocq appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur les quelques remarques suivantes relatives aux modalités de déduction des frais funéraires de l'actif successoral, telles qu'elles résultent de la loi n° 59-1472 du 22 décembre 1959. Ces frais funéraires sont déductibles intégralement de l'actif de la succession du de cujus dans la limite de 3.000 F fixée par l'article 756, 2° nouveau du code général des impôts. Cette déduction est accordée sur production de tous documents justifiant de la réalité et du montant des dépenses engagées à ce titre : factures, mémoires, notes de créanciers, etc. L'expérience prouve que ces formalités sont ennuyeuses et parfois pénibles pour les héritiers ; les vérifications et contrôles qu'elles entraînent pour l'administration sont fastidieuses et occasionnent de sérieuses pertes de temps. Si bien que les deux parties se trouveraient bien de l'établissement d'un forfait égal pour tous qui pourrait s'établir aux environs de 2.000 F. D'ailleurs, l'idée du forfait est déjà contenue dans le régime fiscal des successions en ce qui concerne les mobiliers, les bijoux, les objets de collections. L'extension du forfait, au cas qui nous intéresse ici, n'entraînerait pas une diminution sensible des recettes sur les mutations par décès, attendu que les transmissions en ligne directe et entre époux ne sont pas imposables à concurrence de 100.000 F. Par contre, un forfait — de 2.000 F par exemple — aurait pour effet de pénaliser les successions entre parents en ligne non directe, entre frères ou sœurs, entre non parents, et les transmissions en ligne directe et entre époux dont l'actif excède les 100.000 F. Ces inconvénients paraissent minimes à côté des avantages d'un forfait, d'autant qu'il ne semble pas que le Trésor y perdrait quoi que ce soit. Il lui demande quel sort il compte réserver à la proposition qui vient de lui être présentée.

4491. — 10 août 1963. — M. Mer rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la réponse qu'il a faite, le 24 juillet 1963, à sa question écrite n° 2283, et lui expose que M. G. H., demeurant à Paris, bénéficiaire d'une pension mixte, en vertu de l'article L. 48 du code des pensions civiles et militaires de retraite, est frappé d'une double retenue de cotisation de sécurité sociale, pour la part « services » de cette pension mixte, et cela depuis le paiement du coupon trimestriel du 6 novembre 1961. L'intéressé, qui s'est élevé à plusieurs reprises contre cette double retenue, fait valoir à ce sujet les arguments suivants : 1° La pension mixte n'est pas une retraite, c'est un « droit d'option », couvert par l'article 48 du décret n° 51-590 du 23 mai 1951 ; 2° Les pensions d'ancienneté — trente années de services accomplis — et les pensions proportionnelles — quinze années de services accomplis — couvertes par les articles 10 et 11 du décret n° 51-590 du 23 mai 1951, sont seules considérées comme des retraites, et soumises, en tant que telles, à l'impôt général sur le revenu ; 3° La pension mixte ne constituant pas une retraite, l'article 1^{er} du décret n° 51-96 du 26 janvier 1951 ne peut être invoqué. Or, c'est de ce décret que fait état la pailerie générale pour appliquer la double retenue ; 4° Les militaires de carrière n'ayant pas accompli quinze années de service ne sont pas consi-

dérés comme des retraités et ne peuvent donc être assujettis à la caisse de sécurité sociale militaire (cf. question écrite n° 202, J. O., Débats A. N., n° 26 du 25 janvier 1963). La pension mixte — part services — qui est ainsi attribuée au-dessous de quinze années de services, n'est pas, par voie de conséquence, assujettie à la cotisation de sécurité sociale. Cela est confirmé par le fait que ces pensions mixtes — part services — attribuées en vertu de l'article L. 48 du code des pensions, ne sont pas passibles de déclaration pour l'impôt sur le revenu (article 43 des lois codifiées par le décret du 15 octobre 1926) ; 5° Le litige fut porté par M. G... à la connaissance des services du ministère des finances et des affaires économiques, par l'intermédiaire du service liquidateur des pensions militaires, 5, rue de Chazelles, à Paris, le 15 octobre 1955, dossier 544892. En date du 16 décembre 1955, ce service précisa que seul l'article L. 48 du code des pensions militaires de retraite était applicable à M. G... D'après ce même service, M. G... avait été inscrit à tort au grand livre de la dette publique en ce qui concerne la pension mixte, part services. En foi de quoi, la direction de la dette viagère, 15, rue du Général-Beuret, effectua la rectification nécessaire, et la pailerie générale de la Seine corrigea le brevet d'inscription de la pension mixte (certificat rectificatif n° 2423 du 17 février 1956) ; 6° M. G..., ex-fonctionnaire, est normalement affilié au régime correspondant de sécurité sociale, en vertu du décret n° 46-2971 du 31 décembre 1946. En cas de maladie, il n'établit bien entendu qu'une feuille pour le remboursement de ses dépenses par la sécurité sociale et non deux comme pourrait le laisser entendre le fait de la double retenue ; 7° Affirmer que la « part services » de la pension mixte est assujettie à la cotisation de sécurité sociale semble donc une erreur. Cette position est en contradiction formelle avec les décisions prises auparavant par les services du ministère des finances et des affaires économiques et relatives à l'alinéa 5. Il lui demande comment il entend répondre aux réclamations de M. G... qui, à maintes reprises, semble avoir alerté sans succès ses services et, en tout état de cause, ce qu'il pense de l'argumentation présentée par l'intéressé.

4492. — 10 août 1963. — M. Tomasini appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur les conséquences regrettables que présentent les modalités différentes du calcul de l'impôt, suivant qu'il s'agit d'impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux ou d'impôts sur les salaires. Il lui signale, en particulier, la situation suivante : un petit commerçant a cessé, en novembre 1961, son activité commerciale pour occuper un emploi salarié. Pour son revenu commercial de 9.900 F, il a été imposé de 1.007,30 F. Pour son revenu de salarié de 4.790 F, il a été imposé de 440,50 F, soit au total, pour l'année 1961, de 1.447,80 F pour un revenu global de 14.690 F. Etant marié et père de quatre enfants, si ses revenus avaient eu uniquement pour origine son salaire, il n'aurait été imposé que si celui-ci avait dépassé la somme de 16.690 F. Or, s'agissant d'un petit commerçant, son revenu commercial représente à la fois la rémunération du capital engagé et celle de son travail. La différence des impositions née de l'origine différente des revenus est importante et choquante puisque, dans le cas particulier, elle fut de 1.447,80 F alors qu'elle eût été nulle s'il ne s'était agi que d'un salaire. Il lui demande quelles mesures il envisage de proposer au Parlement pour remédier à de telles anomalies.

4493. — 10 août 1963. — M. Ziller demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques : 1° quel est le budget des services de l'Association nationale des porteurs français de valeurs mobilières, domiciliée 22, boulevard de Courcelles, à Paris ; 2° quel est le nombre de ses fonctionnaires ; 3° à combien se monte le loyer payé par l'association ; 4° combien coûte à l'Etat l'ensemble de ce service ; 5° si ce service est rémunéré en partie par les porteurs de valeurs mobilières intéressés.

4494. — 10 août 1963. — M. Poudevigne expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques le cas d'un citoyen français, âgé de 51 ans en 1937, époque à laquelle il versa à la Caisse des dépôts et consignations une somme de 6.800 F (valeur 1937) pour acquérir une rente viagère immédiate de 500 F par an, payable en quatre coupons annuels de 125 F. Il paraît avoir touché régulièrement ses coupons jusqu'en mai 1946, période à laquelle il égarda son livret. Le retrouvant en 1963, il l'envoya à la Caisse des dépôts pour régularisation et il lui fut répondu à cet organisme que le décret du 16 mars 1953 prévoyait le rachat des rentes annuelles inférieures à 10 NF et lui offrait pour ce rachat la somme de 34,43 NF. Ainsi, l'Etat français qui a reçu en 1937 une somme de 68 NF et a versé depuis cette date des intérêts qui ne s'élèvent qu'à 45 NF se prétend libéré de toutes obligations en remettant un capital de 34,40 F. Il lui demande : a) si le règlement proposé ne lui paraît pas choquant au regard des dispositions incluses dans l'article 55 de la loi de finances pour 1963 et obligeant les débiteurs de rentes viagères à régulariser les rentes qu'ils doivent verser dans des conditions telles qu'une rente de 500 anciens francs, souscrite en 1937, est actuellement transformée en une rente de 52,64 NF ; b) quelles mesures il compte prendre pour supprimer ces inégalités, qui paralysent un peu scandaleuses aux yeux des intéressés.

4495. — 10 août 1963. — M. Gernez demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques si, dans le cadre des dispositions de l'article 28 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 portant réforme de l'enregistrement du timbre et de la fiscalité immobilière, les sociétés civiles pourront bénéficier du réemploi ou, au contraire, si cette possibilité serait réservée uniquement aux sociétés de capitaux. Il lui demande, par ailleurs, au sens de l'article 28 de la loi du 15 mars 1963, ce qu'il faut entendre par le « caractère accessoire ou occasionnel » d'une opération de constructions.

4496. — 10 août 1963. — M. Sallenave expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques l'anomalie et l'iniquité qui résultent du régime fiscal des travaux mécanographiques, tel qu'il ressort de l'instruction du 10 juin 1963 (B. O. C. I. 1963-1-39). En effet, selon les termes de ce texte, ces travaux sont exonérés de la taxe de prestation de service lorsqu'ils sont exécutés par le centre mécanographique d'importantes sociétés, inscrites au tableau des experts comptables et comptables agréés, tandis qu'un centre ayant le même objet et constitué sous forme coopérative par plusieurs experts comptables ou comptables agréés, n'échapperait pas au paiement de cette taxe. Il lui demande s'il compte envisager l'extension de l'exonération à cette deuxième catégorie professionnelle, par souci d'égalité, d'abord, et aussi parce que la mise en commun de certains services généraux est aujourd'hui indispensable au maintien des cabinets, d'ateliers et d'entreprises qui, en dépit de leurs dimensions modestes, apportent une contribution irremplaçable à la marche de l'économie générale.

4497. — 10 août 1963. — M. Sallenave expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'avant l'entrée en application de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963, portant réforme de la fiscalité immobilière (Journal officiel du 17 mars 1963, rectificatif du 24), les ventes d'immeubles ruraux étaient assujetties au droit de mutation immobilière, soit 16 p. 100 (taxes locales comprises), exception faite des ventes de certains bois et forêts (article 1370 CGI), des ventes d'immeubles ruraux de faible importance (article 1373, 1° CGI) et de la fraction des immeubles ruraux affectés à l'habitation (article 1372 CGI) qui supportaient un tarif de 4,20 p. 100. L'article 48 de la loi précitée du 15 mars 1963 réduit dans l'immédiat à 14 p. 100 (taxes locales comprises) le droit de mutation immobilière des ventes d'immeubles ruraux. Il lui demande si cette disposition nouvelle laisse subsister le taux spécial de 4,20 p. 100 qui était applicable aux ventes de certains bois et forêts, aux ventes d'immeubles ruraux de faible importance et à la fraction des immeubles ruraux affectée à l'habitation.

4500. — 10 août 1963. — M. Guy Ebrard appelle l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur les sinistres dont ont été victimes un grand nombre de communes du département des Basses-Pyrénées et les dommages causés, de ce fait, au domaine public. Il lui demande s'il compte accorder une aide exceptionnelle à ce département sinistré et de lui faire connaître l'ensemble des dispositions qui seront prises en cette grave circonstance.

4501. — 10 août 1963. — Mme Ayme de La Chevrellère, se référant à la réponse donnée à la question écrite n° 3338 de M. Coudé du Foresto (Journal officiel, Débats Sénat, séance du 14 mai 1963, page 1057), demande à M. le ministre de l'Intérieur quel est, actuellement, l'état des travaux relatifs à l'établissement d'un projet tendant à l'aménagement des échelles judiciaires de certains emplois communaux, auxquels il est fait allusion dans ladite réponse et si l'on peut espérer que ce texte sera prochainement publié.

4507. — 10 août 1963. — M. Mainguy expose à M. le ministre du travail que les traitements électrothérapeutiques subissent actuellement un discrédit injustifié. En effet, ces traitements, à condition d'être utilisés à bon escient et par des mains compétentes, permettent d'obtenir des résultats spectaculaires et il est regrettable que les assurés sociaux n'utilisent pas actuellement cette thérapeutique aussi souvent qu'il conviendrait. Il lui demande : 1° s'il ne pense pas que cette défaveur puisse être due à la valeur attribuée au coefficient KR correspondant aux actes d'électrothérapie ; 2° s'il n'envisage pas de relever la valeur du coefficient KR, de la même façon que tous les autres coefficients des actes médicaux ont été relevés ou, éventuellement, d'ajouter à ce coefficient KR, lorsque l'acte en question est pratiqué par un électro-radiologiste spécialisé, le même supplément qui est appliqué aux actes cotés en R, lorsqu'ils sont pratiqués dans des conditions identiques.

4508. — 10 août 1963. — M. Salignac expose à M. le ministre du travail qu'il a été informé, par une délégation d'ouvrières et d'ouvriers travaillant dans une entreprise de la région parisienne, de faits suivants : Mme P., ouvrière spécialisée contrôleuse, a été embauchée dans ladite entreprise le 5 mars 1963, en qualité d'ouvrière spécialisée contrôleuse. Prise à l'essai, elle a donné satisfaction ; elle a exécuté son travail, depuis cette date, sans observation de la part de ses chefs. Une augmentation de salaire lui avait été consentie en raison de son bon travail, aux environs du 1^{er} juillet. Au soir du 1^{er} août, alors que la majorité des travailleurs de cette entreprise partait en congés réglementaires, y compris

les délégués du personnel, la direction informe Mme P. qu'à compter de ce jour, elle était licenciée, sur injonction de D. S. T. La direction, après discussion, consentit à lui octroyer le paiement d'un préavis d'un mois de salaire. Il lui demande : 1° pour quels motifs la D. S. T. intervient auprès d'une entreprise pour exiger le renvoi d'une ouvrière exécutant correctement son travail, citoyenne française jouissant de ses droits politiques et n'ayant absolument rien à se reprocher au point de vue civique ; 2° étant donné que Mme P. est syndiquée C. G. T., si le fait d'appartenir à un tel syndicat rend suspect d'espionnage tous ses adhérents. Il désirerait connaître également les raisons qui ont motivé un tel licenciement ; 3° si cet acte ne constitue pas, à la fois, une violation flagrante de la Constitution, qui donne à chaque citoyen français le droit de penser et d'agir librement, et une atteinte grave à la liberté du travail.

4509. — 10 août 1963. — M. Schaff demande à M. le ministre des travaux publics et des transports s'il ne serait pas possible d'envisager la suppression du billet collectif pour les congés payés et si, dans certains cas, la réduction ne pourrait pas être consentie à titre individuel lorsque des membres d'une même famille sont, pour des raisons professionnelles, de santé ou familiales, dans l'obligation de se rendre en des lieux différents ou à des périodes différentes. Il arrive en effet que, dans une famille, un enfant ait besoin de l'air de la mer, un autre de l'air des montagnes. Cette famille, dont les frais sont augmentés du fait de l'obligation de vacances séparées, se trouve alors pénalisée, étant donné l'obligation du billet collectif, par l'augmentation du prix du billet S. N. C. F. Un salarié ne peut-il prétendre pour lui, comme pour chacun des membres de sa famille, à une réduction pour un voyage par an, sans obligation d'effectuer ce voyage en groupe.

4511. — 10 août 1963. — M. Pacquini rappelle à M. le ministre des travaux publics et des transports la réponse qu'il a faite le 18 juin 1963 à sa question écrite n° 1650. Dans son 2° , elle précisait : « par l'ordonnance n° 59-249 du 4 février 1959, l'Etat a garanti aux agents de la Société nationale des chemins de fer français en Algérie les mêmes statuts, rémunérations et régimes de retraite que ceux de la S. N. C. F. ». Or, il lui est signalé qu'à l'échéance du 1^{er} juillet 1965, un certain nombre de retraités de la Société nationale des chemins de fer français en Algérie n'ont pas perçu l'augmentation de 5,75 p. 100 dont ont bénéficié les retraités de la S. N. C. F. Compta tenu de la réponse précédemment citée, il lui demande de quelle manière doit jouer la garantie d'identité en matière de retraites S. N. C. F. et S. N. C. F. A. qui a été donnée par l'ordonnance précitée aux agents de la S. N. C. F. A.

4512. — 10 août 1963. — M. Degraeve appelle l'attention de M. le ministre des travaux publics et des transports sur le grave danger que constitue le système de signalisation actuellement en vigueur pour indiquer aux usagers de la route qu'un véhicule utilitaire ou de transports en commun, immobilisé sur la chaussée, est en panne. L'expérience démontre malheureusement que les triangles phosphorescents utilisés sont trop souvent inopérants parce que mal vus ou distingués trop tard par l'automobiliste qui circule à allure normale ou rapide. Il s'ensuit de graves accidents qui ont coûté, coûtent et coûteront, hélas ! la vie de trop nombreuses personnes. Il lui demande s'il n'aurait pas intérêt à substituer à ces triangles phosphorescents des lampes clignotantes portatives à feu jaune ou rouge, du type de celles qui sont utilisées pour la signalisation des chantiers ou des déviations, ou, à défaut, à définir des normes strictes d'homologation des triangles phosphorescents, de façon que ces signaux réglementaires aient la stabilité voulue et ne soient plus, comme c'est bien souvent le cas, couchés sur la chaussée par le moindre coup de vent ou souffle d'air.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai supplémentaire d'un mois suivant le premier rappel.

(Application de l'article 138 (alinéas 4 et 6) du règlement.)

3197. — 6 juin 1963. — M. de Tinguy expose à M. le ministre de l'Agriculture qu'en application de l'article L. 356 du code de la sécurité sociale, les assurés sociaux du régime général titulaires de pensions de vieillesse acquises ou révisées au titre de l'incapacité au travail, qui sont dans l'obligation d'avoir recours à l'aide constante d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie, ont droit à une majoration de pension dite « majoration pour tierce personne » égale à 40 p. 100 de la pension principale sans pouvoir être inférieure à un minimum auquel s'appliquent les coefficients de revalorisation des pensions prévus à l'article L. 344 du code de sécurité sociale — minimum s'élevant depuis le 1^{er} avril 1963 à 5.038,25 francs. Il apparaît profondément regrettable qu'aucune disposition analogue ne figure dans le régime des prestations vieillesse des personnes non salariées des professions agricoles afin de permettre à des agriculteurs âgés de plus de soixante ans et invalides de cesser leur activité. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable que soit comblée cette lacune de notre législation sociale agricole, et quelles mesures il compte prendre à cet effet.

3226. — 6 juin 1963. — **M. Jarrot** demande à **M. le ministre de l'agriculture** quelles sont ses intentions en ce qui concerne le montant des cotisations de l'assurance maladie des exploitants agricoles pour 1963. Le retard apporté à la publication de ces tarifs risque en effet de compromettre la situation de la trésorerie de la mutualité sociale agricole.

3259. — 7 juin 1963. — **M. Catroux** demande à **M. le ministre de l'agriculture** de lui faire connaître quelle était, à la date du 31 décembre 1960, la situation des agents bénéficiaires des articles 2 et 3 du décret n° 46-512 du 23 mars 1946 portant règlement d'administration publique pour l'application à l'administration centrale du ministère de l'agriculture des dispositions de l'ordonnance du 15 juin 1945, en lui indiquant notamment combien d'entre eux étaient, à la date du 31 décembre 1960 : administrateurs civils de classe exceptionnelle ; administrateurs civils de première classe ; administrateurs civils de seconde classe, et en lui précisant pour chacun d'eux l'échelon acquis dans le grade à cette même date.

3260. — 7 juin 1963. — **M. Catroux** demande à **M. le ministre de l'agriculture** de lui faire connaître quelle était, à la date du 31 décembre 1960, la situation dans le corps des administrateurs civils des anciens cadres d'administration centrale (56 agents) recrutés par concours ministériel avant la réforme de 1945, en lui indiquant notamment, pour les agents ayant subi avec succès les concours sur épreuves ouverts en 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944 et 1945, combien d'entre eux étaient, à la date du 31 décembre 1960 : administrateurs civils de classe exceptionnelle, administrateurs civils de première classe, administrateurs civils de seconde classe, et en lui précisant pour chacun d'entre eux l'échelon acquis dans le grade à cette même date.

3261. — 7 juin 1963. — **M. Catroux**, se référant aux réponses faites les 12 juillet 1961 et 5 octobre 1961 aux questions écrites n° 10481 et 11268, demande à **M. le ministre de l'agriculture** : 1° si les seize rédacteurs auxiliaires titularisés en vertu de l'ordonnance n° 45-1283 du 15 juin 1945 sont entrés dans l'administration par voie de concours ; 2° dans quel corps ont été intégrés les chefs de bureau (six emplois), les sous-chefs de bureau (onze emplois), les rédacteurs (vingt-six emplois) nommés en application des articles 2 et 3 du décret n° 46-512 du 26 mars 1946 portant règlement d'administration publique à l'administration centrale des dispositions de l'ordonnance n° 45-1283 du 15 juin 1945.

3305. — 7 juin 1963. — **M. Tourné** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que l'implantation d'une immense usine conserverie de fruits et légumes étrangère dans le Midi de la France provoque de réelles inquiétudes parmi les producteurs de fruits et légumes. Il lui demande : 1° de quel type de conserverie il s'agit ; 2° où elle sera implantée ; 3° quelle sera la capacité de production de cette usine ; 4° qui en sera le propriétaire ; 5° par qui seront fournis les capitaux nécessaires à sa réalisation et dans quelles proportions ; 6° quelles seront ses sources de ravitaillement ; 7° quels sont les accords passés à ce sujet par le Gouvernement ; 8° si, à son avis, une telle usine conserverie ne portera pas préjudice à la masse des producteurs familiaux de la région et au développement des conserveries coopératives existant dans la région du Languedoc-Roussillon.

3312. — 7 juin 1963. — **M. Ruffe** expose à **M. le ministre de l'agriculture** les difficultés rencontrées par les caisses de la mutualité agricole pour les règlements des différentes prestations sociales. Ces difficultés semblent résulter de la non-application du premier alinéa de l'article 9 de la loi de finances pour 1963, qui précise que l'ensemble des prestations légales d'assurances sociales et d'allocations familiales servies aux salariés du régime agricole ainsi que les ressources destinées à la couverture de ces prestations sont retracées dans les comptes de la caisse nationale de sécurité sociale à partir du 1^{er} janvier 1963. Le décret d'application de ce texte n'ayant été pris que le 2 avril 1963 et publié au *Journal officiel* du 3 avril 1963, sous le numéro 63-334, il en résulte que, pour le premier semestre, le fonctionnement financier de la sécurité sociale pour les travailleurs agricoles n'a pas été assuré. En ce qui concerne les exploitants agricoles, les prestations ne sont pas davantage garanties puisque la caisse se trouve dans l'obligation de souscrire des emprunts importants sans savoir à quelle date la participation du budget annexe interviendra. C'est là un état de choses profondément regrettable qui gêne à la fois la caisse et les ressortissants. Beaucoup d'entre eux n'ont pas reçu leurs prestations familiales du mois de février. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour régulariser cette situation et pallier la carence en la matière du budget annexe des prestations d'assurances sociales et d'allocations familiales agricoles.

3303. — 2 juillet 1963. — **M. Tourné** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que le fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (F. O. R. M. A.) est devenu une caisse dont le rôle ne cesse de croître dans le financement de l'exportation de certains produits agricoles vers l'étranger. Il lui demande : 1° à combien ont été portées les disponibilités de

F. O. R. M. A. pour chacune des années depuis sa création ; 2° quelles sont notamment ses disponibilités pour l'année 1963 ; 3° quelles sont les catégories de produits agricoles (produits frais, produits conditionnés ou en conserve) qui ont bénéficié en 1962 de l'aide du F. O. R. M. A. ; 4° quel est le tonnage de chacun des produits agricoles frais, conditionnés ou en conserve, qui ont bénéficié de l'aide du F. O. R. M. A. pour être exportés ; 5° quels pays nous ont acheté des produits agricoles ayant bénéficié de l'aide du F. O. R. M. A. ; 6° comment est alimentée la caisse nationale du F. O. R. M. A.

3814. — 2 juillet 1963. — **M. Charpentier** expose à **M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé des affaires algériennes** le cas suivant : un Français rapatrié d'Algérie avait été l'objet, en date du 10 mai 1961, d'un arrêté d'expropriation pour cause d'utilité publique (zone industrielle d'Oran). Des experts désignés par le tribunal d'Oran avaient, en novembre 1961, fixé le montant de l'indemnité d'expropriation. Depuis cette date, l'intéressé n'a rien perçu sur le montant des sommes qui lui étaient dues par le Gouvernement français, et dont le montant avait été fixé par un tribunal français. A l'heure actuelle, les autorités algériennes envisagent de faire construire une usine sur le terrain qui avait fait l'objet de cette expropriation. Le Gouvernement français paraît vouloir ignorer les responsabilités qu'il avait prises en 1961, et l'ancien propriétaire du terrain se voit offrir, par les autorités algériennes une indemnité dont le montant représenterait le cinquième de ce qui avait été fixé en novembre 1961 par les experts français du tribunal d'Oran, et le dixième de ce qu'il aurait pu obtenir de la libre négociation de sa propriété, s'il avait pu accepter les propositions qui lui avaient été faites par des industriels fin 1960. Il lui demande : 1° quelles mesures le Gouvernement français envisage de prendre pour sauvegarder les légitimes intérêts des Français rapatriés qui se trouvent dans une situation de ce genre et leur assurer une indemnisation équitable en obtenant, d'une part, le règlement financier proposé par les autorités algériennes et, d'autre part, en indemnisant le rapatrié exproprié par le Gouvernement français et spolié par le Gouvernement algérien ; 2° de quel recours l'intéressé dispose, dans le cas particulier signalé, pour contester l'estimation faite en novembre 1961 par des experts français et obtenir un règlement équitable.

3821. — 2 juillet 1963. — **M. Mondon** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'aux termes de l'article 1^{er} du décret du 9 août 1953 relatif à l'investissement obligatoire de 1 p. 100 dans la construction, seuls sont soumis au prélèvement les employeurs occupant au minimum dix salariés. Une circulaire de la direction générale des impôts (contributions directes) en date du 13 mars 1954 (n° 2289) a fixé les règles de détermination de ce minimum pour des employeurs occupant des salariés à temps incomplet : « Il faut... qu'ils occupent au minimum dix salariés (à temps complet ou incomplet), mais encore que le montant total des salaires versés par eux pendant l'exercice écoulé ait été au moins égal à dix fois le salaire mensuel minimum interprofessionnel garanti afférent à la commune ». Cette règle aboutit pratiquement à étendre l'obligation d'investissement aux employeurs de neuf salariés et ayant recours partiellement à un dixième salarié, ne serait-ce même que d'une manière intermittente. En effet, le total des rémunérations des neuf salariés à temps complet est, dans la quasi-totalité des cas, supérieur à dix fois le salaire mensuel minimum interprofessionnel garanti. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'appliquer la même règle de calcul que celle qui doit être retenue lorsqu'il y a des salariés qui n'ont pas été occupés pendant toute la période de travail et qui est prescrite par la même circulaire n° 2289 dans son paragraphe 9.

3824. — 2 juillet 1963. — **M. Guy Ebrard** attire l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur les difficultés rencontrées par le thermalisme français. Il lui demande s'il compte étendre aux établissements thermaux le bénéfice de l'article 85 de la loi de finances pour 1962 n° 81-196 du 21 décembre 1961, applicable pour l'instant aux hôtels et aux restaurants de tourisme.

3826. — 2 juillet 1963. — **M. Tourné** expose à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** que des soldats de la guerre de 1914-1918, après avoir été cruellement atteints dans leur moral par l'atmosphère de tuerie collective de certains combats de l'époque, ont pu se rendre responsables d'une absence illégale. Les tribunaux du moment n'étaient pas tendres pour de tels actes. Mais, dans la plupart des cas, la tenue au feu du soldat, soit avant, soit après la condamnation pour absence illégale, lui a permis de bénéficier de l'attribution de la carte du combattant. Pourtant la retraite du combattant a été refusée à ces hommes. Des collaborateurs notoires, de véritables traîtres à la patrie ayant retrouvé titres, grades, pensions, retraites, décorations après d'infamantes condamnations, la grave injustice dont sont victimes ces anciens combattants apparaît comme n'ayant que trop duré. Il lui demande s'il n'est pas décidé à accorder enfin à tous les Français titulaires de la carte du combattant le bénéfice de la retraite sans exclusive, en dehors des conditions d'âge imposées par la loi.

3851. — 3 juillet 1963. — M. Fiorroy expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'à la suite de certaines dispositions de la loi de finances pour 1953 (loi n° 53-80 du 7 février 1953), instituant la formule du « préfinancement » en faveur des constructions scolaires, d'importants travaux ont été entrepris par de nombreuses communes. Or, cette formule autorisait les municipalités à contracter des emprunts dont le capital devait être remboursé à 85 p. 100 par des versements à bref délai de l'Etat. A ce jour, certaines communes n'ont encore touché aucun versement. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour débloquer les fonds nécessaires afin d'honorer les engagements de l'Etat et d'éviter aux collectivités locales d'avoir à supporter les charges afférentes aux annuités d'emprunt comportant des intérêts particulièrement onéreux.

3854. — 3 juillet 1963. — M. Vivien attire l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur les incidents qui se sont récemment produits, place de la Nation, à l'occasion d'une manifestation artistique, destinée à des jeunes, et organisée par un poste de radio péripériphérique. Les participants, très nombreux, se sont comportés correctement dans leur immense majorité, et seuls quelques petits groupes sont à l'origine de ces incidents. Plutôt que de prévoir à l'avvenir un service d'ordre renforcé, pour éviter le renouvellement de faits extrêmement regrettables, il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas plus opportun de demander aux organisateurs de semblables manifestations que le maintien de l'ordre soit assuré par de jeunes volontaires, munis de brassards indiquant leurs fonctions. Il pourrait être fait appel à ces volontaires par radio et par voie de presse à l'occasion même de l'annonce de la manifestation projetée. Ce procédé contribuerait à développer le goût des responsabilités chez les jeunes acceptant de remplir ces fonctions. Il serait probablement mieux accepté par les participants que risquerait d'énerver un dispositif de police trop important.

3870. — 3 juillet 1963. — M. Arthur Richards expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, par suite de rachat, un groupe peu important détient toutes les actions d'une société anonyme dont les possesseurs sont tous membres du conseil d'administration. Il lui demande : 1° si, se trouvant ainsi en nombre inférieur à sept actionnaires, qui est le minimum nécessaire pour pouvoir constituer une société anonyme, cette dernière revêt toujours ce caractère juridique et, dans le cas contraire, si ladite société doit se transformer en une autre société comme par exemple une société en nom collectif, une société à responsabilité limitée, etc. ; 2° si, s'agissant de membres d'une même famille ou d'alliés de cette dernière, il existerait une incompatibilité juridique à ce que cette société, puisse, de ce fait, continuer ses affaires commerciales sous le couvert d'une société anonyme alors qu'elle représenterait plutôt une société de famille ; 3° si le fait qu'à la constitution de la société, le nombre requis d'actionnaires a été respecté, la réduction de ce nombre en lui portant à moins de sept actionnaires est suffisant pour faire dire que, pour conserver juridiquement le caractère d'une société anonyme, il y a une impérieuse nécessité de porter ce nombre au minimum requis par la loi sur les sociétés anonymes ; 4° si, dans ces conditions, les membres du conseil d'administration doivent soumettre la situation à la plus prochaine assemblée générale, ou bien s'il suffit d'une transaction de titres passée devant notaire ou par un agent de change suivant le cas, pour normaliser l'existence de ladite société anonyme.

3881. — 4 juillet 1963. — M. Ponsellé appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative sur la situation administrative des cadres supérieurs des services extérieurs de la direction générale des impôts et des postes et télécommunications qui a subi un déclassement constant à la suite des réformes indiciaires successives et, pour la dernière fois le 12 décembre 1961, alors que leurs responsabilités et l'importance de leurs tâches ne cessent de croître. Ainsi la rémunération de la plupart d'entre eux est très sensiblement la même que celle du corps des fonctionnaires qu'ils ont sous leurs ordres ou qu'ils vérifient. Il en résulte un écrasement de la hiérarchie qui est incompatible avec le bon fonctionnement des grandes administrations modernes. Il lui demande s'il envisage de proposer à la prochaine session du conseil supérieur de la fonction publique : 1° l'octroi des indices nets 575-600 aux directeurs départementaux adjoints et à leurs homologues des emplois comptables ; 2° la fusion, en une carrière unique se déroulant des indices 430 à 600 net, des grades d'inspecteur principal et de directeur départemental adjoint, ainsi qu'une mesure parallèle pour les comptables ou chefs d'établissement placés en parité.

3882. — 4 juillet 1963. — M. Chérasse expose à M. le ministre des travaux publics et des transports qu'en réponse à sa question n° 2640 (*Journal officiel*, débats A. N., du 21 juin 1963), il a pris position pour le maintien de la législation en vigueur, tout en admettant qu'une aide accrue de l'Etat devait être apportée aux collectivités, en particulier aux départements qui ont demandé à être déclarés maîtres de l'œuvre dans l'exécution des travaux

concernant la protection des berges des cours d'eaux navigables. Or, en ce qui concerne le département de la Seine-Maritime, les crédits accordés par l'Etat en 1963 ont été réduits. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour pallier les risques graves et urgents afférents à la dégradation des berges de la Seine entre la Mailleraye et Rouen, compte tenu de ce que les collectivités locales ne peuvent supporter un effort financier supplémentaire.

3886. — 4 juillet 1963. — M. Jacques Hébert expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que les maraîchers du département de la Manche se plaignent de n'avoir pas à leur disposition, en quantité suffisante, les wagons nécessaires pour le transport de leurs primeurs. Il lui demande si le parc de wagons disponible pour cet usage est suffisant et, dans le cas contraire, les mesures qu'il envisage de prendre pour remédier à l'insuffisance signalée.

3889. — 4 juillet 1963. — M. Le Goasguen expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que les délais d'instruction des dossiers des personnes sollicitant l'indemnité des implaçables sont tels que les demandeurs se voient bien souvent contraints de rechercher une activité compensatrice qu'ils ne peuvent d'ailleurs tenir efficacement, mais suffisante pour que l'administration propose le rejet de la demande en raison de cette activité. Il lui demande si, pour pallier cette situation, il ne serait pas possible d'accorder l'octroi de l'indemnité à compter du jour de la cessation de toute activité et non pas du jour de la demande.

3890. — 4 juillet 1963. — M. Le Goasguen expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre qu'aux termes de l'article L. 107 du code des pensions militaires d'invalidité le droit à la jouissance des pensions militaires d'invalidité est suspendu, notamment par la condamnation à une peine afflictive ou infamante pendant la durée de la peine. Il en résulte qu'au cas où le pensionné est chargé de famille, ses enfants sont totalement privés de ressources pendant la durée de la peine. Or si le pensionné était, par contre, titulaire d'une pension basée sur la durée des services, les enfants recevraient 50 p. 100 de la pension de leur père. Cette inégalité de traitement laisse supposer qu'a priori les services rendus par la durée des services sont plus importants pour la nation que ceux ayant motivé l'attribution d'une pension d'invalidité comme, par exemple, une blessure de guerre ou une maladie contractée en service ayant provoqué la cessation prématurée du service. Il lui demande les mesures qu'il serait disposé à prendre pour faire cesser cette inégalité de traitement qui paraît dénuée de tout fondement.

3895. — 4 juillet 1963. — M. Le Tac demande à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre pour quelles raisons l'ordonnance du 4 février 1959 et le décret n° 59-329 du 20 décembre 1959, dont les modalités d'application ont été fixées par l'instruction n° 0493 A du 27 décembre 1961, concernant l'attribution d'une indemnité de soins aux anciens tuberculeux ex-victimes de la déportation, n'ont pas encore été suivis d'effet, et s'il envisage une application rapide des textes précités.

3900. — 4 juillet 1963. — M. Poncelet, se référant à la réponse à la question écrite n° 9202 parue au *Journal officiel* du 22 avril 1961 (débat parlementaire, Assemblée nationale), demande à M. le ministre des armées où en sont les études préparatoires relatives à la réparation à accorder aux personnels militaires dégagés des cadres entre 1940 et 1947.

3906. — 5 juillet 1963. — M. Davoust expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les réponses récentes à diverses questions écrites ou orales sur la campagne double et simple semblent manifester un désaccord entre les membres du Gouvernement. En effet, si M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre « ne cesse de se préoccuper des conditions dans lesquelles les cheminots anciens combattants pourraient obtenir satisfaction en matière de bonifications pour campagnes de guerre » (*Journal officiel* des 22 mai et 19 juin 1963), son collègue des travaux publics et des transports indique que, après échanges de vue entre lui-même et M. le ministre des finances, ce dernier n'a pas cru devoir retenir les propositions faites en ce sens au titre de l'exercice 1963, mais que des pourparlers se poursuivent en vue d'une inscription au budget de 1964 des crédits permettant l'adoption d'un premier train de mesures en faveur des personnels intéressés. Cependant, interrogé à son tour et répondant au *Journal officiel* du 21 juin 1963, il invoque les conditions plus favorables d'ouverture du droit à pension et les bases de liquidation meilleures que pour les fonctionnaires et non limitées au traitement, pour bloquer la discussion en écrivant : « Telles sont les raisons qui s'opposent à donner satisfaction même partielle aux intéressés ». Mais la lecture du *Journal officiel* montre que, pratiquement, dans les pensions effectivement versées aux cheminots, ces bases sont loin de produire un effet favorable. Par exemple, le taux moyen des pensions au 31 décembre 1960, d'après le tableau paru au *Journal officiel* du 25 août 1962, est de 5.435 francs pour les industriels électrique et gazière, de 3.954 pour la Régie auto-

nome des transports parisiens et seulement de 3.393 francs pour la Société nationale des chemins de fer français. Par ailleurs, le tableau donnant la répartition des avantages viellissement attribués à des bénéficiaires âgés de soixante-cinq ans et plus, paru au *Journal officiel* du 29 novembre 1961, donne à la Société nationale des chemins de fer français un pourcentage très inférieur par rapport à celui constaté dans d'autres services. Les arguments invoqués pour refuser le bénéfice de la double campagne aux cheminots anciens combattants semblent donc infirmés par les statistiques officielles. Il lui demande en conséquence quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour tenir compte de ces faits et réparer l'injustice commise.

3907. — 5 juillet 1963. — **M. Desouches** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que de nombreuses communes d'Eure-et-Loir attendent toujours le financement de leur projet scolaire, alors qu'il semble que, dans d'autres départements, il n'en soit pas de même. Il lui demande s'il lui est possible de lui faire connaître, par année et par département, les crédits affectés en 1958, 1959, 1960, 1961 et 1962 pour la construction du premier degré de l'enseignement technique et de l'enseignement universitaire.

3909. — 5 juillet 1963. — **M. Christleens** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** si une entreprise dont le nombre mensuel moyen de salariés devient inférieur à dix, soit passagèrement, soit définitivement, est astreinte à l'obligation de rempli des remboursements partiels de prêts octroyés à ses salariés lorsqu'elle était assujettie à l'investissement obligatoire, si ces remboursements interviennent avant l'expiration d'un délai de dix ans à compter de leur versement. En effet, dans ce cas, l'entreprise n'est plus assujettie à l'obligation d'investir, et les dispositions de l'article 5 du décret du 2 décembre 1953 ont surtout pour but d'éviter que les employeurs se libèrent de la participation à l'effort de construction pendant plusieurs années avec le même fonds de roulement.

3918. — 5 juillet 1963. — **M. Pierre Bas** expose à **M. le ministre de l'information** que le vendredi 28 juin 1963, le journal télévisé de 20 heures a présenté un jeune garçon qui, à la suite d'une réprimande, s'était enfui du domicile familial, laissant sa mère dans l'angoisse, et avait passé en fraude la frontière de Hollande. Il est inadmissible et scandaleux que soit présenté au public français, notamment à des centaines de milliers d'adolescents, sous le feu des caméras, en somme comme un héros, un garçon qui s'est conduit comme aucun père, aucune mère de famille ne souhaite que ses enfants se conduisent jamais. Il lui demande les mesures qu'il entend prendre pour que le silence soit fait désormais, à la radio et à la télévision, sur les fugues d'enfants et d'adolescents.

3919. — 5 juillet 1963. — **M. Pierre Bas** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** : a) combien de membres du corps enseignant, pour chacun des divers degrés d'enseignement, sont affectés à la date du 30 juin 1963 à des tâches autres qu'enseignantes : 1° dans son propre ministère ; 2° dans les autres administrations de l'Etat ; 3° dans des organismes variés ; b) les mesures qu'il entend prendre pour permettre à la plupart de ces maîtres de reprendre, à la prochaine rentrée scolaire, les tâches d'enseignement pour lesquelles ils ont une vocation prioritaire.

3920. — 5 juillet 1963. — **M. Pierre Bas** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** quels ont été, pour chacune des années de 1946 à 1962 : 1° le nombre des naissances en France ; 2° le nombre de classes primaires construites ; 3° le nombre de classes secondaires construites ; 4° le nombre de places nouvelles offertes dans les classes et amphithéâtres aux étudiants de l'enseignement supérieur.

3931. — 5 juillet 1963. — **M. Carlier** expose à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** que l'article 14 de la loi n° 55-356 du 3 avril 1955 a fait bénéficier les invalides militaires « hors guerre » du barème le plus avantageux, mais que néanmoins ces invalides ne peuvent obtenir ni la majoration de 50 p. 100 pour inappareillage d'un membre supérieur ni l'addition arithmétique du degré d'invalidité des troubles trophiques et névritiques de l'amputation, infirmités prévues aux guides-barèmes comme ouvrant droit à majoration à la suite de l'arrêt du Conseil d'Etat Elaid du 11 juin 1936. Il lui demande si, pour mettre fin à ces anomalies, il envisage de proposer au Parlement la modification du dernier alinéa de l'article L. 14 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre dans le sens suivant : « Par exception, les amputations du membre inférieur ou du membre supérieur, lorsqu'elles ne permettent aucunement le port d'un appareil de prothèse, ouvrent droit à une majoration de 5 p. 100 qui s'ajoute arithmétiquement au degré d'invalidité correspondant à l'amputation. Dans les mêmes conditions, s'ajoute arithmétiquement le degré d'invalidité résultant des infirmités prévues aux guides-barèmes comme ouvrant droit à majoration ».

3941. — 5 juillet 1963. — **M. Fievez** expose à **M. le ministre des travaux publics et des transports** que, du 8 au 15 juin 1963, les eaux de l'Escaut ont été polluées sur une longueur de 3,5 kilomètres, au lieu dit La Boucotte jusqu'à l'écluse de Redignies sur le territoire de Flines-lès-Mortagne. Un préjudice important a été causé aux riverains ainsi qu'aux pêcheurs de la région. Selon toute vraisemblance, la pollution serait due à une usine située à Peruwez, en territoire belge. Il lui demande quels sont les recours possibles près des pouvoirs publics belges et, à défaut, les mesures qu'il compte prendre pour empêcher de nouvelles pollutions des eaux de l'Escaut par des entreprises situées en Belgique.

Rectificatifs

1° au *Journal officiel*, débats Assemblée nationale, du 24 août 1963.

Page 4719, 1^{re} colonne, réponse de **M. le ministre de l'éducation nationale** à la question écrite n° 4180 de **M. Cermolacce**, 21^e ligne, au lieu de : « la scolarité qu'aurait pu obtenir », lire : « la scolarité qu'aurait pu accomplir ». (Le reste sans changement.)

2° au *Journal officiel*, débats Assemblée nationale, du 7 septembre 1963.

Page 4813, 1^{re} colonne, question écrite n° 4591 de **M. Fanton** à **M. le ministre de l'intérieur**, 4^e ligne, au lieu de : « boulevard Marbot », lire : « boulevard Morland ». (Le reste sans changement.)